



les **TRABOULES**

*Association de recherches
sociologiques et ethnologiques*

Daniel WELZER-LANG (dir.)

Yannick LE QUENTREC

Martine CORBIERE

Anastasia MEIDANI

Sophie PIORO (codir.)

Les hommes en changements

*Actes du séminaire européen
sur les résistances masculines aux changements
(Toulouse, les 20-21 février 2004)*



Avec le soutien de la DG Emploi et affaires sociales, Programme d'action communautaire pour l'Egalité Hommes Femmes de la Commission Européenne et la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Midi-Pyrénées

Daniel WELZER-LANG (dir.)
Yannick LE QUENTREC
Martine CORBIERE
Anastasia MEIDANI
Sophie PIORO (codir.)

Les hommes en changements

**Actes du séminaire européen
sur les résistances masculines aux changements
(Toulouse, les 20-21 février 2004)**



les **TRABOULES**
*Association de recherches
sociologiques et ethnologiques*

Les Traboules
7 rue Lakanal
31 000 Toulouse (France)
Tel : + 33/ 05 62 30 91 08
Fax : +33/ 05 6230 81 02

Sommaire

Préface

Sophie Pioro & Daniel Welzer-Lang.....7

Ouverture

Rémy Pech.....11

Viviane Willis-Mazzichi.....13

Sophie Pioro.....17

Plénière

Où en sont les études sur les hommes et le masculin ?

Animation : *Jeanne Fagnani*

Intervenants

Daniel Welzer-Lang.....21

Gilles Rondeau.....29

Jorgen Lorentzen.....37

Table ronde

Politiques, décideurs économiques et administratifs

Animation : *Gratia Pungu*

Intervenantes

Martine Corbière.....45

Matina Papayannopoulou et Anastasia Meidani.....55

Témoignages

Bruno de Lille.....61

Maurice Coquin.....65

Table ronde Syndicalistes et monde salarié

Animation : *Sophie Pioro*

Intervenant-e-s	
<i>Yannick Le Quentrec</i>	71
<i>Iakovos Farsedakis et Anastasia Meidani</i>	83
Discutante	
<i>Annick Coupé</i>	97
Témoignage	
<i>Philippe Buchet</i>	105

Table ronde Hommes en renégociation

Animation : *Vladimir Martens*

Intervenant-e-s	
<i>Alexandre Clemens et Anastasia Meidani</i>	109
Discutant-e-s	
<i>Jacques Marquet</i>	141
<i>Christine Castelain-Meunier</i>	149
<i>Jorgen Lorentzen</i>	155

Plénière Regards croisés de femmes et d'hommes

Synthèse	
<i>Daniel Welzer-Lang</i>	163
Intervenant-e-s	
<i>Jeanne Fagnani</i>	165
<i>Sophie Pioro</i>	169
<i>Jean-Paul Graver</i>	171
<i>Luis Bonino</i>	177
Bibliographie citée	181
Des mêmes auteur-e-s	187

Remerciements

L'équipe de recherche souhaite remercier particulièrement les intervenant-e-s de ces deux journées, les partenaires français, belges et grecs ainsi que toutes les personnes qui nous ont permis de mener à bien la recherche et le séminaire, notamment tout le personnel de l'association Les Troubles.

Nous tenons également à remercier chaleureusement Monsieur Rémy Pech de nous avoir accueilli-e-s au sein de l'Université Toulouse-Le Mirail, ainsi que Madame Willis-Mazzichi, représentante de l'Unité Egalité Hommes Femmes de la Commission Européenne, et la Direction Régionale aux droits des femmes et à l'égalité, pour les financements sans lesquels nous n'aurions pu vous présenter ces actes.

Fiche technique de la recherche sur les résistances masculines aux changements :

Direction scientifique : Daniel Welzer-Lang

Coordination européenne et française : Sophie Pioro

Organisme coordinateur : Association Les Traboules (www.traboules.org)

Partenaires

Belgique : Observatoire socio-épidémiologique du sida et des sexualités, association Ex Æquo, Centre d'études sociologiques – Facultés universitaires Saint-Louis, Université catholique de Louvain-la-Neuve

Grèce : KETHI, Université PANTEIO d'Athènes

France : Equipe Simone-SAGESSE, association RIME (recherches et interventions masculines), Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité, CGT, CFDT

Coordination de l'étude belge : Vladimir Martens

Coordination de l'étude grecque : Anastasia Meidani

Responsables des axes d'analyse : Yannick Le Quentrec, Martine Corbière, Alexandre Clemens

Ont de plus aidé à réaliser les entretiens

En France : Léa Lambert, Isabelle Rivière

En Belgique : Sophie Pioro, Florence Vandendorpe, Pierre Walthéry

En Grèce : Chrysovalantis Papathanasiou, Matina Papayannopoulou

Traductions : Luke Tinson, Iris Gimenez, Vaios Ntafos

Retranscription des entretiens : Karine Bertin, Lionel Dany, Josiane Lacombe, Didier Marinesque, Jo Maillard, Vaios Ntafos

Relecture et correction : Tatiana Clavier assistée de Sylvie Tomolillo

Graphisme : Vanessa Vhery

Préface

Les actes que vous avez en main sont tirés d'une rencontre, au sens plein du terme. Pour clore notre étude européenne sur les résistances masculines aux changements, nous avons proposé à des chercheur-e-s, des syndicalistes, des pédagogues, des responsables administratifs, des activistes de l'égalité, des responsables politiques... de venir discuter les résultats de notre étude avec les sociologues que nous sommes.

Ce fut une vraie rencontre. Qui peut aujourd'hui prétendre détenir la vérité dans l'analyse de l'évolution des rapports de genre ? Dans la marche vers l'égalité entre les hommes et les femmes en Europe ? Dans l'intégration des nouvelles formes de couples et de familles (familles homoparentales, familles recomposées à dimensions variables, etc. ?).

Pas nous. Et c'est forts de ces questions que nous avons voulu discuter des différentes analyses possibles liées aux données que nous avons recueillies en France, en Belgique et en Grèce.

Et l'ensemble des collègues, des « témoins » (des hommes ayant apporté leurs témoignages dans le cadre de cette étude), des professionnel-le-s présent-e-s ont accepté la règle du jeu.

C'est ainsi que nous avons pu, avec sérénité et écoute, débattre de thèmes aussi problématiques que l'analyse du solde de la domination masculine, les liens pour les hommes entre sphère privée et sphère publique, notamment le travail, les mises en œuvre des politiques publiques... les questions liées aux violences masculines ayant été discutées dans un séminaire adjacent au nôtre. Bien sûr – et c'est une chance – les analyses divergent, ne se recouvrent que partiellement. N'en déplaise à quelques un-e-s, la sociologie du genre est tout sauf une chapelle idéologique où la vérité serait exogène à nos vies, à nos études, à nos luttes.

Nous vous présentons donc les textes tirés des interventions dans l'ordre chronologique qui a présidé au séminaire. Chacun, chacune, pourra faire des allers-retours dans ce texte qui se veut être une réelle contribution à l'égalité de genre, et un vrai témoignage de ce qui fut sans doute dans nos pays un des premiers séminaires de sociologie sur les hommes et le masculin dans une perspective critique de la domination masculine.

Sophie Pioro (*) & Daniel Welzer-Lang (**)

(*) Coordinatrice de l'étude européenne

(**) Responsable scientifique de l'étude européenne

Ouverture

Rémy Pech

Président de l'Université Toulouse-Le Mirail

Viviane Willis-Mazzichi

*Administratrice principale à l'Unité Egalité Hommes Femmes
Commission Européenne, DG Emploi et Affaires sociales*

Sophie Pioro

Coordination européenne du projet sur les hommes en changements

Rémy Pech

Président de l'Université Toulouse-Le Mirail

Mesdames, Messieurs, je vous souhaite la bienvenue dans cette université qui doit vous paraître aujourd'hui un peu en léthargie. Cette situation un peu inhabituelle vient du fait que nous sommes en semaine de vacances. Il s'agit en effet d'une université de masse, avec 30000 étudiants, à peu près 900 enseignants titulaires, 600 personnels IATOS titulaires, sans compter, évidemment, les vacataires. Nous sommes donc heureux que notre grande université puisse accueillir des manifestations de la qualité et de la densité de celle que vous représentez aujourd'hui. Je crois que cette réunion a été intitulée séminaire, c'est excès de modestie peut-être. Il s'agit à mon avis d'un colloque international puisque plusieurs nations sont représentées, ce qui suffirait à motiver la présence et l'intérêt du président de l'université. Aujourd'hui, dans la recherche, comme d'ailleurs dans l'enseignement supérieur, ces activités fondamentales ne peuvent se concevoir que de manière internationale et dans des partenariats entre les équipes de recherche.

Madame Pioro a eu la gentillesse, tout à l'heure, de dire que j'ai toujours manifesté un intérêt pour les études sur le genre, les inégalités résultant du sexe, etc. C'est vrai, j'ai eu le privilège d'être assistant auprès de Madame Rolande Trespé, historienne du mouvement ouvrier, qui a aussi lancé beaucoup d'études sur les luttes des femmes et la condition féminine dans les années 70 et 80. C'est grâce à son action qu'ont été créés le Groupe Simone et les études féministes ici à Toulouse. J'ai eu ensuite le plaisir de travailler également avec Marie-France Brive, animatrice hors pair du Groupe Simone, et historienne vraiment très performante, très active.

Je crois que le thème d'aujourd'hui est tout à fait intéressant et nouveau puisque, jusqu'à présent, les études sur le genre se sont focalisées davantage sur le sexe féminin car il fallait mettre en exergue, en lumière, tout ce que les femmes avaient pu subir dans les sociétés successives, de discriminations et d'atteintes à leur dignité. Aujourd'hui, peut-être, des résultats de leur lutte et de leur conquête de droits, de citoyenneté, de dignité, sont devenus tangibles. Hélas, aujourd'hui... la semaine dernière encore, nous avons déploré dans notre université le meurtre d'une étudiante par son compagnon, et cet événement douloureux suffirait à nous rappeler que la conquête de l'égalité est une longue marche à suivre.

Il est très important de voir comment les hommes ont vécu ce processus. Est-ce qu'ils l'ont accompagné ? Est-ce qu'ils l'ont contrarié ? Et aujourd'hui, comment peuvent-ils se situer, peut-être un peu désorientés qu'ils sont par cette irruption et ce nouveau statut que les femmes ont su conquérir ? Je le répète, ce statut n'est pas encore acquis puisque nous avons nous-mêmes installé il y a deux ans un observatoire pour l'égalité avec l'aide de la communauté européenne et du ministère, observatoire qui est très actif. Il publie des études et préconise des mesures que nous essayons de mettre en œuvre. Récemment, nous avons par exemple édité une brochure sur le harcèlement sexuel, et nous sommes la seule université à avoir réalisé ce geste. C'est à la fois un signe fort et une action qui permet d'informer les étudiantes, les étudiants et tout le monde sur ces situations de harcèlement, ces situations de violence absolument détestables qui doivent être dénoncées et mises à l'index dans une université qui est un creuset d'égalité et de progrès pour tous. C'est ce que l'on voudrait qu'elle soit, c'est ce que nous souhaitons beaucoup.

A propos de votre colloque, je n'ai pas eu le temps de me plonger dans le résumé des communications, mais je sais les préoccupations de Daniel dont je salue l'activité et la notoriété. Daniel Welzer-Lang est un expert qui est écouté, qui est consulté et qui est médiatisé. Dans l'enseignement supérieur, le fait d'être médiatisé suscite parfois l'irritation des collègues qui le sont moins, et même des jalousies. J'ai pour ma part toujours trouvé ça très bien lorsque le travail d'un collègue était mis en exergue, quand on venait le trouver pour lui demander conseil ou son avis sur des sujets à l'ordre du jour. C'est ce qui se produit très souvent et nous avons le plaisir de retrouver Daniel dans les colonnes de *Libération* ou d'autres journaux comme *La Dépêche* (*La Dépêche du Midi* est notre grand organe régional). Ce colloque a donc été, je crois, très bien préparé et je souhaite qu'il aboutisse aussi – puisque c'est aussi la conclusion d'un travail que vous faites depuis plusieurs mois ensemble – à une publication. Je pense que l'université pourra y contribuer. Qu'il soit l'occasion d'échanges et de nouvelles recherches, de nouvelles pistes que vous pourrez tracer sur cette voie difficile de la connaissance, puisqu'il faut bien connaître les situations, les rapports sociaux et les rapports humains qui sont dans votre champ de recherche. Et je me permets aussi de souhaiter que ce colloque permette de nouvelles avancées dans la compréhension entre les hommes et les femmes et dans la recherche d'une égalité véritable entre eux.

Voilà, donc travaillez bien, je ne vais pas pouvoir rester longtemps, mais je vais tout de même écouter les premiers instants de ce séminaire. Je souhaite qu'au point de vue matériel tout se passe bien, et que vous repartiez avec un bon souvenir de Toulouse-Le Mirail.

Merci de votre attention.

Viviane Willis-Mazzichi

*Administratrice principale à l'Unité Egalité Hommes Femmes
Commission Européenne, DG Emploi et Affaires sociales*

Bonjour à tous et à toutes. Merci aux organisateurs de m'accueillir aujourd'hui dans cette université. L'unité dans laquelle je travaille, au sein de la direction générale Emploi et Affaires sociales, s'occupe de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous sommes neuf administrateurs et administratrices¹ censés couvrir les aspects législatifs de cette égalité et coordonner les travaux d'intégration de la dimension genre dans les politiques européennes, ce qui couvre les 23 directions générales et services² de la Commission. Donc nous faisons ce que nous pouvons tout en gardant l'enthousiasme nécessaire pour progresser.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un principe fondamental, une mission de l'Union Européenne, inscrite dans le traité dès les fonts baptismaux de la Communauté Européenne à Rome. Le premier article concernait l'égalité de salaire, un même salaire pour un travail égal ou équivalent. La première directive européenne en 1975 s'est appuyée sur cet article. 30 ans plus tard, nous n'avons pas encore atteint l'égalité de salaire. Légiférer est essentiel en matière d'égalité mais apparemment pas suffisant. Il faut autre chose, un changement culturel et social plus profond qui amène la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la société européenne. Le traité d'Amsterdam y a contribué en 1999 en stipulant que l'égalité entre hommes et femmes et l'élimination des inégalités soient intégrées dans toutes les actions de l'Union Européenne (Article 3(2)).

¹ Dix depuis la conférence.

² auxquels s'ajoutent six DG de services généraux et 11 DG ou équivalents de services internes.

Trois instruments majeurs contribuent à promouvoir l'égalité au niveau européen :

- la législation,
- le *gender mainstreaming*, soit l'intégration du genre dans les différentes politiques
- et les programmes de financement tel le programme qui fait que nous sommes ici ensemble aujourd'hui.

La législation est la structure fondamentale de la promotion de l'égalité. Elle a été construite progressivement à partir de l'article du traité de Rome sur l'égalité de salaire. C'est un processus lent mais nécessaire à l'organisation de nos démocraties. La première directive concernant l'égalité de salaire a été adoptée 16 ans après l'inscription de ce principe dans le traité. Ensuite les Etats membres ont eu cinq ans pour la transposer dans leur législation nationale. Puis il y a la mise en œuvre sur le terrain. Après l'égalité de salaire, ont suivi neuf autres directives, dont sept de base et deux modifiant les précédentes. Elles concernent essentiellement l'emploi, qui a été et demeure un secteur moteur de la construction européenne, et la sécurité sociale dans une moindre mesure. Il y a aussi une directive sur le congé parental qui a entériné un accord passé entre les partenaires sociaux.

Les pays candidats qui vont accéder à l'Union en mai de cette année doivent transposer les dix directives avant leur entrée. La législation est utile pour tout homme et toute femme qui s'estiment discriminés et leur permet de porter plainte. Cependant la justice, quoi qu'essentielle à une démocratie, a aussi son rythme, plus ou moins rapide, et ses contraintes. Il faut pouvoir oser porter plainte, il faut pouvoir tenir pendant que la discrimination court et que la justice procède à son examen. Ce n'est pas toujours la voie la plus simple ni la plus aisée.

Deuxième voie, deuxième instrument, le *gender mainstreaming*. Votre recherche d'une certaine manière suit cette voie. Le *gender mainstreaming* consiste à intégrer la dimension de genre dans l'élaboration des politiques, dans leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation, en impliquant tous les acteurs concernés. C'est avoir conscience du fait que les politiques sont faites pour des hommes et pour des femmes qui n'ont pas toujours les mêmes besoins ou les mêmes aspirations et les mêmes situations. Le *gender mainstreaming* se pratique dans le but ultime de l'égalité entre les hommes et les femmes, une égalité sociale, une égalité de droit.

Au niveau de l'Union Européenne, le *gender mainstreaming* est pratiqué dans le cadre de la stratégie européenne pour l'emploi. Les Etats membres élaborent chaque année des plans nationaux d'action fondés sur des lignes directrices communes adoptées par le Conseil, donc l'ensemble des Etats membres. L'une de ces lignes concerne l'égalité entre femmes et hommes et traite de l'égalité de salaire, de la

conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, de la ségrégation du marché du travail, horizontale, entre secteurs, mais aussi verticale, les femmes étant moins nombreuses que les hommes aux postes de décision.

Le *gender mainstreaming* est aussi particulièrement actif dans des politiques telles que le soutien aux pays dits en voie de développement, la recherche et l'éducation. L'éducation est un domaine contrasté en matière d'égalité hommes/femmes. L'écart hommes/femmes à l'entrée dans les universités s'est fortement réduit. Par contre, il reste très important au niveau des doctorants, avec en moyenne dans l'Union, 61% d'hommes, 39% de femmes. L'écart s'est inversé dans le secondaire. On constate que dans un certain nombre de pays et depuis un certain temps, les garçons quittent l'enseignement secondaire avant la fin de leurs études plus fréquemment que les filles. Ce phénomène est débattu avec les Etats membres dans le domaine de l'exclusion sociale et de la pauvreté. Cet exemple montre que l'attention traditionnellement portée sur la situation des femmes dans les Etats membres se porte plus actuellement sur les écarts hommes/femmes, garçons/filles, leurs raisons et leurs conséquences. Votre colloque y contribue aussi.

Troisième instrument au niveau européen : les fonds, le financement. Nous avons un programme d'action pour la promotion de l'égalité hommes/femmes de 50 millions d'euros pour cinq ans. C'est très modeste. Comparativement, le fond social européen engage de l'ordre de 5 milliards d'euros par an. Le programme n'a pas du tout l'ambition de couvrir tous les financements européens pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Conformément au principe du *gender mainstreaming*, la promotion de l'égalité de genre et les besoins et aspirations des hommes et des femmes doivent être pris en compte dans tous les instruments financiers européens, y compris les fonds structurels. Le programme géré par notre unité constitue la cerise sur le gâteau, des actions européennes que les autres instruments ne financeraient pas. Une attention particulière est donnée à la sensibilisation des publics concernés. Tous les six mois, le pays prenant la présidence du Conseil organise une conférence européenne financée par le programme égalité. Les Danois l'ont fait sur le thème de la conciliation, les Espagnols sur celui de la violence, les Irlandais sur l'approche internationale du *gender mainstreaming*.

Le programme finance aussi des études et le développement de statistiques comparables. Les travaux statistiques sont menés par Eurostat avec la participation de tous les offices statistiques nationaux. Ces travaux sont coûteux et requièrent un travail considérable d'harmonisation, mais ils fournissent les données statistiques les plus fiables au niveau européen. Nous avons par exemple travaillé avec Eurostat depuis 2003 sur la mise au point d'un module sur la conciliation vie familiale/vie

professionnelle. L'enquête sera faite en 2005, et nous aurons les résultats en 2006-2007.

Ceci vous donne un aperçu du temps statistique nécessaire à l'obtention de données comparables au niveau européen.

Le programme finance aussi des évaluations d'impact selon le genre des politiques. Nous travaillons avec des professeurs, des réseaux d'experts des différents Etats membres pour analyser les politiques de l'emploi et les politiques de lutte contre la pauvreté, par exemple.

Le troisième volet du programme, dans lequel s'insère votre projet, couvre le développement de la capacité des acteurs à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Des appels à propositions annuels sont lancés sur base de thèmes prioritaires choisis en concertation avec les Etats membres. L'appel de 2002 auquel votre projet participe avait pour thème la conciliation. Votre projet a débordé du thème qui avait été proposé en 2002, mais ce n'est pas un reproche, tant mieux ! Nous avons besoin de renouveler le débat sur la conciliation, de le relancer sur de nouvelles pistes car la conciliation telle que pratiquée actuellement ne donne pas suffisamment de résultats.

Malgré les dispositions légales relatives au congé parental, seulement 2% de pères (en moyenne dans l'Union) l'utilisent alors que ce congé est ouvert tant aux hommes qu'aux femmes. Il y a peu de mobilisation des partenaires sociaux au niveau européen sur les moyens de la conciliation. Les horaires de travail tels que pratiqués permettent-ils de vraiment concilier emploi et vie familiale ? De plus, il y a encore beaucoup à faire en matière de disponibilité des gardes d'enfants et d'autres personnes dépendantes. Il y a encore beaucoup à faire pour sensibiliser sur les enjeux de cette égalité et l'intégrer dans toutes les sphères de la vie sociale, pour faire évoluer en profondeur le rôle des hommes et des femmes. Votre projet y contribue, alors, maintenant je vais me taire, vous écouter et apprendre de vous. Bonne chance et merci.

Sophie Pioro

Coordination européenne du projet sur les hommes en changements

Le projet « Et les hommes ?¹ » a été mis sur pied en mars 2002 à l'initiative de Daniel Welzer-Lang (Association Les Traboules, Equipe Simone de l'UTM - France), de François Delor (Observatoire du Sida et des Sexualités de l'Université Saint-Louis - Belgique et association Ex Æquo) et Sophie Pioro (à l'époque experte au Cabinet de la ministre de l'Emploi, chargée de la politique de l'égalité hommes/femmes - Belgique), rejoint-e-s par Yannick Le Quentrec, experte des relations avec le monde du travail. Malgré le décès de François Delor en septembre 2002, l'Observatoire du Sida et des Sexualités – en collaboration avec l'Université de Louvain-la-Neuve et les Facultés universitaires Saint-Louis en Belgique – est resté partenaire du projet.

Le projet de recherche est évidemment parti de plusieurs questions :

- Comment parler aux hommes de l'égalité, des rapports sociaux de sexe ?
- Quelle est leur compréhension de ces thématiques ?
- Comment comprendre les résistances masculines aux changements ?
- Comment faire pour permettre une promotion plus rapide, et plus efficace des politiques d'égalité entre hommes et femmes ?
- Comment les rapports sociaux de sexe s'exercent dans le monde professionnel ou dans le domestique, et encore plus dans l'interaction entre ces deux sphères souvent présentées comme indépendantes ?

Nous voulions centrer nos analyses et nos actions sur les hommes qui, apparemment « résistent », voire refusent les changements, ou à l'inverse s'intéresser aux hommes qui déclarent ou semblent avoir des pratiques plus égalitaires.

¹ Cette recherche est financée par la Commission européenne dans le cadre du 5^e programme d'action concernant la stratégie-cadre communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2005) - LIGNE BUDGÉTAIRE B3-4012.

Nous avons privilégié pour ce faire trois profils d'hommes :

1/ les hommes (et les femmes) responsables politiques et administratifs, en lien avec les politiques d'égalité, parce que nous considérons que le monde politique est un concentré de virilité, que nous voulions examiner si la prise en charge de politiques d'égalité leur faisait mieux comprendre la thématique, si leur comportement privé en était influencé ;

2/ les syndicalistes chargé-e-s de mettre en œuvre des accords sur l'égalité, sur l'articulation vie privée/vie professionnelle, et notamment comment en France la réduction du temps de travail a été interprétée et négociée en termes d'égalité professionnelle et privée ;

3/ des hommes qui ont décidé de changer leurs modes de vie dans un sens plus égalitaire avec les femmes, par exemple des hommes qui ont pris un arrêt dans leur carrière pour s'occuper de leurs enfants.

Mais je ne vais pas aller plus loin dans le dévoilement du projet, les autres intervenant-e-s le feront dans les ateliers.

Plénière

Où en sont les études sur les hommes et le masculin ?

Animation

Jeanne Fagnani
*Directrice de recherche au CNRS MATISSE,
Université de Paris 1-CNRS*

Intervenants

Daniel Welzer-Lang
Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Gilles Rondeau
*Professeur titulaire, Ecole de service social,
Université de Montréal*

Jorgen Lorentzen
*Chercheur sur « les hommes et la masculinité »
au centre d'études « genre », Université d'Oslo*

Daniel Welzer-Lang

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Pour cette première plénière, nous allons essayer de faire le point sur les études sur les hommes et le masculin. Pour ma part, je traiterai de l'état des études sur les hommes et le masculin dans les pays francophones européens et je n'aurai pas la prétention de discuter de la question en Grèce parce que je pense – nous y reviendrons pendant ces deux jours –, qu'il y a des rythmes de recherche un peu différents de la France et de la Belgique. Mais avant tout, je voulais remercier Sophie Pioro pour le travail qu'elle a réalisé pour ce séminaire-là. On sait que la recherche c'est des chercheurs, des chercheuses, on oublie parfois que c'est aussi des mini-entreprises, avec un gros travail de coordination. C'est un peu comme le travail domestique des femmes, c'est souvent invisible. On voit les chercheurs devant, sur l'avant-scène, on oublie tout l'effort de coordination sous-jacent. Et ce, d'autant plus pour Sophie Pioro qu'elle a aussi participé au travail scientifique. Donc merci, et merci à l'ensemble des personnes des Traoubles.

Alors où en sommes-nous sur les études critiques sur les hommes et le masculin ? C'est un peu comme ça que je pose la question. Dans un livre que j'avais coordonné ici à Toulouse, sur les *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Germain Dulac, un collègue québécois avait commencé sur un article par cette question : « les récits de vie des hommes sont-ils crédibles ? ». En définitive, quand un homme parle, est-ce qu'on peut le croire ? Et je crois que ce n'est pas une question inutile. Il y a une revue qui vient de sortir, qui parle à nouveau de la crise du masculin, où une chercheuse fait état de ses travaux d'il y a 20 ans sur les pères. Elle dit en gros : « à un père affirmant, “je suis un père autant que la mère”, je lui demanderais quand a été fait le dernier vaccin, quelle est sa pointure, à quand remonte la dernière visite chez le dentiste, quel est le dernier bouquin qu'il a lu, le nom de son meilleur copain à l'école, etc. ». Dans cette recherche sur les hommes qui va être au centre de ce séminaire, nous n'avons jamais rencontré d'hommes qui disaient : « on est autant que les mères ». Nous avons rencontré des hommes qui s'occupent, pour certains, entièrement des enfants. Espérons qu'ils savent combien de dosettes de lait

il faut mettre dans le biberon, sinon tant pis pour l'enfant ! Autrement dit, oui, en 20 ans, les femmes ont changé, donc... les hommes ont changé.

Si on veut pouvoir discuter entre hommes et femmes, arrêtons un peu avec les stéréotypes qui font que les hommes seraient un groupe d'objets inanimés, incapables de penser et incapables de changer. La domination masculine, et nous l'enseignons dans cette université, ne se reproduit pas à l'identique. Alors oui, bien sûr, il y a des débats théoriques sur comment la domination se recompose, comment elle peut changer de forme, mais les luttes des femmes, les luttes des gais, ont eu des effets directs sur les hommes. **Les hommes sont aussi des êtres intelligents. Quand les structures sociales changent, quand les mouvements sociaux interpellent les hommes, quand leurs amours leur demandent de changer, ils changent.** Et nous le verrons, il y a beaucoup d'hommes aussi qui changent par amour.

Il y a aussi d'autres changements qui sont contemporains du changement des hommes. La semaine dernière, devant une classe de 50 étudiants et étudiantes, j'ai demandé : « quelles sont les personnes qui pensent vivre avec leur chéri-e toute leur vie, l'amour à la vie, à la mort ? », deux jeunes filles ont levé la main. Oui, il est clair qu'aujourd'hui, nous réinvestissons l'amour, la fidélité, mais nous savons quelque part que les couples changent vite. Et la prise d'autonomie des femmes, la prise d'autonomie des hommes, sont dans le paysage social aujourd'hui. Il faut donc travailler sur les hommes et le masculin pour connaître la manière dont ils changent.

Etudier de manière critique la domination masculine, étudier les hommes et le masculin, cela veut dire décentrer son regard, accepter, quand on est socialisée en tant que femme, de ne pas avoir toujours les informations sur comment fonctionne la domination. Nicole-Claude Mathieu, une anthropologue féministe, le dit assez bien : « les femmes savent le vécu de la domination, souvent elles n'ont pas l'idée de comment fonctionne la machinerie de la domination ». Quand on est homme, cela veut dire accepter de se dire que nous n'avons qu'un point de vue androcentré. Souvent, on nous a montré les Grands Hommes, les luttes de guerriers. Nous avons souvent invisibilisé les autres formes d'insoumission à la virilité. L'histoire, et l'histoire des hommes avec un grand H, n'est souvent l'histoire que des Grands Hommes. Qu'en est-il des gens qui ont refusé de faire la guerre en 14-18 ? Qu'en est-il des gens qui ont refusé de tuer d'autres personnes pendant la guerre d'Algérie ? On a peu d'histoire critique qui intègre des formes d'insoumission à la virilité.

Alors, quelques constats sur les études critiques sur les hommes et le masculin. Premièrement, les études féministes s'appuient en partie sur le mouvement social, en tout cas en France, en Belgique, en Suisse, sur les luttes antisexistes, les luttes antipatriarcales, les luttes contre l'homophobie. Le mouvement proféministe masculin a-t-il quant à lui réussi à quitter les chapelles de l'entre-soi, a-t-il réussi à dépasser la petite bourgeoisie urbaine ? Toujours est-il que comme le mouvement social, les études critiques sur les hommes et le masculin ne se sont jamais vraiment imposées

dans les sciences sociales. Est-ce propre à des mouvements sociaux qui lient les dominants entre eux ? Il faudra le discuter. Je pense que les recherches comparatives, le parallèle avec les études coloniales, seraient intéressants à faire. Est-ce dû à la *libido dominandi* dont nous parle Pierre Bourdieu, à ce plaisir qu'ont les hommes de se battre entre eux pour s'affirmer le meilleur, y compris dans les études critiques sur les hommes et le masculin ? Toujours est-il qu'aujourd'hui, le secteur des études sur les hommes et le masculin n'est que balbutiant dans les pays francophones. Et je laisserai Gilles Rondeau parler de la situation québécoise.

Bien évidemment, comme les études féministes, à l'université, les études sur les hommes et le masculin s'appuient sur une analyse critique de la domination masculine, du genre et des rapports sociaux de sexe. Toutefois, acceptons l'idée qu'il y ait encore beaucoup de flou conceptuel. Acceptons l'idée que parfois, les études *genre* ont simplement remplacé le terme « femmes » par « genre ». Acceptons l'idée que nous n'avons pas été très fins au niveau de la création d'outils et qu'il nous manque encore des outils. Acceptons aussi l'idée que les études critiques sur les hommes et le masculin n'ont pas réussi à toucher globalement les hommes pour l'instant. En tout cas, les études sur les hommes et le masculin ne constituent pas, aujourd'hui, un sous-champ des études sur le genre.

Qu'est-ce que c'est qu'un sous-champ dans les sciences sociales ? Un espace dans lequel il pourrait y avoir des débats sereins, des positions variées qui s'appuient sur des positionnements épistémologiques différents, qui puissent faire débattre des gens qui ont une position entièrement déterministe comme Bourdieu, par exemple, des gens qui sont sur une position plus individualiste, des gens qui sont sur une position matérialiste. Il pourrait y avoir un lieu où les gens discutent et publient. Aujourd'hui, nous n'avons aucune revue en France, en Belgique, en Suisse, ni en sociologie ni en travail social, qui traite des hommes et du masculin. Aujourd'hui, en Europe francophone, nous n'avons pas comme aux Etats-Unis le NOMADS, qui est une organisation reliant les hommes antisexistes qui font des recherches. Aujourd'hui, nous n'avons pas non plus un réseau comme en Europe du Nord, qui relie les hommes et qui travaille de manière critique sur les masculinités.

Alors, que nous amènent les travaux sur les hommes et le masculin ? D'abord, un constat : souvent, les études sur les hommes ont tendance à ne considérer les hommes que dans le rapport hommes/femmes, de manière très hétérocentrée. On ne serait homme que si on était hétérosexuel. Une mention spéciale pour la dernière revue *Mouvement* que j'ai citée tout à l'heure où l'homosexualité n'apparaît nulle part.

Je pense que les hommes gais dans cette salle auront le plaisir de savoir qu'ils ne sont pas vraiment des hommes. Il faut commencer à dire les choses comme elles sont, quand aujourd'hui on nous dit qu'être homme c'est forcément être amoureux d'une femme ou vivre avec une femme, il faut dire aux gais clairement : « vous

n'êtes pas des hommes ».

En tout cas, les études sur les hommes donnent vraiment souvent un portrait de personnes désincarnées où on ne met en avant que quelques stéréotypes ou quelques traits saillants de la virilité. Cela aboutit à quoi ? Cela aboutit à ce que les associations de pères divorcés souvent réactionnaires au sens littéral du terme, c'est-à-dire qu'ils sont pour un retour en arrière sur une famille patriarcale, puissent toucher des milliers d'hommes et que dans le camp progressiste, on ait tant de mal à parler des intérêts à changer et à accompagner les hommes dans le changement.

Quant aux travaux de recherche eux-mêmes, nous sommes souvent dans des descriptions, « des moments ethnographiques » dit Connel, notre collègue australien. Nous commençons à pouvoir décrire des situations particulières d'hommes, de rapports hommes/hommes, de rapports hommes/femmes, et je crois qu'avec Marie-Dominique Desuremain qui est dans cette salle, il faudra qu'on discute pourquoi, sur l'Amérique Latine, on a tant d'études sur les masculinités, sur les modèles de virilité et qu'on est incapable de faire ce type d'études en Europe, pour l'instant. Est-ce l'effet du peu de chercheurs engagés dans ce type d'études-là ? Pour l'instant, nous n'arrivons pas encore à comprendre les différents modèles de masculinité ou de virilité. C'est clair, nous allons parler de la recherche, nous allons parler de la différence entre la Grèce, la France et la Belgique. Quand on va en Grèce, qu'on lit les interviews faites en Grèce, nous avons affaire à un autre modèle de masculinité. Quand on regarde les travaux qui sont faits en Europe du Nord, ce n'est pas le même modèle de virilité. Qu'est-ce qui constitue ces modèles-là ? Est-ce qu'il faut parler de l'influence culturelle, de l'influence religieuse ? Est-ce qu'il faut voir des influences différenciées du mouvement féministe ? Est-ce qu'il faut regarder les transformations industrielles ? On ne sait pas ! On en est réduit encore à des grandes hypothèses parce que oui, tous les hommes ont beau être dominants à travers la planète, ils ne le sont jamais de la même manière. Et il va falloir un jour se mettre autour d'une table et commencer à dresser les cartes des virilités, y compris si on veut comprendre les changements.

Cela veut dire aussi une chose : qu'on accepte de quitter l'idée que les rapports sociaux de sexe ne sont que des rapports entre hommes et femmes. Les rapports de genre, les rapports sociaux de sexe, sont aussi des rapports entre hommes. **Moi, je suis persuadé que les rapports entre hommes sont structurés à l'image hiérarchisée des rapports hommes/femmes.** Que l'homophobie, le fait qu'on dise à un homme qu'être un vrai mec, « avoir des couilles » comme on dit en langage familier, c'est être différent d'une femme, va structurer des rapports de violence et de force entre hommes et que ce type de rapports-là appris dans ce que j'appelle la maison-de-hommes, va s'imposer après aux femmes. Je ne crois pas qu'on puisse changer les rapports hommes/femmes si on ne change pas aussi les rapports hommes/hommes. C'est important. C'est-à-dire que si on ne fait pas cela, on est en train de réessentialiser la question du genre.

Nous avons utilisé le terme de genre, de *gender*, pour bien montrer que les relations appartiennent au social et pas aux quantités naturelles des hommes, des femmes. Mais quand on lit certains travaux actuels, on est en train de recréer dans les catégories de genre, des catégories de sexe qui seraient infranchissables. Et c'est pour ça qu'il faut travailler sur les transgenres, ce n'est pas parce qu'ils représentent des milliers de personnes ! Bien-sûr, ce qu'ils vivent est injuste, mais surtout parce que la question des transgenres ou des transsexuels nous pose concrètement les questions de comment nos sociétés ont construit socialement les questions de sexe ; et comment on passe de l'un à l'autre. Nous le verrons demain dans « les hommes en renégociation », il faut réellement parler parfois de mobilité sociale de sexe ou de genre.

Oui, tous les hommes sont dominants, mais tous les hommes ne sont pas dominants de la même manière. Il vaut mieux être professeur d'université qu'être Rmiste en habitant une cité populaire. Autrement dit, les privilèges des hommes doivent aussi être déconstruits comme tels pour qu'on sache de quoi on parle.

Alors, quelques points qui me semblent importants.

Hier, nous avons eu une journée sur l'accueil des hommes violents ; je l'ai dit, je le redis, nous sommes en déficit de travaux sur la violence masculine, vraiment. Quand on sait qu'il y a un homme sur cinq dans le monde entier, un homme sur dix en France, qui est violent avec sa compagne, quand on sait que la socialisation à la virilité passe par l'acquisition des codes violents chez les hommes eux-mêmes, nous sommes en déficit de travaux sur la violence pour pouvoir la décrire, la comprendre. Et nous sommes en déficit de travaux théoriques sur la violence. Pour Bourdieu, c'est très simple, la première violence est une violence symbolique. Il dit : « à partir du moment où on regarde une personne en se disant, c'est un homme ou c'est une femme, qu'on lui attribue des qualités spécifiques, c'est la première violence : la violence symbolique ». Et pour Bourdieu, la violence physique contre les femmes n'est que la conséquence de cette violence symbolique. Ce qui fait que dans son article sur la domination masculine en 90, il n'en parlait pas, pas un mot. En 98, une fois il cite la violence physique. Pour Badinter, plus de problème, la question est quasi réglée. Entre Bourdieu et Badinter, il nous manque des théories à moyenne portée. Parce que c'est vrai qu'être considéré comme une femme est une forme de violence, mais ce n'est quand même pas la même chose que de prendre des coups tous les jours. Donc, il va falloir commencer à accepter d'entendre ce que racontent et ce que disent les personnes qui vivent ou qui subissent les violences, et accepter de comprendre que l'exercice de la domination a des voies relativement contrastées.

Deuxième question sur laquelle il y a problème : la question des sexualités.

La place des sexualités est centrale par rapport au masculin. Non seulement comme métaphore, mais aussi comme expression de la virilité. Je vous renvoie à ce que nous avons pu écrire avec Pascale Molinier dans le *Dictionnaire critique du*

féminisme (paru aux PUF) sur la définition même de la virilité qui définit les qualités psychiques, psychologiques, qu'on donne aux hommes — la force, le courage —, et qui en même temps est le fait de bander. Cette configuration de la virilité fait qu'un homme qui ne serait pas actif, par exemple, un homme qui aimerait être pénétré, ne serait pas vraiment un homme ! Et on reconnaît bien là aussi un des fondements de l'homophobie ou de l'hétérosexisme. Et bien, je pense que nous sommes en déficit de travaux sur les sexualités, ou plus exactement en déficit de travaux transversaux sur les hommes qui acceptent une bonne fois pour toutes de dire que les homosexuels sont aussi des hommes. Et nous le verrons demain matin, comparer les couples hommes/hommes et les couples hommes/femmes est extrêmement pertinent pour comprendre la transformation des hommes et du masculin. Sophie Pioro a commencé à l'évoquer tout à l'heure, nous avons volontairement, en Belgique, privilégié les études de couples entre hommes. Et bien, on trouve des traits communs dans les couples hommes/hommes et hommes/femmes, du côté des hommes. Ce qui fait qu'on va arrêter de dire que les femmes sont responsables de tout et du reste ! Il y a des traits transversaux à la constitution de l'identité masculine qui vont être communs, que les hommes habitent seuls, en couple ou en groupe. Ce qui nous permet aussi de poser les questions différemment. Peut-être que je me trompe, mais je crois que c'est une des premières recherches en France où on accepte de traiter réellement cette question transversale du masculin. Quand mes collègues mettent une note de bas de page en disant que leurs analyses sont aussi valables pour les homosexuels, je pense que c'est un vrai progrès, mais cela ne suffit pas si nous voulons comprendre la construction sociale du masculin.

La sexualité a eu des travaux de recherche liés au sida. Je vous renvoie au travail collectif qu'on a coordonné avec Gérard Ignasse sur *Sexualité et genre* (paru en 2003 chez l'Harmattan). La sexualité constitue un sous-champ de recherche réel et légitime aujourd'hui. Elle a eu du mal à se mixer avec la question du genre. Et ce n'est pas non plus un hasard s'il a été difficile dans les études féministes d'aborder la question des lesbiennes. Il y a des rapports compliqués et conflictuels entre études sur les sexualités et études sur le genre.

Un autre point est qu'il nous manque des études pour penser *après* la domination. Certains et certaines doivent connaître Christine Delphy qui dit que pour penser le genre, pour penser la domination, il faut penser le non-genre, la disparition de la domination. Nous aurons ainsi l'idée de ce qu'il nous reste comme écart. Et il nous manque souvent de l'imagination pour penser l'après-dominance. Je ne plaide pas pour que les sociologues deviennent futurologues, je pense que ce sont deux métiers différents. D'ailleurs, vous verrez que sur les hommes *en renégociation*, nous nous sommes trompés il y a douze ans avec Jean-Paul Filiod quand on imaginait les changements ultérieurs. Nous sommes de très mauvais futurologues, il faut le dire tout de suite. Mais en même temps, ce qui est intéressant, c'est de comprendre que nos pensées sont aussi foncièrement structurées par un cadre lié à

la domination masculine. Donc, il est important de créer de manière théorique une catégorie utopique qui serait la fin de la domination ou le non-genre pour permettre d'épaissir nos travaux.

Quelques mots sur la recherche que nous allons vous présenter.

D'abord, elle s'inscrit globalement dans un constat commun à plusieurs collègues, ici, à Toulouse, et je pense à Nicky Le Feuvre qui vient de passer brillamment son habilitation à diriger des recherches : c'est le manque d'outils. Quand on a toutes les semaines 100 à 150 personnes qui font des licences sur le genre, quand on a 20 ou 40 étudiant-e-s en maîtrise, quand on a une dizaine de thèses en même temps sur le genre, et bien les outils conceptuels forgés par la recherche féministe, forgés par les études critiques sur les hommes et le masculin, manquent cruellement. Parce que oui, la domination existe encore, mais comment analyser sa reproduction ou sa transformation, comment quitter les litanies traditionnelles qui sont souvent plus idéologiques que sociologiques ? Il faut qu'on travaille à créer des outils.

Une autre chose, nous avons organisé un séminaire et non pas un colloque. Nous allons vous présenter la recherche réalisée auprès des hommes en France, Belgique et Grèce sur deux demi-journées, puis nous vous proposons, samedi après-midi, de débattre ensemble d'un certain nombre de points saillants de la recherche et de questions qu'elle pose.

Les questions que nous nous posons et que nous aimerions aussi vous poser sont : qu'est-ce qu'il faut faire comme étude maintenant, sur les hommes et le masculin ? Où sont les trous théoriques ? Où sont les trous de la connaissance ? Qu'est-ce qui nous manque comme outils ?

Et en même temps aussi, vous allez l'entendre quand nous aborderons la question de la *fuite*, d'autres problèmes apparaissent. L'équipe de recherche est une équipe mixte, mixte en hommes et en femmes, alors souvent il y a des accords, il y a beaucoup d'accords entre nous. Mais sur certains points, il y a une ligne de fracture au niveau de l'analyse qui regroupe les hommes d'un côté et les femmes de l'autre. C'est-à-dire qu'il y a des moments dans l'analyse que nous avons faite où le genre dessine des lignes de clivage dans l'équipe de recherche elle-même ; par exemple à propos de ce que nous avons nommé « la fuite », comment les hommes gèrent les conflits, ou plus exactement comment les hommes en renégociation gèrent les conflits. Naturellement, comme ce sont des hommes nouveaux, ils ne cogent plus. La violence est devenue une borne que les hommes (progressistes) savent qu'il ne faut pas franchir.

Mais on se rend compte dans les entretiens que les hommes, qu'ils vivent en couple homme/homme ou en couple homme/femme, valorisent la fuite, l'évitement. C'est quelque chose qui est courant dans la discussion des rapports hommes/femmes. D'ailleurs beaucoup de femmes reprochent aux hommes de fuir et de

ne pas affronter, de dire « on en discutera ! ». Est-ce que c'est l'état actuel de nos non-possibilités de discussion ? Est-ce que c'est l'état actuel des rapports sociaux de sexe globaux entre hommes et femmes progressistes ? Est-ce qu'on est capable de tout résoudre ? C'est clair que les chercheurs et les chercheuses qui sont impliqués-e-s dans ce type de travaux se sentent aussi concernés-e-s par ces questions-là. Comment gérer ce qu'on a appelé *les doubles standards asymétriques* ? Comment s'arranger du fait que, quand on est homme, qu'on est femme, les pressions des stéréotypes sont telles qu'on n'a pas les mêmes notions du propre et du rangé ? On l'avait montré avec Jean-Paul Filiod, les femmes sont préventives, elles nettoient avant que ça ne soit trop sale, parce qu'on valorise le fait qu'elles tiennent bien leur logis, l'habitat, etc., là où les hommes, pour ceux qui nettoient, sont curatifs. Ils nettoient quand ils voient que c'est sale. Et on pourrait le reprendre, ce double standard asymétrique, par rapport à la sexualité, par rapport à la violence, par rapport à la communication. Comment gérer ces difficultés-là ? Comment analyser finement les transformations, parce que oui, il y a transformation et il y a baisse de l'écart dans les doubles standards asymétriques, c'est la recherche qui nous l'apprend.

D'autres questions et je terminerai là-dessus : qu'en est-il aujourd'hui de la re-composition de la domination sur le dos des migrants et des migrantes ? Oui, dans certains couples des classes moyennes ou supérieures que nous avons interrogés, l'égalité avance à grand trait, notamment par l'externalisation du travail domestique, en embauchant des femmes ou des hommes de ménage, en achetant des vêtements faits dans le tiers-monde, etc. Je pense qu'il va falloir commencer à se poser la question aussi des croisements entre rapports Nord/Sud, interethniques et rapports de genre. Parce que la domination masculine se transforme d'une manière qui n'est pas uniforme en fonction des classes sociales. La comparaison avec la Grèce a été importante pour nous. Parce que nous sommes des utopistes, nous pensions que le monde était façonné par nos idées, que nos idées suffisaient à transformer le monde. Un des grands bilans de la comparaison entre la France, la Grèce et la Belgique, est que ce sont les modèles industriels, l'autonomie des femmes dans le travail salarié, le pourcentage de ruraux et d'urbains, qui conditionnent les rapports de genre dans la maison. Autrement dit, oui, c'est bien d'être volontariste sur l'égalité, mais cela ne suffit pas.

Je pense que globalement, la question qu'il faut que nous nous posions aujourd'hui est de savoir : qu'en est-il des renégociations du *contrat de genre* ? Comment, aujourd'hui, de manière diversifiée en fonction des pays, des aires culturelles, des classes sociales, des origines, se renégocie le contrat de genre ? Et ce *contrat de genre* concerne tous les individus quel que soit leur sexe social. Donc les hommes aussi !

Je vous remercie.

Gilles Rondeau

Professeur titulaire, Ecole de service social, Université de Montréal

Les besoins des hommes ?

Introuduktion

Cette présentation aborde le thème du changement chez les hommes dans une perspective différente de la plupart des autres communications de ce colloque en ce que l'essentiel du propos que je vais vous livrer porte sur la nécessité de s'ouvrir davantage aux réalités des hommes afin de mieux répondre à leurs besoins et conséquemment pouvoir les changer. Ce dont il sera question c'est que plusieurs hommes ont besoin d'aide et qu'il importe de les rejoindre et de leur offrir une réponse adéquate. Je vais faire état ici des résultats du travail collectif effectué par un comité composé de onze personnes¹. Il s'agit du comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

Le comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec : son mandat et la production de son rapport

Ce comité a été mis sur pied consécutivement à une série de drames familiaux et à la demande d'organismes préoccupés des violences exercées et du manque apparent de ressources pour agir de façon préventive. Créé en juin 2002, à l'initiative du ministre de la Santé et des Services sociaux, le comité a remis son rapport à celui-ci le 7 janvier dernier. Le comité est formé de personnes travaillant dans des organismes impliqués dans le travail auprès des hommes depuis plusieurs années, auxquels se sont joints un représentant du ministère de la Santé et des Services sociaux et une représentante du ministère de l'Emploi, de la Solidarité et de la Famille. J'ai eu

¹ Comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes, Gilles Rondeau, président, *Rapport « Les hommes : s'ouvrir à leurs réalités et répondre à leurs besoins »*, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Le 7 janvier 2004, 42 pages plus annexes. <http://ftp.msss.gouv.qc.ca/publications/acrobat/f/documentation/2004/04-911-01rap.pdf>

l'honneur d'être choisi pour présider les travaux de ce comité. Ce comité est une nouveauté gouvernementale. Le rapport a été remis au ministre il y a un peu plus d'un mois. Celui-ci en fait présentement l'étude afin de décider ce qui adviendra des suites à donner. Pour l'instant, vous avez droit à une première car les Québécois ne seront mis au courant du contenu du rapport que dans quelques semaines seulement.

Nous avons voulu étudier la question des besoins des hommes et des services sociaux qui doivent être mis sur pied pour y répondre en dehors de toute forme de militance. Nous avons tenté de nous en tenir le plus possible aux faits tels qu'ils se présentent avec le plus d'objectivité possible. Nous avons fait notre travail dans une perspective d'étude sur le genre, soit de voir les hommes et les femmes comme des personnes en quête d'égalité. Notre vision est proféministe tout en traduisant une préoccupation vis-à-vis des hommes en situation de détresse ou souffrance. Par ailleurs, il est clair que certains préjugés à l'égard des hommes sont tenaces. Il s'ensuit que les difficultés vécues par les hommes sont souvent mésestimées ou ignorées. Et si la majorité des hommes québécois se portent bien, il y en a plusieurs qui vivent des difficultés multiples et souvent très graves et pour lesquelles il faut trouver des solutions. Le mandat de notre comité était de tracer le portrait des besoins des hommes, de faire état des ressources et lacunes en matière de services offerts, d'établir des priorités d'action et de proposer une série de recommandations afin de corriger et améliorer la situation.

Nous comité a employé divers moyens pour s'acquitter de son mandat. Parmi les principaux, signalons une étude sur le portrait de santé des hommes à partir des chiffres de l'enquête provinciale « Santé Québec » de même qu'un sondage réalisé auprès de ceux qui travaillaient quotidiennement avec les hommes dans le réseau de la santé, et des services sociaux. Aujourd'hui, dans le temps qui m'est alloué, je vais vous livrer ce qui constitue l'essentiel de la première partie de ce rapport, à savoir : Quel est l'état de situation des hommes ? Quels problèmes les affectent ?

Les changements sociaux

Il convient de reconnaître au départ que l'évolution récente de notre société a eu des effets déterminants sur les structures sociales et que ces changements, couplés aux modes de socialisation des hommes, ont créé une situation qui a déstabilisé beaucoup d'hommes et placé ceux-ci dans un état de plus grande fragilité. Je pense que *mutatis mutandis*, votre société a connu les mêmes grands changements sociaux. Toutefois, dans le cas du Québec, les transformations ont pris un caractère d'accélération incroyable. En effet, en 40 ans, nous sommes passés d'une société relativement traditionnelle et monolithique à une société postmoderne, fragmentée, où les modèles familiaux se diversifient, se transforment et se traduisent dans des trajectoires de vie multiples et variées. On peut dire que vers la fin des années 60, le Québec a basculé complètement. En quelques années, nous avons mis fin à l'hégémonie de l'Église catholique, avons vécu les revendications des groupes de

femmes, la reconnaissance du divorce, l'arrivée de la pilule contraceptive et l'entrée massive des femmes mariées sur le marché du travail. Tous ces bouleversements ont complètement changé notre société. Ainsi, en 77, par exemple, le concept d'autorité paternelle a été remplacé par celui d'autorité parentale, où l'homme et la femme sont placés sur un pied d'égalité. Depuis le début des années 80, on peut dire que les femmes ont acquis le contrôle total de leur fécondité et que la famille patriarcale traditionnelle est en lambeaux.

Les groupes pour hommes

Si on regarde du côté des hommes, les premiers groupes qui leur sont propres sont nés vers la fin des années 70. Les secteurs « violence conjugale » et « périnatalité » ont été ceux qui ont été les plus investis et encore aujourd'hui effectivement, il s'agit de types de services pour hommes relativement bien développés. Ceci a amené, entre autres, la création de l'Association des ressources intervenant auprès des hommes violents, née vers la fin des années 80. Suite à cela, on a assisté à l'émergence de groupes de conscientisation pour hommes.

La socialisation masculine

Ceci étant, on peut dire que jusqu'à il y a très peu de temps on ne considérait pas la question de la souffrance que les hommes pouvaient eux-mêmes ressentir. Il y avait en fait un tabou qui empêchait de reconnaître que la souffrance des hommes était quelque chose de réel, que ceux-ci pouvaient avoir besoin d'aide, et que le mode de socialisation masculine rendait une telle demande d'aide plus difficile. Telle que mentionnée, l'évolution de la société au Québec a placé plusieurs hommes dans une position plus fragile. On a ainsi commencé à réaliser que les hommes, dans plusieurs domaines, avaient des malaises, vivaient des difficultés, présentaient des vulnérabilités plus grandes au plan de la santé et du comportement.

Lorsqu'on considère les données d'ensemble, force est de constater que comparés aux femmes, les hommes sont souvent en situation de plus grandes vulnérabilités aux plans de la santé physique, de la santé mentale et du comportement. Ceci s'ajoute au fait que la socialisation des hommes selon le modèle traditionnel constitue une des causes du problème. En effet, développer son identité en fonction des caractéristiques traditionnelles attribuées au genre amène l'homme à fonctionner selon les prémisses et les injonctions d'un code de masculinité.

Une telle identité masculine force en général les hommes, comme le conférencier précédent vient de le dire, à présenter une image d'indépendance, et d'invulnérabilité. Le processus de socialisation doit être vu comme un moyen qui favorise l'aliénation et l'intériorisation de l'aliénation chez l'homme afin de maintenir une image d'invulnérabilité et d'indépendance. De telles images placent les hommes au cœur de contradictions intérieures profondes lorsqu'ils en viennent à éprouver des

difficultés puisque les exigences de l'aide sont antinomiques à celles de la masculinité. Effectivement, demander de l'aide c'est souvent renoncer au contrôle plutôt que le conserver, oser montrer certaines de ses faiblesses plutôt que faire état de sa force, accepter de vivre l'expérience de la honte plutôt que s'afficher fièrement, oser exprimer ses émotions plutôt que demeurer stoïque à tout prix et conséquemment faire face à sa douleur et à sa souffrance plutôt que les nier.

Les hommes et la demande d'aide

Ceci m'amène maintenant à vous parler brièvement des attitudes des hommes face aux services. Les hommes utilisent moins les services que les femmes. Les femmes prennent davantage des congés de maladie et se perçoivent comme malades à un seuil plus bas. À l'inverse, les hommes consultent plus souvent pour des problèmes graves et sont confrontés, à ce moment-là, à des diagnostics plus lourds. Ils attendent plus longtemps avant de demander de l'aide. Les femmes consultent aussi plus facilement par rapport à leurs problèmes émotionnels, ce qui n'est pas le cas chez les hommes. De surcroît, quand ils demandent de l'aide, les hommes n'envoient pas toujours des messages clairs par rapport à eux-mêmes. Tout ça exige de la part des intervenants de parvenir à aider les hommes à se faire aider.

L'intervention classique qui s'appuie sur le désir et la capacité des personnes à verbaliser leur souffrance tend à éloigner les hommes traditionnels car ceux-ci ne sont pas enclins à se plaindre ou à demander ouvertement de l'aide. Dans cette perspective, lorsqu'ils vont le faire finalement, ce n'est pas tant la manière qu'ils vont avoir de demander de l'aide qui posera problème, mais l'interprétation que les dispensateurs de services vont en faire. De nos jours, la grande majorité de la main-d'œuvre de première ligne dans la santé des services sociaux est composée de personnes de sexe féminin. On peut aussi dire qu'elles sont omniprésentes aussi dans l'éducation. Dans ces milieux que sont la santé, les services sociaux, l'éducation, il est important que les hommes et les garçons soient reçus comme ils sont. Or bien souvent, les dispensateurs de services qui ont l'habitude d'intervenir beaucoup plus fréquemment auprès des femmes se retrouvent moins à l'aise dans un travail auprès d'une clientèle masculine, notamment lorsque celle-ci se présente dans une situation de crise. Les dispensateurs de services vont ainsi avoir plus de difficultés à lire et à décoder les modes masculins d'expression des sentiments et des émotions. À ce moment-là, les hommes vont être plus en risque de les braquer et d'augmenter leurs résistances.

Et lorsqu'ils demandent de l'aide, les hommes plus traditionnels vont le faire bien souvent d'une manière non-conventionnelle, parfois même agressivement parce qu'ils sont mal dans leur peau. Ils courent alors le risque d'être reçus d'une manière répressive ou de se voir refuser l'accès aux services.

La santé physique des hommes

Je vais maintenant esquisser le portrait qu'on a compilé des besoins des hommes

comme tels. Contrairement à ce qu'ils croient, la santé des hommes est en moins bon état que celle des femmes. Voyons d'abord la santé physique. Les hommes décèdent plus hâtivement que les femmes et leur vulnérabilité par rapport aux principales causes de décès est beaucoup plus élevée que celle des femmes. Malgré ces faits, les hommes conservent l'impression inverse. Les maladies de cœur constituent la première cause de mortalité chez les hommes. L'embonpoint, l'hypertension, un taux de cholestérol élevé, le tabagisme, le manque d'exercice, le diabète, affectent davantage d'hommes que de femmes et constituent autant de facteurs de risque de maladies cardiaques et d'accidents vasculaires et cérébraux.

La seconde cause de mortalité est le cancer, et chez les hommes, les cancers du poumon et les cancers de la prostate sont élevés. Il y a aussi le diabète qui fait beaucoup plus de ravages chez les hommes que chez les femmes.

Par ailleurs, c'est bien connu, les hommes se soignent beaucoup moins que les femmes et posent moins fréquemment et moins volontairement que celles-ci les gestes nécessaires au maintien ou à la restauration de leur santé. En fait, trop souvent, lorsqu'ils se décident à consulter, il est très tard, et parfois même trop tard.

La santé mentale des hommes

Au niveau de la santé mentale, le bilan de santé des hommes n'est pas reluisant lui non plus. Ainsi, le trouble de l'attention qui est fréquemment diagnostiqué chez les enfants d'âge scolaire touche de trois à sept fois plus de garçons que de filles. Le taux de consommation des stimulants du système nerveux central est plus élevé chez les garçons que les filles et il augmente avec l'âge scolaire et son usage risque de se prolonger dans la vie adulte. L'augmentation du suicide au Québec est essentiellement due à l'augmentation du nombre de décès par suicide chez les hommes. Nous parlons ici du taux de suicide, pas des tentatives de suicide comme telles. Le taux de suicide chez les hommes au Québec est quatre fois plus élevé que celui des femmes. Les troubles mentaux sévères, de même que l'alcoolisme, la toxicomanie, sont fréquemment associés au suicide. Les hommes sont plus à risque d'un suicide complété que les femmes en raison des moyens létaux qu'ils privilégient lorsqu'ils passent à l'acte. Au cours des 20 dernières années, le taux de suicide chez les hommes québécois a connu une augmentation considérable. De nombreux hommes souffrent aussi de troubles de la personnalité. Les affections de ce type les plus fréquemment diagnostiquées chez ceux-ci sont les personnalités obsessives-compulsives, narcissiques et antisociales. De tels désordres peuvent être reliés au mode de socialisation qui pousse les hommes vers la compétition, l'autosuffisance et l'isolement.

Les problèmes de comportement et les styles de vie des hommes

Le portrait d'ensemble de la scolarisation au Québec se modifie à la défaveur des hommes. Ce qu'on observe, c'est que les femmes ont augmenté énormément

leur scolarisation et que les décrocheurs sont en majorité des garçons. Beaucoup plus que les filles, ils se retrouvent dans une position plus vulnérable pour le futur.

Les styles de vie et l'habitude des hommes les mettent beaucoup plus à risque. De manière générale, les hommes se nourrissent moins bien que les femmes et un moins grand nombre d'entre eux peuvent être considérés comme ayant des habitudes alimentaires saines. Ils mangent moins de produits riches en fibre, de fruits et légumes et plus de gras. Ils ont moins tendance à prendre le petit-déjeuner, etc.

La témérité des hommes les rend par ailleurs plus à risque d'accidents sportifs. Ils sont aussi plus enclins que les femmes à abandonner l'activité physique et à négliger leur condition une fois passée la trentaine. Au plan du tabagisme, les hommes fument majoritairement plus que les femmes et leurs habitudes de tabac sont plus néfastes aussi. Les comportements sexuels à risque sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes. Ils sont deux fois plus sujets à s'engager dans des pratiques à risque. On rencontre plus d'hommes que de femmes avec des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie et ils sont plus nombreux à rapporter avoir consommé de l'alcool en quantité. A l'opposé, un moins grand nombre vont se déclarer abstinents. Plus d'hommes que de femmes par ailleurs consomment des drogues. De même, plus de jeunes hommes vont faire usage de stéroïdes pour athlètes et culturistes. Je ne sais pas si vous avez ce nouveau problème social chez vous, mais au Québec, nous avons maintenant des joueurs pathologiques. C'est un phénomène qui s'est développé parce que l'Etat a encouragé le jeu par les casinos et les machines à sous desquels il tire d'immenses profits. Alors, on observe que les hommes ont tendance à s'adonner plus souvent à des jeux de hasard que les femmes et à présenter des problèmes liés au jeu. En ce qui a trait aux accidents et à la criminalité en général, là aussi, les hommes par leur style de vie s'exposent davantage aux situations dangereuses. Concernant les homicides, la moyenne annuelle de décès est de 104 hommes pour 47 femmes par accident. Les hommes meurent ainsi davantage d'accidents de la route car ils conduisent plus sportivement, portent moins souvent la ceinture *et cetera*. Dans la pratique des sports et loisirs, plus d'hommes se retrouvent avec des blessures, des accidents. Il en est de même pour les accidents au travail.

Par ailleurs, de façon générale, les hommes se retrouvent plus souvent dans des situations de violence physique, soit comme agresseurs ou victimes d'autres hommes. Un mot ici sur les crimes de violences conjugales et familiales. Bien évidemment vous savez qu'il y a beaucoup plus d'hommes qui commettent ces crimes-là que de femmes. En l'an 2000, au Québec, on a recensé que 15 000 personnes, soit 13 000 femmes et 2300 hommes, avaient déclaré à la police avoir été victimes de violence conjugale. Avant de clore, un mot sur les hommes qui sont dans des situations de séparation et de divorce. Il s'agit là d'une catégorie de personnes dont les besoins sont manifestement les plus sérieux.

Les services offerts aux hommes

Ceci nous amène à dire qu'essentiellement nous avons décrit une situation qui

réclame une réponse en termes de services. Ce qu'on réalise, c'est que les services offerts aux hommes ne sont pas organisés de manière à répondre adéquatement aux besoins mentionnés, ni en terme de quantité, puisqu'ils sont insuffisants, ni en terme de qualité eu égard à la manière dont ils sont donnés. Quand on a fait le tour des organismes et des établissements du réseau qui ont mandat d'offrir des services universels, on observe qu'on éprouve des difficultés à rejoindre les hommes et que dans la façon dont on aborde le service aux hommes, on ne parvient pas facilement à établir un contact étroit avec eux. Il est apparu clairement qu'il doit y avoir des changements d'attitudes chez les intervenants. La première attitude à développer, c'est celle d'accepter que les hommes puissent avoir besoin d'aide. La seconde c'est d'accepter que la demande d'aide que les hommes vont faire va différer de celle à laquelle on a été habitué de la part des femmes. La troisième est d'avoir une attitude de main tendue et d'aller vers les hommes. Malheureusement, trop souvent, des intervenants vont avoir tendance à considérer les hommes comme « causant » des problèmes et vont négliger leur besoin d'aide. Mais la difficulté ne se situe pas entièrement du côté des intervenants. En effet, les hommes eux-mêmes ont des réticences par rapport à l'aide. Plusieurs sont aux prises avec les injonctions à la base du code de la masculinité, lesquelles font obstacle à la demande d'aide comme telle. Ils vont alors essayer de maintenir une attitude stoïque de bravade, de virilité et d'éviter de demander quelque aide que ce soit.

Conclusion

En bref, ce qui est nécessaire, c'est de s'ouvrir davantage aux réalités des hommes et d'offrir des services qui leur soient adaptés. Il faut modifier les façons de faire. Ainsi, l'aide qui doit être offerte aux hommes doit d'abord vouloir leur être offerte, doit chercher à les rejoindre. Elle doit partir de leur réalité, de leurs besoins et leur être offerte de manière à prendre en compte la façon dont ils pensent et se définissent. Il n'y a aucun avenir pour l'aide dans un système qui agresse le client, ne juge pas ses besoins comme étant légitimes et le blâme pour ses échecs. Non, le client n'a pas tort. C'est nous qui, ne sachant pas le rejoindre, le déclarons peu motivé.

Notre constat est que les réponses actuelles sont nettement insuffisantes et que les organismes ne sont pas orientés à venir en aide aux hommes. Ce qu'il faut faire, c'est évidemment prendre un tel virage. Toutefois il ne faut pas, en le prenant, enlever ce qui appartient aux femmes. Il est en effet impérieux de maintenir les services aux femmes. Ceci étant respecté, il nous faut voir comment donner une meilleure réponse aux besoins des hommes.

Jorgen Lorentzen

*Chercheur sur « les hommes et la masculinité »
au centre d'études « genre », Université d'Oslo*

Merci de m'avoir invité. Je remercie Daniel Welzer-Lang. C'est un plaisir d'être ici et j'espère vraiment qu'il sera plus facile dans l'avenir pour les études sur le genre et sur les hommes dans les pays de l'Europe du Sud de travailler avec les études qui sont faites dans les pays du Nord. Je veux d'abord exprimer combien la mort de cette femme de 17 ans victime de violence la semaine dernière me désole¹. Nous savons dans nos études européennes qu'il s'agit là de la cause principale de mort prématurée des femmes, et il est important de garder cela en tête lorsqu'on travaille sur les hommes et la masculinité, parce que ce faisant on essaie aussi d'améliorer la vie des femmes. C'est la motivation la plus importante pour moi, et pour mes amis hommes qui travaillent sur l'étude des hommes et de la masculinité. La plupart d'entre eux viennent en général des études sur le genre, ou d'autres études, sur la démocratie par exemple, et ils se rendent compte qu'ils ne parviennent pas à aller plus loin sans étudier la question des hommes et de la masculinité. En outre, pour changer les systèmes de genre qui ont existé depuis peut-être mille ans, il est important de comprendre ce qu'il se passe dans la vie des hommes, dans le corps des hommes, dans la sexualité des hommes et comment les hommes vivent ensemble et interagissent.

En 1989, nous avons créé un centre d'études sur les hommes en Norvège et dans les années suivantes, des réseaux ont vu le jour au Danemark, en Finlande, en Islande et en Suède. Aujourd'hui, ces cinq pays travaillent de manière très proche. Il existe une sorte de communauté de chercheurs qui travaillent ensemble sur le genre et sur l'étude des hommes. Au début, en 1989, en commençant ce travail, nous avons rencontré beaucoup de résistance issue de deux domaines différents. La première résistance venait des chercheurs traditionnels sur le genre qui disaient :

¹ Une étudiante de l'Université de Toulouse II-Le Mirail est décédée suite aux coups portés par son conjoint.

« Mais pourquoi voulez-vous étudier les hommes ? Laissez-nous tranquille ! Il n'y a aucun besoin d'étudier les hommes ! Il ne faut pas *problématiser* la masculinité. C'est la nature, c'est simplement ce que c'est. » On dit souvent que pour beaucoup d'hommes, discuter et *problématiser* la masculinité revient à la menacer, à la réduire. La deuxième résistance, plus difficile pour nous qui nous considérons comme des féministes lorsqu'on a commencé ces travaux il y a une quinzaine d'années, était celle qui venait des féministes. Il faut rappeler qu'une grande partie du travail effectué dans les années 80 était basée sur une énorme méfiance à l'égard des hommes, à la différence du travail réalisé dans les années 70 qui émanait beaucoup plus souvent des analyses marxistes et qui visait à libérer les hommes et les femmes de l'oppression.

Jusqu'en 1995, le centre pour les études sur les femmes à Oslo a discuté la question de l'entrée des hommes dans les études sur le genre. Ceci montre aussi pourtant la vitesse avec laquelle les choses peuvent changer, parce que juste deux ans plus tard, ces mêmes femmes trouvaient qu'il s'agissait là d'une question ridicule. Nous avons ensuite changé le nom du centre de recherche sur les femmes, qui est devenu un centre pour les recherches sur le genre. Aujourd'hui nous travaillons ensemble et il est intéressant de constater que le centre élargit son travail de deux manières. Nous avons en effet deux grands projets qui englobent d'autres : le premier sur les hommes et les masculinités, le deuxième sur les études *queers*. A présent donc, les études sur les hommes, les études sur les sexualités et celles plus traditionnelles sur les femmes travaillent ensemble au sein d'une même unité. Je pense qu'une des raisons à cela est la situation assez spécifique des pays scandinaves, des pays nordiques, qui montrent un haut niveau d'égalité entre les genres.

L'année dernière un livre a été publié en Norvège, par deux femmes qui y étudiaient ensemble l'état d'être père et qui ont constaté qu'au cours de ces dernières années, l'idée du père patriarche a été remplacée par l'idée du père qui s'occupe de ses enfants, qui les prend en charge. Cela a été possible, à mon avis, grâce au lien étroit entre les études et recherches sur le genre, les ministères concernés et les associations. Comme vous le savez, les études sur les hommes sont sorties des études sur les femmes et de la manière dont les femmes ont *problématisé* les situations de genre, les problèmes de genre, dans les études psychologiques, sociologiques, anthropologiques, etc.

De la même façon que les femmes ont *genré* les femmes, nous pouvons à présent nous aussi commencer à parler des hommes de la même façon, du point de vue du genre. Il y a ici des implications énormes parce que la manière traditionnelle de penser consistait à dire que les femmes étaient *genrées*, que les femmes étaient le genre et que les hommes étaient neutres. Si l'on veut *genrer* les hommes, cela transforme toute la manière de regarder l'histoire du monde, car comme on le sait, en général, l'histoire est l'histoire des hommes. Si donc nous commençons à *genrer*

les hommes, cela transforme notre manière de regarder l'histoire, qui devient dès lors une histoire *genrée*.

Si j'ose développer une sorte de perspective nordique concernant les études sur les hommes et la masculinité, je soulignerais quatre conditions : l'insistance sur l'égalité des genres, sur l'Etat providence, les démocraties (le droit de participer dans les institutions différentes et dans les politiques, mais aussi la démocratie dans la vie quotidienne, le lieu de travail et les relations privées), et enfin l'insistance sur le changement. En Norvège par exemple, aujourd'hui, lorsqu'on discute des congés parentaux, on parle des congés parentaux démocratiques qui donnent autant de droits au père qu'à la mère. Ceci veut dire qu'il y a parfois un conflit d'intérêt entre les hommes et les femmes. Les congés parentaux représentent en Norvège douze mois payés entièrement dont jusqu'ici un seul était réservé au père. On dit à présent qu'il faut les diviser en deux : six mois pour la mère, six mois pour le père ; ce qui est une façon de dire aux gens en Norvège, dans toute la société, que deux personnes font les enfants, pas seulement les mères. C'est aussi une manière de créer des pères responsables et des pères qui prennent en charge. Cette discussion se prolonge aujourd'hui en Norvège, et je dirais qu'on s'est dernièrement beaucoup focalisé sur le changement, sur l'idée de changement et sur les changements historiques, pour montrer combien ils font partie de l'histoire des hommes, mais aussi combien il est important de travailler aujourd'hui vers un changement de société. Je pense que ce dernier point est très important parce qu'il a créé un débat critique autour d'un des plus importants livres publiés sur la masculinité, *Les Masculinités* de Connel, édité en 1995. L'auteur travaille sur les différents types de masculinités, les masculinités hégémoniques, par exemple, mais considère un système dans lequel il est très difficile de trouver des possibilités pour le changement.

A partir de ces débats, nous essayons donc de trouver une façon de regarder comment la masculinité peut être changée de manière procédurale, dans un processus qui regardera comment les hommes changent et comment ils sont en train de changer tout le temps. Comment comprendre la lutte entre les hommes dans l'histoire, quand ils essaient de créer des positions hégémoniques entre hommes ? Nous essayons à présent de faire un peu bouger les études pour dépasser le regard qui était uniquement centré sur le rapport hommes/femmes, et pour le déplacer aussi sur le rapport hommes/hommes. Pour comprendre la socialisation des masculinités, il faut en effet comprendre les rapports hommes/hommes et les rapports hommes/femmes. Aujourd'hui, cela veut dire que nous essayons de développer une théorie sur ce qu'on appelle *manliness*, l'état d'être homme, le fait d'être homme, c'est-à-dire l'idée des comportements qui sont corrects pour les hommes et l'idée de *unmanliness*, qui serait socialement l'idée de comportements qui sont pas corrects pour les hommes.

On peut aussi voir ces études comme une étude de la relation entre la création de la masculinité et le danger toujours présent en arrière-fond, qui veut que si on lâche la masculinité, on serait *démâsculinisé*. Cette lutte continue à l'intérieur des hommes durant toute leur vie, sans un moment où ils puissent se dire simplement, « ok, je suis un homme, j'ai 40 ans, je suis un homme qui a réussi, je peux me reposer ». On doit continuer à lutter toute sa vie pour réussir à incarner la masculinité, avec cette idée qu'on peut retomber dans une position *unmanliness*, non-masculine et se trouver marginalisé au niveau de la société. *Unmanliness*, cela peut être l'alcoolisme, un problème de drogue, la famille limitée, le fait d'être homosexuel, le fait d'être petit, le fait d'être trop grand, trop gros... la notion est sans cesse en mouvement. L'idée de ce qui est *manly* et de ce qui est *unmanly* change avec l'histoire et avec les sociétés. De ce fait, on essaie de construire une théorie dynamique, pour faire en sorte qu'elle trouve sa place dans les études sur le genre et dans les sociétés nordiques.

Je tiens d'ailleurs à vous montrer quelques domaines différents des études dans les pays nordiques. Premièrement, je travaille pour ma part dans le domaine des ressemblances culturelles et historiques entre les hommes et notre projet s'appelle « Les Hommes et les modernités », « l'homme nordique » entre guillemets, de 1790 à 1940 ; huit chercheurs y travaillent. Deuxièmement, beaucoup de travail se fait sur les hommes et les masculinités dans la vie de famille et la vie au travail, ce qui englobe aussi l'économie, mais plus essentiellement le rapport entre la vie au travail et la vie dans la famille. Il s'agit là d'un projet très intéressant qui s'appelle « l'Etat providence, la masculinité et l'innovation sociale » et qui regroupe neuf chercheurs. Depuis que nous avons initié ce réseau en 1989, il y a eu autant de femmes que d'hommes dans la recherche comme dans les deux projets : dans le premier, un petit peu moins de la moitié des chercheurs sont des femmes et dans le deuxième, un peu plus. Des gais bien sûr, et même des lesbiennes font partie des projets. Le premier est une étude qui se situe dans les sciences sociales et rassemble des gens venant des études littéraires, philosophiques, historiques et d'histoire des idées. Le deuxième projet est fait par des sociologues et des psychologues. Il est intéressant parce qu'il prend comme point de départ les nombreux changements qui se sont effectués chez les femmes pendant la période étudiée. Les chercheurs veulent voir, étudier, comment ces pères ont changé leur façon d'être père dans la famille, quel en est l'effet à l'extérieur de la famille, dans la société, dans le monde du travail, dans le monde politique. Il s'agit donc vraiment d'une étude sur ce qu'est le changement, comment il fonctionne. D'autres projets plus petits sont menés par un seul chercheur, par exemple sur l'état d'être père, la relation du père à l'enfant en ce qui concerne les garçons, et les hommes et la violence. Les travaux de Daniel Welzer-Lang sont intéressants pour nous parce qu'il n'y a presque pas d'études sur les sexualités et la virilité dans les pays nordiques. Le terme de virilité est un terme presque inutilisable en Norvège. Il serait très intéressant d'en discuter.

Nous venons enfin tout juste de commencer à essayer de focaliser plus, dans ces études sur la masculinité, sur le corps et les émotions. Je pense qu'il est important de les étudier en effet parce que depuis le XVII^e siècle au moins, les hommes sont dans un processus de rationalité. Peut-être pourrait-on dire que la rationalité, c'est la prison, l'enfermement le plus important pour les hommes dans la société. L'étude sur la compréhension que les hommes ont de leur corps et de leurs émotions est une façon de casser, de commencer à détruire cet auto-emprisonnement. A propos de ce projet, intitulé « les habitudes corporelles des hommes et leur compréhension de la santé », je pense que le sujet des hommes et de la santé est un problème de plus en plus important au sein de la Communauté Européenne, qu'il faut commencer à étudier. Et je pense que les études et les travaux sur les hommes et la santé seront être faits dans la perspective d'études sur les hommes et la masculinité.

Table ronde

Politiques, décideurs économiques et administratifs

Animation

Gratia Pungu

Responsable "Égalité des chances", Bruxelles-Capitale

Intervenantes

Martine Corbière

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Matina Papayannopoulou

*Responsable du département recherche et publication, KETHI
(centre de recherches sur les questions d'égalité des genres)*

et

Anastasia Meidani

Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Témoignages

Bruno de Lille

*Echevin des Affaires flamandes, de l'Égalité des Chances
et de la Solidarité Internationale, Ville de Bruxelles*

Maurice Coquin

Directeur de la mission locale de Toulouse

Martine Corbière

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Bonjour à toutes et à tous.

Vous allez entendre dans cet atelier les résultats d'un des axes de travail de cette recherche sur les résistances masculines aux changements, axe qui a fait porter nos investigations sur des hommes impliqués directement dans la mise en œuvre des politiques d'égalité des sexes, politiques énoncées par les instances européennes.

Il s'agissait pour nous d'appréhender concrètement les difficultés de mise en œuvre de ces injonctions internationales dans des contextes nationaux. Nous voulions comprendre où se trouvaient encore les forces d'inertie pour qu'advienne l'égalité entre hommes et femmes.

Pour remplir cet objectif de recherche, 3 pays ont été sondés : la Belgique, la Grèce, la France. Dans ces trois pays c'est un total de 63 entretiens qui ont été réalisés.

Afin de recueillir des éléments à la fois circonscrits et contextualisés, nous avons choisi de sonder en France quatre secteurs ayant mission d'égalité. Nous avons investi le champ de l'emploi, celui de l'éducation, celui de la formation continue, ou encore celui des politiques de la ville. Ces sphères d'actions constituées, animées par des politiques, portées par des administratifs, nous offraient la possibilité de rencontrer des hommes positionnés sur les différents niveaux d'élaboration et d'actualisation de directives préalablement repérées. En Belgique, compte tenu de la complexité et du nombre des structures belges, l'échantillon a été choisi selon d'autres critères. Nous avons interviewé des hauts responsables de la région bruxelloise chargés de politiques d'égalité hommes/femmes et des hauts responsables du ministère de l'Emploi et du Travail au niveau fédéral, également en charge de ces questions d'égalité. Concernant la Grèce, je laisserai mes collègues présenter le corpus et les résultats de leur analyse. Je rendrai compte pour ma part de l'analyse des résultats belges et français qui rassemblent 48 entretiens (44 hommes, 4 femmes). Nous avons sur ces deux pays interrogé des individus ayant un mandat

électif : maires en France, échevins en Belgique, vice-présidents de communautés d'agglomérations, conseillers régionaux, conseillers généraux ou encore présidents d'universités, présidents de groupements patronaux. Nous avons également rencontré, je vous le disais, des hauts fonctionnaires ou hauts administratifs : en France préfet de région, préfet de département, sous-préfet à la ville ou encore directeur départemental de service déconcentré de l'Etat, pour la Belgique directeur d'administrations régionale et fédérale, en France à nouveau des directeurs de structures positionnées sur des problématiques relatives à la formation, à l'emploi. Enfin nous avons interrogé des chargés de mission estampillés « personne ressource pour l'égalité » de l'institut d'égalité hommes/femmes en Belgique.

Les entretiens ont duré entre 1H et 1H30 en face à face, aucune autre personne que l'interviewé ne pouvant assister ou participer à l'entretien qui se déroulait en trois parties :

- Dans la première partie, nous leur avons demandé de nous présenter leur structure de travail, leurs missions, leurs difficultés. Dans cette partie, nous avons pointé également leur parcours.
- Dans un deuxième temps, nous faisons un zoom sur les politiques d'égalité. Que mettaient-ils en œuvre ? Quels moyens déployaient-ils ? Quel partenariat ? On pratiquait à ce moment-là de l'entretien la technique de l'agenda commenté pour connaître la date des dernières rencontres et les ordres du jour de ces rencontres. Dans cette deuxième partie, nous allions jusqu'à sonder leurs connaissances des textes cadres en matière d'égalité.
- Enfin en troisième partie d'entretien, nous abordions la question plus délicate de leur vie privée (deux refus seulement), un des objectifs de « ce dernier set » étant de mesurer leur investissement dans l'espace domestique.

Ségrégation horizontale et verticale

Au cours de ces rencontres nous souhaitons recueillir une parole qui traduise les représentations que construisent ces hommes sur le positionnement des femmes dans l'espace économique et professionnel. Nous voulions évaluer leur possibilité ou non d'envisager la ségrégation verticale et horizontale observable en milieu de travail. Nous souhaitons savoir s'ils parvenaient à repérer ces deux formes de distributions sexuées et le cas échéant les explications qu'ils donnaient à ces ventilations.

Concernant la ségrégation horizontale :

Les hommes de notre corpus dans leur grande majorité pointent la très importante féminisation de leurs structures. Pour certains ce taux de féminisation est simplement la preuve que l'administration est « absolument favorable aux femmes ». En fait, ce point de vue les dispense d'une tentative d'interprétation. D'autres cependant prendront le temps d'évoquer l'histoire de l'institution, mais dont ils ne

diront finalement rien hormis de suggérer qu'elle pèse assurément sur les caractéristiques sexuées des emplois administratifs. Certains de nos interviewés parviendront à réaliser que des champs professionnels comme « le social », « la jeunesse », concentraient une présence féminine, alors que d'autres comme l'équipement par exemple étaient plus masculins. Nous avons pu voir dans ces mises en perspectives une façon de dénaturiser l'existant, qui traduit peut être l'amorce de l'acceptation d'une lecture complexifiée et aussi la mise à distance d'un discours fataliste. Quoiqu'il en soit, la conscience de la ségrégation horizontale est assez faible chez ces hommes rencontrés. Aucun ne décrit cette fixation des femmes dans l'administration comme faisant système, même si quelques-uns prennent le temps de l'inscrire dans un cadrage plus large.

En fait la préoccupation de nos enquêtés qui occupaient un poste de direction et qui ont donc nécessairement pour mission la gestion du personnel était très pragmatique. Ce taux de féminisation pose des difficultés en termes de production des services, d'ouverture au public certains jours de la semaine. Tous témoignent du fait que les demandes de congés pour enfant malade sont encore et toujours surtout sollicitées par les femmes, il en va de même pour les demandes de temps partiel, de congés parentaux. Dans le cadre de la réduction du temps de travail, les femmes ont souvent opté pour se libérer les mercredis après-midi, dès lors cette demi-journée est selon eux particulièrement difficile à organiser. Or seuls trois hommes du corpus liront cet état de fait comme la résultante d'une organisation domestique qui pèse encore souvent exclusivement sur les épaules des mères.

Au final, tous appellent de leurs vœux une plus grande mixité des emplois. Le terme de quotas pour sauvegarder l'emploi des hommes dans l'administration est même avancé. Pour certains, l'appel à davantage d'hommes dans les contingents de l'institution va au-delà du simple dépassement des difficultés organisationnelles engendrées par les emplois féminins. Ils évoquent longuement, le cas échéant, certains publics comme les jeunes de 16-25 ans sans emploi et sans qualification qui pourraient tirer les bénéfices d'un accueil plus mixte. En dehors de ces cas spécifiques, nombreux sont ceux qui affirment que des équipes mixtes sont de fait des équipes qui offrent une complémentarité certaine quant à la nature et qualité du service rendu. En effet, selon eux l'attention des hommes et des femmes ne porterait pas sur les mêmes dimensions du travail. Mais ces mêmes interviewés tiennent aussitôt à affirmer qu'en matière d'activité professionnelle, les considérations de sexes ne sont pas pertinentes et que l'importance réside dans la compétence de chacun.

Après avoir considéré les salariés, certains nous ont spontanément parlé des « clients » de leurs structures. Les directeurs de services emploi, des référents du champ de la formation continue, sont en prise réelle avec ces questions des inégalités hommes/femmes. Il s'agit pour eux d'une vraie problématique de travail autour

de laquelle ils développent une réflexion et bien souvent des actions. Nous constatons là une préoccupation véritablement intégrée. Les analyses concernant les usagères sont beaucoup plus fouillées et référencées que celles qu'ils développaient précédemment sur leurs collègues féminines. Il semble pour les hommes de notre corpus plus aisé de développer une vision des inégalités de traitements lorsqu'on parle de personnes relevant de l'action sociale. La classe des femmes n'apparaît pas comme constituable en catégorie d'inférieur structurel. C'est lorsqu'on touche un public homologué en difficulté qu'il est davantage possible de rencontrer des propos qui se développent en termes de rapports inégalitaires, asymétriques.

Pour finir cette analyse de la conscience d'une ségrégation horizontale je voudrais faire un détour par les représentations des hommes politiques interrogés sur leurs partis. Ils constatent sans mal que ces derniers comptent moins d'adhérentes que d'adhérents, mais peu d'éléments sont avancés pour expliquer la faible présence des femmes dans les groupes politiques. Les explications sont là encore rapides et de type comportementaliste, à savoir qu'ils évoquent une « attitude de retrait de la part des femmes ». Rien sur des processus éventuels de mise à l'écart des organisations très masculinisées. Quelques réflexions, mais peu nombreuses, sur la difficile articulation vie privée/vie professionnelle/ vie politique.

Abordons à présent la question de la ségrégation verticale.

Les échanges que nous avons eus avec eux à propos de la ségrégation verticale viennent corroborer cette absence chez nos enquêtés d'une vision claire des rapports hiérarchisés entre les deux catégories de sexes. Pour beaucoup de français les femmes au sein des administrations ne peuvent connaître de traitements inégalitaires. La loi est claire et la même pour tous. Selon ces hommes, les femmes sont présentes à tous les niveaux de la hiérarchie. Seul un décompte précis poste par poste, que nous avons effectué avec eux, parfois organigramme à l'appui, leur a permis de mesurer la ségrégation verticale. Ces hommes rencontrés ont vu dans cette configuration le simple fait du hasard, ne pouvant imaginer qu'elle soit la marque d'une construction sociale récidivante.

Notons toutefois qu'un certain nombre d'interviewés (la quasi totalité des Belges) observent spontanément que les femmes sont plus rarement présentes sur les postes de cadre et de direction. Ils précisent (surtout des Français) aussitôt avoir contribué depuis leur arrivée à un rééquilibrage de la situation. Chaque fois que l'occasion leur a été donnée, ils disent avoir nommé préférentiellement des femmes sur les postes à responsabilités. Sur ce point précis notons que les éléments qu'ils convoquent pour expliquer cet état de fait ne relèvent pas du tout d'un discours qui tend à faire reconnaître leur contribution à la lutte contre les inégalités de traitements. Certains nous parlent d'une « donne démographique » qui s'impose à eux et qui les conduit à la promotion des femmes. Les enquêtés ont en fait souligné avoir

procédé à des nominations de femmes sur des postes d'encadrement pour réparer des incohérences institutionnelles sans que celles-ci soient nommément repérées comme formes manifestes d'exclusion des femmes du pouvoir.

Nos enquêtés se décrivent aussi parfois comme opérateurs consciencieux d'une politique qui se définit en dehors d'eux et pour laquelle ils reçoivent des injonctions très claires avec contrôle des objectifs préfixés. Ainsi, si leur institution œuvre au niveau national pour l'emploi et dans ce cadre-là contre toute forme de discrimination, elle doit nécessairement porter une attention particulière au recrutement de son personnel. Cette exemplarité consiste à permettre aux femmes de détenir des postes importants, ou encore permettre aux personnes issues de l'immigration d'intégrer les administrations mais aussi recruter prioritairement des personnes qui présentent un déficit d'employabilité.

En fait la question du mauvais positionnement des femmes sur le marché du travail s'inscrit pour les hommes français tout au moins dans une problématique très large de justice sociale en marche et à construire. Chez ces hommes interviewés, cette vision des choses est assortie de la difficulté d'engager un développement sur la question spécifique de la place des femmes dans la sphère professionnelle, qu'ils préfèrent envisager comme forme particulière de lutte contre les inégalités, à propos desquelles ils disposent davantage de repères pour guider leurs réflexions, construire leurs discours.

Voyons à présent comment les hommes de notre corpus parlent des femmes qui détiennent des postes de responsabilité. Leurs propos mettent en évidence une pendularité entre deux pôles argumentatifs.

Un premier type de discours se développe autour des qualités féminines qui permettent aux femmes de remplir avec brio leurs fonctions. Les arguments énoncés sont alors fortement empreints de naturalisme. Dans un deuxième type de discours, sans jamais se déprendre de leur conception qui évoque ces qualités féminines servant efficacement l'institution, les développements pointent les limites de l'emploi des femmes à des fonctions de direction. Le souhait des femmes de travailler à temps partiel est incompatible selon eux avec des postes à responsabilité. Ils nous diront qu'elles doivent faire des choix : soit elles sont femmes et ils comprennent tout à fait qu'elles continuent à être aspirées par la sphère domestique, soit elles sont « chef » mais alors leur responsabilité les contraint à un engagement complet. Ils semblent souhaiter qu'elles s'investissent selon des modalités masculines, à savoir la centralité du travail à l'exclusion d'autres temps sociaux. Cependant lorsque les enquêtés parlent de la posture professionnelle des femmes, ils disent apprécier de les voir puiser dans un répertoire féminin, qu'ils présupposent même s'ils le définissent mal. Dans tous les cas, ils regrettent lorsqu'elles se conduisent comme leurs homologues masculins.

Un groupe d'interviewés échappe complètement à ces apparentes contradictions rhétoriques par la production d'un développement simple et très épuré. Selon eux le pouvoir est asexué, il s'exerce selon certaines modalités, la question du sexe de celui qui le détient ne se pose pas. Selon ces messieurs qui sont des élus de groupements patronaux, tout est affaire de conception individuelle, de personnalité.

Voyons à présent les points saillants du discours des politiques.

Lorsque nous avons parlé mixité sociale avec les hommes politiques, les développements se sont orientés spontanément vers la question de la parité.

La parité en politique

Ceux qui nous ont annoncé être très favorables à l'introduction de la parité aux élections nous expliquent pour certains s'être engagés personnellement au sein de leur formation politique pour en faire la promotion. Les élus, dont le militantisme sur cette question a précédé la décision politique d'un tel mode de scrutin, ont une réflexion qui s'est construite très tôt et cela en lien avec le mouvement féministe. Au cours de nos échanges, le vocable est précis, les questions soulevées révèlent la complexité de leur choix, les anecdotes relatées témoignent de leur engagement pour faire lever des blocages à l'avènement de la parité.

Les élus qui ont participé à la mise en œuvre concrète de la parité une fois que la règle s'imposait à tous nous parlent des difficultés des résistances rencontrées chez leurs collègues et explicitent leur propre adhésion à la parité comme allant de soi, comme une évidence, sans jamais poser pleinement les termes du débat. Selon eux il s'agit de corriger un déséquilibre qui se manifeste par une faible présence des femmes dans tous les types de mandats. Les raisons de cet état de fait ne sont pas évoquées. Il ne s'agit pas pour eux de briser le monopole masculin.

Ils ne convoquent pas non plus l'argument des dividendes possibles que l'on tirerait de l'engagement de ces femmes porteuses d'autres méthodes d'actions ou d'autres problématiques sociales.

L'entrée des femmes dans le paysage politique local et national serait simplement gage de plus de démocratie, serait aussi l'expression d'une modernité, certes convoquée car ne parvenant pas à opérer d'elle-même, mais désormais avérée. En dehors du problème de la représentativité, les hommes politiques enquêtés ont vu également dans la candidature des femmes une réponse possible à la crise de confiance dont souffre le politique.

Rares sont ceux qui se sont déclarés hostiles à la parité. On en compte quelques-uns cependant. Nous retrouvons là les interviewés qui, concernant les hommes et les femmes, véhiculent de lourds stéréotypes sociaux. L'institutionnalisation de la

parité est selon eux « ridicule » : puisqu'il n'y a pas de problème, pourquoi imposer une règle du jeu qui apparaît alors comme une contrainte supplémentaire ? Pour certains, si la question de la place des femmes en politique peut être envisagée, elle conserve un caractère subsidiaire qui n'imposait pas le type de traitement qui en est fait. Mais aucun d'entre eux n'ira jusqu'à avancer que la parité contrevient à des principes fondamentaux inhérents à la démocratie politique.

Après les échanges conduits autour de la façon dont ils se figuraient la place des femmes dans la sphère politique et économique, nous avons choisi de quitter le niveau des représentations et de les entendre sur un deuxième indicateur : celui qui concerne leurs actions en matière de politique d'égalité. Cette nouvelle entrée nous permettait d'investir une autre dimension des résistances masculines aux changements.

Les actions en matière d'égalité

Il s'agissait de repérer les éventuelles actions conduites en matière de lutte contre les inégalités hommes/femmes. Nous voulions les entendre sur leurs réalisations. Ceux qui ne pouvaient relater des expériences concrètes pouvaient toutefois nous donner à découvrir leurs missions, leurs principaux chantiers, leurs problématiques de travail pour, au final, nous aider à comprendre pourquoi ils avaient fait l'impasse sur des injonctions qui pourtant en théorie leurs étaient également adressées.

- Dans les filières de l'emploi et de la formation continue il y a clairement des actions menées, on serait tenté de dire pour une meilleure égalité entre hommes et femmes. En vérité, les femmes sont désormais la cible de leurs actions car clairement perçues comme main-d'œuvre d'ajustement dans des secteurs en crise de recrutement, dit autrement en pénurie de main-d'œuvre.
- Dans le champ de l'éducation, la question de l'égalité est davantage une variable d'analyse. Ils produisent régulièrement des statistiques sexuées, font des constats, éventuellement affichent une volonté pour une action future, mais n'ont en propre encore rien entrepris. Excepté un président d'université qui a créé un poste de chargée de mission. Les deux autres présidents d'université ainsi que les trois directeurs d'école d'ingénieur sont plus ou moins sensibles à cette question d'égalité des chances garçons/filles mais n'ont rien mis en œuvre. Le discours développé est parfois complètement naïf, « quel est le problème ? » nous a-t-on dit, ou bien très fataliste : le clivage garçon/fille s'opère en amont en tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, ils ne peuvent rien faire. De toute façon, la question de la résorption des inégalités est pour eux une question subsidiaire.

- Les hommes que l'on a rencontrés dans la filière politique urbaine sont largement rompus à un discours sur le racisme et plus en difficulté pour parler de sexisme. Quand ils nous parlent de ségrégation c'est en premier lieu pour avancer la thématique de l'immigration, qui semble recouvrir toutes les autres formes de ségrégation. Selon eux les difficultés qui existent encore en matière d'égalité hommes/femmes sont surtout visibles chez les populations immigrées ou issues de l'immigration. On note une très faible incorporation d'un discours scientifique, par contre ces responsables semblent très perméables aux discours médiatiques ; beaucoup nous ont parlé de la question des violences conjugales en des termes qui sont ceux des médias ces derniers mois.

Pour conclure sur notre analyse des mises en œuvre concrètes des politiques d'égalité, nous souhaitons souligner que nos investigations en Belgique et en France nous conduisent à affirmer qu'il y a bien souvent absence de politique structurelle pour l'égalité. En effet des personnes estampillées « chargé de mission pour l'égalité » permettent aux institutions qui ont créé ce type de profil de poste d'afficher un axe de travail sur la question des femmes. Or, bien souvent, les divers services négligent totalement d'intégrer dans leurs actions la problématique de l'égalité car ils sont assurés de la présence de personnes qui en ont la charge, cela les dispensant par là même de conduire une politique dans ce sens. Aussi nous avons observé des volontés de façade incapables d'impulser une politique transversale à l'ensemble des services. Nous avançons le terme d'externalisation de la politique d'égalité lorsque nous observons ce type de configuration institutionnelle.

La vie privée

Pour finir, entrons dans leur vie privée.

Beaucoup ont précisé qu'ils devaient leur carrière à la carrière sacrifiée de leur femme. En France, ils sont une minorité à avoir recours à une employée de maison. Ce point est très différent de la situation rencontrée en Belgique. Les hommes français évoquent la difficulté de leurs femmes au foyer ou à temps partiel à se DEPRENDRE du domestique. Ce serait les femmes qui seraient réticentes à l'externalisation du ménage.

Les hommes que nous avons rencontrés, Belges et Français, sont dans leur très grande majorité peu contributifs à l'espace domestique. Ils disent savoir tout faire, mais pour la plupart d'entre eux ne font pas grand-chose. La charge mentale reste dans tous les cas féminine.

Car bien sûr, ce qui caractérise ces hommes politiques et administratifs, c'est la centralité du travail. Beaucoup de temps passé au travail. Pour certains, le temps de vacances permet précisément de replonger dans un quotidien domestique.

Jamais n'apparaît une déprise de cet investissement au travail, pas d'évocation non plus d'une éventuelle souffrance liée au travail, peu de culpabilité liée à ce surinvestissement dans le professionnel.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons dire que les hommes rencontrés se situent de manière discursive pour l'égalité entre les hommes et les femmes, leur discours étant visiblement pour eux gage de modernité.

Auteure : **Anastasia Meidani**

Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Présentation : **Matina Papayannopoulou**

*Responsable du département recherche et publication, KETHI
(centre de recherches sur les questions d'égalité des genres)*

Résistances et renégociations chez les hommes politiques (Grèce)

Si l'aspiration des femmes à être traitées sur un pied d'égalité est légitime et indiscutable, les données statistiques qui viennent d'être présentées montrent encore l'oppression subie par les femmes dans ce système viriarcial¹.

Nous l'avons déjà dit, l'objectif de cette recherche est de comprendre les freins au développement des politiques d'égalité entre hommes et femmes et de questionner les conditions plus ou moins facilitatrices qui permettent une promotion de ces politiques.

La présentation de l'analyse des données grecques sera organisée autour de deux axes, deux niveaux d'analyse :

Il s'agira de présenter l'alchimie complexe qui organise les rapports sociaux de sexe, que ceux-ci s'exercent dans le monde politique (1^{er} niveau d'analyse) ou dans

¹ Le viriarcat est le pouvoir des hommes (*vir*) qu'ils soient pères ou non, que les sociétés soient patrilinéaires ou matrilinéaires. Le terme de patriarcats utilisé par les mouvements sociaux est souvent incorrect d'un point de vue anthropologique. Voir à ce propos les écrits de Nicole-Claude Mathieu (1985).

la sphère domestique (2^e niveau d'analyse), et encore plus dans l'interaction entre ces deux sphères souvent présentées comme indépendantes.

Dès 1971, Nicole-Claude Mathieu écrivait :

« Puisque dans nos sociétés les deux catégories de sexe couvrent la totalité du champ social, il semble logique que l'une comme l'autre ne puisse être étudiée isolément, du moins sans qu'elles n'aient été auparavant pleinement conceptualisées comme éléments d'un même système structural. »

Si en France et en Belgique dans la plupart des travaux sociologiques ou anthropologiques concernant les rapports sociaux de sexe, l'homme est absent, en Grèce ce sont les travaux eux-mêmes qui se font rares. Force est de constater le peu d'analyses sociologiques produites sur le champ politique grec visant à croiser la problématique du genre. C'est cette absence d'enquêtes de terrain qui nous a incités à interviewer autant d'hommes que de femmes, sans oublier bien sûr les conditions contingentes étroitement liées à ce choix.

Hommes et femmes ne partagent pas les mêmes représentations. En traçant deux logiques, deux symboliques différentes, l'analyse de contenu laisse apparaître « un ethos politique genré ». Directement saisi dans le rapport au monde, cet ethos se redéfinit à l'occasion des fluctuations inhérentes à la vie sociale, se déploie et se modifie selon des « sensibilités » différentes en fonction de l'héritage culturel, des valeurs, des rencontres etc. Face à cet « ethos politique genré », nous n'avons pas cherché à tout prix ce qui fait différence entre les sexes, mais nous avons tenté de décrire et de comprendre comment la différence est construite socialement – notamment à travers la double définition asymétrique des faits sociopolitiques – censée occulter les rapports sociaux de sexe.

Commençons par les récits des hommes politiques interviewés. Ces récits offrent un bon exemple d'opérationnalisation de ce que Connel a défini comme une « masculinité hégémonique » (2000). Cette forme la plus dominante de masculinité (virile, hétérosexuelle, hiérarchisante...) introduit un modèle-type d'une masculinité fantasmée, comprise comme la plus honorable et la plus désirable du moins dans un certain contexte. Les hommes politiques grecs se présentent comme exemples de masculinité hégémonique et sont appelés à lui être étroitement fidèles tout au long de leur vie.

A travers les récits de ces hommes politiques, la lutte contre l'inégalité apparaît comme une volonté d'Etat. L'asexuation des propos est remarquable. Tous les hommes politiques soulignent l'évolution, insatisfaite certes, mais néanmoins présente en matière d'égalité. L'histoire de genres en Grèce, riche de réactions antiféministes et homophobes, démontre que les structures du viriarcat s'affaiblissent avec le temps. Toutefois, des modèles sexués – liés essentiellement à l'organisation de la

sphère domestique – sont convoqués et mobilisés pour expliquer l'ordre social et la sous-représentation des femmes dans les lieux de pouvoir. Il ne s'agit pas pour autant d'une tentative de légitimation mais d'un effort de contextualisation d'une réalité sociétale. Les mesures visant à la modifier ne manquent pas : les modifications en matière de législations, les propositions pour des infrastructures, la lutte contre les violences faites aux femmes, la recherche, reviennent de manière régulière dans le discours de ces hommes politiques.

Néanmoins, inégalité et domination masculine ne s'identifient pas. Par conséquent les mesures proposées ne visent que les femmes, en laissant de côté toute idée visant à proposer des modèles d'interventions auprès des hommes pour accompagner le changement social. Autrement dit, ces Grands Hommes, comme les nomme D. Welzer-Lang, quand ils parlent des hommes et du masculin, ne se situent jamais en hommes, c'est-à-dire en dominants. Ce faisant, non seulement ils reproduisent des formes d'androcentrisme, ce qui pose un réel problème idéologique, mais surtout, ils opposent une politique généraliste (la leur) à une politique spécialisée, qualifiée alors de féministe. Ce faisant, ces hommes centrent leurs analyses sur les rapports sociaux ENTRE les sexes, n'offrant ainsi, aucune ouverture pour comprendre les effets des rapports sociaux DE sexe au sein même du groupe des hommes, dans les rapports intra-genre.

Tout nous incite à dire qu'il s'agit là des formes subtiles de recomposition du pouvoir masculin, ancrées sur des sexuations différenciées du capital personnel (de Singly, 1987), la pertinence de l'analyse de François de Singly sur les « habits neufs de la domination masculine » (1993) est encore de mise.

Un autre élément vérifie ce que nous constatons empiriquement par ailleurs dans cette recherche : dès que l'on quitte l'axe politique de cette bourgeoisie urbaine, rodée aux discours militants, antisexistes, égalitaires et « politiquement corrects », nous nous apercevons bel et bien que les discours de ces hommes sur le genre sont situés bien au-dessous des évolutions que démontrent les discours sur leurs pratiques domestiques. Seul un homme politique interviewé débusque le poids de l'androcentrisme dans la sphère domestique. Si les hommes politiques grecs tiennent compte de l'asymétrie dans la gestion des temps sociaux (de Singly, 1996), de la nature des soins donnés par hommes et femmes (McNeil et Chabrassol, 1984), de la qualification des tâches (Coté, 1986), du décalage entre investissement des pères et des mères dans la sphère familiale, l'organisation domestique de leur propre foyer laisse surgir un bel exemple de ce Daniel Welzer-Lang a appelé, à juste titre, le double standard asymétrique. La sphère domestique est marquée par différents types d'externalisation soulignant l'impossibilité de conciliation entre travail/famille.

Les données questionnent : comment peut-on, lorsque l'on est un homme politique, promouvoir une politique d'égalité qui s'oppose aux représentations et aux

vécus des rapports sociaux de sexe dans sa sphère domestique et dans son fonctionnement traditionnel ?

De l'autre côté, les femmes politiques interviewées insistent sur la déconstruction du contenu de l'idéologie masculine. Ces « nouvelles » militantes chiffrent alors le solde des différences subsistantes, et revendiquent des structures mixtes pour combattre sexisme, et inégalités. Pour ces femmes, l'accent est alors mis sur les difficultés masculines à quitter les postes de responsabilités, à se débarrasser de leur *libido dominandi* (Bourdieu, 1990).

Ainsi, les femmes politiques (à l'opposé de leurs collègues hommes) se positionnent de manière beaucoup plus critique face à la structuration des pouvoirs politiques, et la place que les hommes occupent dans ce système. Elles soulignent les luttes quotidiennes pour accéder à ces postes, ainsi que les problèmes que posent les revendications des femmes ; ce qu'une femme politique décrit comme le « complot de la cravate ». L'histoire quotidienne des femmes grecques, telle qu'elle se décrit à travers les récits des femmes politiques interviewées, continue à être appréhendée comme celle de leur marginalisation même si leurs luttes, leurs résistances, leurs conflits internes, leur formes d'excellence, ne peuvent pas être contestés.

Par ailleurs, ces femmes développent un discours moralisant et moralisateur qui vise à promouvoir une certaine conception politico-idéologique. La récurrence du terme *falloir* employé constamment au futur confirme bien ce constat : « il faudra que les femmes réussissent », « il faudra que les femmes continuent à se battre ». Ces femmes, qui doivent continuer à se battre, constituent une catégorie à part, une catégorie abstraite, homogène et surtout étrangère, elles ne font pas partie du « nous ».

En outre, la lutte contre le sexisme ne devient pas une revendication unificatrice entre femmes. Plus concrètement, ces femmes politiques qui possèdent le pouvoir et qui se réclament de l'antisexisme semblent reproduire les structures de l'ordre viril. A travers l'analyse des négociations politiques, nous discernons clairement comment des femmes sont sommées de se soumettre à l'ordre masculin (Welzer-Lang, 1998²). Les rapports femmes/femmes sont structurés à l'image hiérarchisée des rapports hommes/femmes. Les femmes donnent à voir une concurrence pour montrer qu'elles méritent leur place, qu'elle peuvent agir comme un « vrai » homme. Une chose est certaine : la problématique des rapports *entre* les sexes est réductrice. Pour

² En référence aux travaux de Maurice Godelier (1982), Daniel Welzer-Lang a adopté en 1994 le terme *maison-des-hommes* pour métaphoriser ce lieu multiple et pluriel où, à l'abri du regard des femmes, se construit, se génère et se régénère le masculin, ses attributs et ses privilèges de genre (les stades de foot, les cafés, certains espaces de travail ou liés au travail et l'ensemble des lieux et groupes monosexués où les femmes sont exclues *de facto*).

comprendre les réactions masculines à la remise en cause des privilèges accordés aux hommes, ou des bénéfiques secondaires accordés aux femmes, il est nécessaire de déconstruire le masculin et le féminin.

Cette distinction entre des « femmes dignes de leurs noms », qui savent montrer qu'elles peuvent égaler des hommes, et les autres reléguées à un statut de « sous-citoyenne » se retrouve également dans la sphère privée où l'externalisation des tâches domestiques prime. Malgré le processus d'externalisation, le souci des femmes politiques grecques d'être reconnues comme de bonnes épouses et de bonnes mères, tisse les traces de leur culpabilité. Rien de tel n'a été enregistré chez les hommes politiques interviewés. Les bribes de l'expérience personnelle relatées s'affichent comme des éléments anecdotiques, quelques instants d'oubli face à un rôle politique qui règne et qui domine.

Sur ce point il convient de préciser que ces femmes présentent leur mari comme un modèle atypique ; un homme qui n'est pas comme les autres mais qui ne fait rien de plus et rien de moins que les autres communs de mortels : autrement dit, travailler beaucoup et être complètement absent de la sphère domestique. Bien souvent d'ailleurs, la position progressiste de ce mari se mesure à l'aune de l'absence d'opposition absolue face à l'idée de la carrière professionnelle de sa femme ou bien face à l'idée de sa participation aux tâches ménagères. Il s'agit bel et bien ici des idées et non pas d'actes, des questions de principe. Au-delà des divergences, quelques dénominateurs communs s'affichent à travers les récits des hommes et des femmes politiques :

Tout d'abord, analyser le milieu politique comme espace de reproduction d'un Ordre viril qui s'« impose » revient à étudier les stratégies de contournements mises en place par les adeptes de l'égalité des sexes. Ainsi, le récit de nos interviewés (tant les hommes que les femmes) s'oriente spontanément vers le quota. Ce dernier est présenté comme une mesure de modernisation des parties, une mesure de justice sociale, nécessaire mais non désirable, un mal infligé.

Ensuite, précisons un discours qui se plaît à étaler les comparaisons entre partis politiques, mettant bien l'accent sur l'agenda des priorités qui ne délaisse pas les questions d'égalité, ou bien les intègre dans des problématiques plus générales ciblant les minorités où femmes, immigrés et enfants se complètent et se font riposte.

Un discours où l'homophobie se présente comme une forme de contrôle social qui s'exerce chez tous les hommes, contrôle qui vise à masquer les différences. Les choix sexuels sont tolérés (et non pas respectés) dans la mesure où ils restent discrets. Néanmoins, personne ne pourrait imaginer un premier ministre homosexuel ou bien un maire homosexuel. Pour être valorisés, les hommes doivent être virils, se montrer supérieurs, forts, compétitifs sinon, ils sont traités de faibles.

Paradigme naturaliste de la supériorité masculine, l'homophobie questionne les positions politiques idéal-typiques en matière d'égalité : autrement dit, si homophobie et domination des femmes sont les deux faces de la même médaille, le discours de ces hommes et de ces femmes pose problème. Comment peut-on être égalitaire et homophobe ?

Enfin, et il s'agit là du dernier point commun, force est de constater que la définition des fonctions politiques (tant de ces hommes que de ces femmes) ne prend point en considération les obligations quotidiennes que celle-ci implique. Leurs missions ignorent le fait que le temps de travail a une dimension privée (familiale ou autre). Cette mise en avant de l'intérêt collectif qui fonctionne comme un abri ne constitue pas seulement une manière de justifier la discontinuité entre la vie privée et la vie publique mais, nous paraît-il, un réel problème.

Rien de tel ne se discerne dans les récits des hauts administratifs interviewés qui se donnent pour but de remédier à l'inégalitarisme constitutif de nos sociétés. Même si l'usage du temps partiel est souvent contraint et essentiellement réservé aux femmes (Junter Loiseau, 1998), cette partie de la population semble accepter l'idée qu'aucune salariée n'existe qu'en tant que simple travailleuse. Ces femmes actives sont inscrites dans d'autres réalités familiales où elles assument des responsabilités tout aussi vitales (Le Quentrec, Rieu, 2003).

Les hauts administratifs grecs semblent parfaitement conscients tant de la ségrégation verticale (niveau du pouvoir) que de la ségrégation horizontale (nature du pouvoir), et ne développent aucun discours naturaliste. Cherchant à donner des indications sur les causes et le processus de résistances masculines aux changements, ils soulignent les impacts négatifs de certaines femmes, féministes radicales, qui semblent confondre deux positions bien distinctes à leurs yeux : « être égale » et « être identique ». L'incompréhension masculine devant ces formes de changements proposés pose problème. Quoi qu'il en soit, dans un souci d'opérationnalité, on ne saurait bâtir des politiques d'égalité sur le renoncement mais sur l'attractivité.

Pour conclure, je voudrais préciser que le différencialisme qui marque les sociétés postmodernes en matière de genre trouve en quelque sorte sa validation politique dans la nécessité même de mettre en place des politiques d'égalité. Décrites comme « outils » de l'égalité, ces mesures politiques ne font pas que traduire la volonté diffuse vers l'égalité entre hommes et femmes dans notre société ; elles soulignent aussi les résultats partiels de cette évolution. Dans la mesure où l'égalité doit se construire dans la différence, nous ne pouvons pas faire l'économie de la spécificité du processus de construction du genre.

Bruno de Lille

Echevin des Affaires flamandes, de l'Egalité des Chances et de la Solidarité Internationale, Ville de Bruxelles

Je suis échevin à la commune de Bruxelles-Ville. Cette commune a 47 conseillers communaux dont 18 femmes, ce qui représente un peu plus d'un tiers.

Le collège communal est composé de 9 échevins et un bourgmestre dont quatre femmes.

En ce moment, nous sommes en période de congés scolaires, donc nous n'avons pas de réunion de collège – ce n'était pas le cas dans toutes les communes – mais je pense que c'est parce que tous les échevins ont des petits enfants, sauf moi.

Les échevins ont un réel pouvoir et le bourgmestre est le président du collège de tous les échevins. Moi, j'ai l'égalité des chances en charge. L'égalité des chances est plus large que seulement l'égalité hommes/femmes, mais également toutes les questions concernant les bruxellois d'origine étrangère, les handicapés, les questions gaies et lesbiennes.

Au niveau de l'égalité hommes/femmes, il y a deux niveaux d'action, c'est-à-dire un niveau vers la population et un niveau interne à l'administration.

Je vais commencer par le côté plus ou moins facile, ce sont les actions vers la population. Cette politique « externe » dispose d'un budget et d'une cellule composée de trois personnes qui s'occupe de cette thématique sur trois axes :

- Premièrement, l'élargissement du soutien à la population par des actions en collaboration avec les associations de femmes de Bruxelles. Ce n'est pas toujours facile de travailler avec des associations, c'est souvent très difficile, mais bon, il y a une volonté et petit à petit... on a créé l'habitude de travailler ensemble. L'administration ne comprend pas toujours comment une association travaille et les associations de femmes ne sont pas toujours très ouvertes.

Par exemple, si c'est un homme qui les contacte pour faire une action, on a parfois des remarques négatives.

Quelles sont les actions que nous faisons ensemble ? Nous organisons chaque année une quinzaine contre la violence à l'égard des femmes. Ce sont les associations de femmes qui organisent la logistique et qui obtiennent des subsides, mais elles le font avec le soutien de la commune.

Nous organisons avec elles la journée nationale et internationale des femmes dans la commune. En 2005, par exemple, Bruxelles va recevoir tous les Conseils des femmes en Belgique et également la marche mondiale des femmes. On va essayer de donner un peu d'ampleur à tout ça.

Il y a aussi des actions symboliques, comme par exemple l'édification d'une statue de la première femme avocate en Belgique. Il faut un long travail préparatoire et c'est la commune de Bruxelles qui va payer et placer le monument.

- Le deuxième axe est la distribution de l'information. Nous utilisons des expertises existantes. Par exemple, lors de la campagne nationale contre la violence faite aux femmes, la commune de Bruxelles distribue les informations dans le territoire, qui l'envoie aux médecins par exemple. Nous élaborons également une brochure sur les associations de femmes à Bruxelles pour les mettre en contact, par exemple sur les congés parentaux.

- Le troisième axe est la dynamisation de ce travail par l'octroi de subsides aux associations de femmes. Dans les autres départements, par exemple la solidarité internationale ou la culture, nous exigeons également que les projets acceptés intègrent le critère d'égalité, de genre. Et, pour terminer, nous essayons de monter un conseil d'émancipation qui a déjà été imaginé, mais qui ne s'est jamais concrétisé.

Le deuxième volet est l'égalité au sein de l'administration de Bruxelles, et ça, c'est beaucoup plus difficile. Je vais vous donner d'abord quelques chiffres :

Bruxelles-Ville a, à peu près, 3200 fonctionnaires, la police et les enseignants non compris. La police, c'est à peu près 2400 personnes, l'enseignement c'est 3000, mais là, d'autres niveaux de pouvoir interviennent.

Donc le personnel duquel nous sommes responsables, c'est à peu près 3200 fonctionnaires. Là, il y a 1630 femmes et 1570 hommes, ça veut dire que l'équilibre est pour le moment atteint, mais, évidemment, quand on regarde de près, c'est moins égalitaire.

Nous avons cinq niveaux à Bruxelles, cinq, c'est le plus bas, un, c'est le plus haut.

- Niveau 5, ce sont les femmes de ménage et le personnel d'entretien, là, il y a 760 femmes et 433 hommes.
- Le niveau un peu plus haut ; les ouvriers, les mécaniciens, là, c'est l'inverse, c'est 640 hommes et 148 femmes.
- Niveau 3, ce sont les secrétaires, les aides de bureau, là, il y a 207 hommes et 530 femmes.
- Le niveau 2, ce sont les administratifs et, là, il y a une parité, il y a 112 hommes et 116 femmes.
- Et le niveau 1, les chefs de bureau et tout ça, là, il y a 177 hommes et 80 femmes et quand on va encore plus haut, sur 10 directeurs, il y a 2 femmes.

Donc on voit que le plafond de verre est bien présent.

Quand on compare les statutaires et les contractuels, statutaires qui ont un statut beaucoup mieux protégé que les contractuels dans la commune, là, on voit que chez les contractuels, il y a 280 hommes et 870 femmes et chez les statutaires, 1280 hommes et 760 femmes. Donc c'est de nouveau l'inverse, les gens qui sont le mieux protégés, ce sont les hommes.

Et dans la commune, rien que le fait déjà de le savoir, c'est nouveau. Parce que maintenant, il y a une obligation légale d'avoir des chiffres et des rapports sexués. Donc maintenant, nous savons que des mesures sont nécessaires.

Nous en avons déjà pris quelques-unes :

- les hommes étaient plus nombreux à passer les examens pour avoir des promotions ou des diplômes supérieurs parce que les cours préparatoires se déroulaient le soir. Donc nous avons changé et les diplômes universitaires ou des hautes écoles sont suffisants pour atteindre le niveau 1, donc ces postes sont plus accessibles pour les femmes puisqu'elles représentent la majorité des étudiants.
- Une autre mesure intéressante est l'engagement de psychologues pour tout ce qui est harcèlement moral et harcèlement sexuel, qui atteignent principalement les femmes.

Mais ce n'est pas simple, la hiérarchie trouve que l'égalité des chances n'est pas prioritaire. Il faut toujours convaincre le directeur général du personnel. Je vois souvent également que les femmes qui sont arrivées, qui ont obtenu un poste d'échevine, ne soutiennent pas les femmes. Ce sont souvent des projets « de luxe », comme

par exemple l'engagement d'une baby-sitter pour les conseillers communaux. Mais je trouve qu'on pourrait utiliser l'argent de façon beaucoup plus utile.

Donc conclusion, les problèmes ne sont pas liés aux moyens parce qu'ils existent, mais à leur utilisation. C'est important de déceler les inégalités et de prendre des mesures légales, mais il faut aller plus loin. Et il faut vraiment avoir une personne qui a envie de s'investir, d'occuper cette place, de s'engager pour cette thématique, car souvent, cette place existe, mais n'est pas suffisamment dynamisée.

Un autre point est aussi la visibilité de cette thématique. Il faut une personne qui rende l'égalité intéressante pour tout le monde. Et je crois que j'atteins un peu cela, car chaque fois que je suis dans les journaux, que je passe à la télévision, mes collègues sont jaloux et je suis sûr que la prochaine fois, ils vont se battre pour avoir l'égalité des chances en charge.

Maurice Coquin

Directeur de la mission locale de Toulouse

Compte tenu du temps limité d'intervention, je vais organiser mon témoignage en trois niveaux :

Premier niveau :

Je suis directeur d'une mission locale, qui est comme une petite entreprise puisqu'il y a 70 salariés. Je me suis fixé comme une des priorités de mettre en place la parité. Bien que je n'aime pas ce mot, la parité, du fait de l'obligation qu'il recouvre. Il s'agissait de faire un équilibre entre les hommes et les femmes au niveau de l'équipe de direction, composée de huit personnes. Quand j'ai pris mon poste de direction, il y avait une femme et sept hommes. Actuellement, nous sommes à quatre femmes, quatre hommes. Il me semble que cela a changé considérablement la vie de l'entreprise, notamment en termes de ressources humaines et en termes d'approche et d'analyse des situations et problèmes abordés. Il s'agit bien d'une entreprise, même si on est dans un secteur social. C'est le regard différent qui est porté sur les problématiques qui provoque un enrichissement et dans l'analyse des problèmes, même si cet enrichissement passe par des rencontres qui peuvent être conflictuelles. C'est clair. Il y a parfois affrontement de point de vue. Avec quelques notes d'humour quand même.

J'ai recruté ma collègue, directrice adjointe, cela fait maintenant deux ans. Pourtant, il y a encore la majorité des gens dans l'entreprise et même à l'extérieur, qui l'appelle sous-directrice. Or, elle est sur un poste de directrice adjointe. La symbolique des mots est importante et on s'aperçoit, on mesure le décalage : il s'agit bien de la manière dont est perçue une femme dans les sphères dirigeantes, comme si elle ne pouvait exercer la fonction de direction sinon à être « sous » directrice.

Ceci en interne est d'autant plus surprenant *a priori*, alors que le personnel est composé de 70% de femmes. Situation qui n'a rien d'exceptionnel, à l'heure actuelle, dans le champ social. D'ailleurs, j'essaie de faire en sorte d'arriver à,

effectivement, non pas arriver à un équilibre total hommes/femmes, mais à tendre vers un rééquilibrage. L'actuelle situation me paraît être anormale.

Je discutais ce midi avec quelques personnes. Il est clair que l'attrance des professions sociales pour les hommes est réellement un problème. J'ai « la chance » d'avoir quelques assistants sociaux dans l'équipe, ce qui est déjà exceptionnel, mais je souhaiterais tendre vers une plus grande proportion d'hommes partant de l'hypothèse que le mélange des « genres » dans tous les sens du mot est porteur de richesse et de diversité.

C'est donc un premier champ d'intervention qui se situe au niveau professionnel dans lequel je tente de mettre en œuvre une politique volontariste, mais qui n'est pas évidente du fait des résistances internes et externes, des positionnements par genre dans l'emploi et des représentations réciproques.

Mon deuxième niveau de réflexion se situe par rapport à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

La mission locale de Toulouse accueille et accompagne 5600 jeunes avec pour objectif une insertion sociale et professionnelle. Le constat fait depuis plusieurs années, c'est que, de manière évidente, ce sont bien les jeunes filles et les jeunes femmes qui sont effectivement les plus déterminées et les plus volontaristes dans les démarches d'accès à l'emploi ou à l'insertion sociale et professionnelle, l'accès au logement, etc., la santé. Notre question à nous, professionnels, c'est comment on arrive à mobiliser les jeunes garçons ou les jeunes hommes, ou les hommes aussi, sur la même stratégie volontariste que les femmes pour arriver à s'insérer.

Sachant que plus ces jeunes hommes sont en échec, plus, derrière, il y a des phénomènes de violence. Donc il y a une espèce de cycle infernal sur lequel on s'interroge et on essaie de se mobiliser.

Il y a bien sûr ce que chaque professionnel, conseiller, induit personnellement dans les choix de chaque jeune, que ce soit en termes de choix professionnel ou autre. Nous n'échappons pas à ce que chacun peut reproduire du système. On induit, quand on reçoit et qu'on accompagne un homme, on induit quand on reçoit et on accompagne une femme. C'est sans doute trop rapide comme constat mais j'essaie de respecter mon temps de parole. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet.

Troisième niveau d'intervention : la centralité du travail dans le rapport homme/femme au sein de la sphère privée.

Pour moi, effectivement, si le travail est central dans ma vie privée, il est clair que l'équilibre du couple est tout aussi central. Je suis marié, nous avons un enfant, etc. Pour moi, il est clair que quelle que soit l'heure à laquelle je rentre, je fais ma part de tâches ménagères. Il y a une répartition des tâches que nous avons construite « naturellement ». Mais ce n'est pas aussi simple ! Pas simple et je ne suis pas forcément à l'aise avec tout ça.

Quand j'échange avec des personnes en charge de l'emploi, ou chargées de mettre en place des dispositifs d'emploi, sur les problèmes rencontrés par les jeunes femmes, comme les temps partiels de travail induits par la garde des enfants, la présence à la sortie de l'école, la double charge du travail et des tâches domestiques, cela dérange et c'est parfois l'incompréhension comme si ces acteurs ne s'étaient pas posé eux-mêmes la manière dont ils avaient organisé leur vie professionnelle et privée. Je suis un peu vif dans ce que je dis, mais il me semble que des fois, il y a des décalages faute de parler de cette réalité quotidienne que se partagent les hommes et les femmes.

A mon niveau, je ne prétends pas être un homme parfait ! Si je ne suis pas démuné par rapport aux tâches ménagères, à la présence autour de l'enfant, il n'empêche que c'est compliqué, effectivement. Actuellement, mon épouse fait plus de tâches ménagères que moi du fait de ses horaires de travail. Par contre, pour mon enfant, je sais que je peux prendre une journée plus facilement pour aller au lycée, etc. J'ai plus de possibilités d'aménager mon temps de travail de par ma position de direction, alors qu'elle a moins de souplesse par rapport à ça. Donc on essaie de négocier ça, mais il est clair qu'elle a plus d'investissement dans la maison, à l'heure actuelle, que moi.

Dans notre histoire, il y a quelque chose où, à un moment donné... Moi j'ai dix ans de plus qu'elle, donc je vais m'arrêter avant, c'est clair. Il y a l'enfant qui devient grand, et je pense qu'à un moment donné, il y aura à rééquilibrer, à refaire des choix par rapport à l'équilibre du couple dans les ambitions professionnelles, si je puis parler comme ça.

Ce que je voudrais dire par là, c'est qu'elle ne peut pas attendre que je sois à la retraite pour progresser professionnellement. Dans un couple il doit nécessairement y avoir une négociation et des choix par rapport à ces éléments.

Par ailleurs, à un autre niveau, je peux faire des choix, comme je le fais actuellement, directeur de mission locale, on peut être sollicité à peu près tous les soirs pour participer à des réunions, je fais le choix de ne pas y aller. C'est-à-dire que je fais le choix de perdre de la représentation sociale parce que je pense que ma priorité, c'est plus de rentrer à la maison.

Donc je pense qu'à un moment donné, dans l'équilibre homme/femme, il y a des choix à faire entre ce que l'on veut gagner en termes de représentation sociale et ce que l'on veut gagner en termes de gain affectif. Et que si cette question-là n'est pas posée, n'est pas verbalisée, elle ne peut être résolue. Là se situent des seuils d'incompréhension, de frustration, voire de souffrance.

Et je reste frustré du temps limité de parole...

Table ronde

Syndicalistes et monde salarié

Animation

Sophie Pioro
Coordination européenne

Intervenant-e-s

Yannick Le Quentrec
Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Iakovos Farsedakis
Professeur au Département de Criminologie PANTEIO Université
et
Anastasia Meidani
Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Discutante

Annick Coupé
Porte-parole nationale de l'Union syndicale-G10 Solidaires

Témoignage

Philippe Buchet
Délégué permanent CGSP, Secteur Ministère, Belgique

Yannick Le Quentrec

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Des syndicalistes en France entre résistances et renégociation

Cette enquête s'intègre dans une recherche dont la visée générale est d'étudier, de manière ethnographique, les hommes qui résistent mais aussi qui changent vis-à-vis des normes sexuées dominantes. Elle consiste aussi à restituer le travail de co-construction entre les sexes dans sa complexité. Dans la partie présentée ici, il s'agit d'explorer les perceptions et les pratiques des syndicalistes concernant les rapports d'égalité et l'articulation entre la vie publique (professionnelle, syndicale, etc.) et la vie familiale. Les résultats de nos analyses s'organisent autour de deux axes : le premier fait le tour des principaux vecteurs des résistances masculines, le second s'intéresse aux hommes en renégociation : les domaines et les ressorts de leur intervention ainsi que le caractère plus ou moins continu et durable des changements observés.

Le cercle vicieux des résistances masculines

L'entreprise, un environnement doublement contraignant

Si l'on s'en tient à nos données, l'entreprise avec ses hiérarchies, ses modes d'organisation, ses valeurs, les modèles de comportement qu'elle promeut, donne le ton d'une suprématie du travail professionnel des hommes sur celui des femmes. Les syndicalistes dont nous étudions les conduites et les perceptions évoluent dans un milieu doublement contraignant.

L'entreprise est d'abord structurellement contraignante en termes de division sexuelle du travail. Les hommes sont moins fréquemment soumis à des statuts d'emploi précaire. Ceci se vérifie dans le secteur public où par exemple les aides maternelles des écoles « attendent dix, voire quinze ans pour que cela débouche

enfin sur une titularisation alors que les hommes, majoritaires dans les filières techniques, sont titularisés au bout de un ou deux ans » (F 9¹). Le privé est aussi concerné, notamment la grande distribution où les caissières sont soumises à des temps partiels contraints et à un fort *turn over*.

Les hommes se répartissent dans des services où leur activité est mieux valorisée et rémunérée sur la base d'une bicatégorisation opposant l'extérieur à l'intérieur, le sale au propre, la force physique à la dextérité, l'importance de l'apparence physique ou non, le salaire, ressource du foyer, au salaire d'appoint, « pour juste se payer des petites choses ». Cette bicatégorisation garde d'ailleurs ses effets discriminants même lorsque les conditions objectives de travail auxquelles elle se rattache ont disparu.

Il faut, dans ce cadre, mentionner le caractère relatif des comparaisons entre hommes et femmes dans le cas de certaines entreprises : métallurgie, textile, industrie alimentaire, commerce de grande distribution où « quasiment tout le monde est au ras des pâquerettes », autrement dit, où les salaires sont très faibles et les écarts également. Les inégalités existent certes au bas de l'échelle des rémunérations, mais elles perdent en visibilité. De plus, l'individualisation croissante dans le mode de gestion et de rémunération des salariés complique singulièrement toute tentative de démonstration de la preuve de ces inégalités.

Troisième manifestation de la division sexuelle du travail, en lien avec les points précédents, les activités des hommes sont davantage promues. Cette situation résulte d'un temps partiel plus fréquent chez les femmes mais elle se renforce d'autres mécanismes dont nous ne citons que les plus explicites. Les hommes travaillent en majorité dans des services où les règles d'avancement s'avèrent plus rapides car non soumises à quota (% plafond d'agents promus dans un grade) comme les agents de la filière technique de la fonction publique territoriale. Il existe des « petits blocages de la hiérarchie de proximité » qui rechigne à s'aventurer hors des sentiers battus de la promotion masculine. Les femmes, de leur côté, ne jugent pas toujours ces perspectives d'avancement comme attractives, surtout lorsqu'il s'agit d'intégrer un service majoritairement composé d'hommes dont certains sont jugés « nerveux ou un peu macho ». Et quand elles les souhaitent, un événement familial comme la maternité peut tout compromettre.

L'entreprise est aussi un milieu contraignant au sens où les salarié-e-s sont placé-e-s dans un rapport de subordination vis-à-vis de l'employeur, lequel se traduit

¹ Les parenthèses renvoient à des entretiens réalisés pendant notre étude.

souvent par un modèle de gestion des ressources humaines de type « arbitraire² », relativement plus manifeste dans le secteur privé que dans le secteur public³ (ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas dans le public).

Les paroles et les préoccupations des salarié-e-s sont relativement peu prises en compte⁴, *a fortiori* l'articulation des temps professionnels et familiaux. Cet état de fait pénalise davantage les femmes à qui les tâches domestiques incombent encore largement. Les syndicalistes indiquent ainsi que, dans les négociations de la RTT, les positions des employeurs vont du rejet de toute marge de manœuvre dans les horaires de travail en faveur des salariés à une modulation de plus en plus tournée vers les priorités de la production, c'est-à-dire « qui n'existe que quand elle arrange le patron ». Autre aspect corollaire du rapport de subordination, présent de façon récurrente dans les entretiens : avec la crise, le chômage et la précarisation de l'emploi, la pression s'intensifie sur les salarié-e-s qui ont peur, se replie dans des attitudes défensives et s'autocensurent, nuisant à la mobilisation, ce qui ne manque pas d'affaiblir en retour le contre-pouvoir syndical.

Au total, à travers ce tour d'horizon de leurs expériences vécues, les syndicalistes, hommes et femmes, rappellent les traits forts de la division sexuelle à l'œuvre dans l'environnement de travail et dans le système des relations professionnelles. On peut ainsi prendre la mesure des effets de contexte qui contribuent, tel un engrenage, à la reproduction des résistances masculines.

Le statu quo syndical

De leur côté, des syndicalistes, qui sont pourtant censés défendre et promouvoir les intérêts de l'ensemble des salariés hommes et femmes, s'inscrivent dans le *statu quo*. La notion de *statu quo* vient de l'abréviation de la locution latine *statu quo ante*,

² En quelques mots, le modèle arbitraire se caractérise par une faible planification, une culture d'entreprise centrée sur l'esprit maison, une formation sur le tas, une évaluation/promotion sur le mode intuitif, une communication centralisée et largement informelle, salaire à la pièce, peu de dispositifs de participation, relations professionnelles inexistantes (Pichault, Nizet, 2000 :119).

³ Nous évoquons ici des entreprises où existe une implantation syndicale plus ou moins active, ce qui n'est pas le cas d'une majorité de PME-TPE, où les femmes travaillent en grand nombre. On peut aisément penser que ce déséquilibre dans les rapports de force s'accroît en l'absence de tout contre-pouvoir.

⁴ Cela ne signifie pas que ces questions ne sont jamais prises en compte. On trouve par exemple en France quelques cas d'entreprises dotées d'une crèche. Des arrangements sont signalés sur le choix des équipes de travail posté, sur l'heure de sortie du travail, sur le mercredi, jour de congé scolaire. La RTT (Réduction du Temps de Travail cf. Lois Aubry I de juin 1998 et II de janvier 2000) a parfois donné lieu à des négociations interactives.

qui signifie au sens littéral « dans l'état où (les choses étaient) auparavant ». Dans cet angle mort syndical, les militants laissent effectivement en l'état les inégalités actuelles. Leurs attitudes s'ordonnent selon une graduation plus ou moins hostile. Elles partent de la méconnaissance plus ou moins liée à une hiérarchie des priorités, oscillent de la cécité à la négation des inégalités pour s'affirmer de façon virulente dans le souci de préserver des privilèges, c'est-à-dire des « avantages particuliers accordés à un seul individu ou à une catégorie, en dehors de la loi commune » (*Petit Robert*), un certain confort que procure cette autre maison-des-hommes (Welzer-Lang, 2004) qu'est le syndicat.

La hiérarchie des priorités

Dans l'ensemble, les syndicalistes n'affichent guère de discours convenus sur des mesures et des dispositifs d'égalité ayant peu d'écho sur leur quotidien. Pour certains, les entretiens ont à ce sujet des effets révélateurs et réflexifs. On constate plutôt un décalage entre des mots et des expressions empruntés à une conception égalitaire et des analyses ou des actes qui ne lui correspondent pas. Les syndicalistes de l'échantillon ne refusent pas en majorité de prendre en compte les inégalités. En revanche, ils ne savent pas comment aborder ce qui leur apparaît comme une boîte noire. Ils semblent en contradiction entre une notion, « les inégalités », entrée dans le langage courant moderne et sur laquelle ils peuvent être interpellés, notamment au titre des négociations professionnelles, et sa signification, contradiction qu'ils ont du mal à reconnaître explicitement.

Par ailleurs, les syndicalistes se positionnent, plus ou moins consciemment, dans une hiérarchie des priorités dont les questions d'égalité font les frais. Ils peuvent suivre en cela un ordre préétabli par les programmes des organisations syndicales qui privilégient les revendications généralistes aux dépens de revendications jugées spécifiques et de second ordre. Mais ils réagissent aussi dans le contexte de l'urgence. Dans une usine d'abattage de volailles, il s'agit de réguler des horaires de travail flexibles et sans limites où « l'on commence le matin à six heures et où l'on peut finir à quatre heures, cinq heures de l'après-midi avec, pour pause, une demi-heure maximum ». Dans une entreprise de la métallurgie, c'est l'application *a minima* des dispositions conventionnelles qui est en jeu et le rattrapage d'une dizaine d'années de travail à 39h00 hebdomadaire au lieu de 38h30. Dans une entreprise du secteur textile où travaillent essentiellement des femmes, il faut organiser la riposte à un projet de délocalisation qui menace l'ensemble des emplois. Il y a aussi ce magasin de la grande distribution où l'on envoie régulièrement des « coupeurs de tête » chargés de décimer le syndicat ou encore la grève massive que provoque le licenciement de syndicalistes de la métallurgie pour « atteinte à la liberté du travail ».

Cécité ou négation des inégalités ?

Mais au-delà de la place de l'urgence dans cette hiérarchie des priorités, les

syndicalistes font preuve d'une cécité dont le côté délibéré n'est pas à exclure. Ils évacuent le problème des inégalités en mettant en avant le rôle de garde-fou des conventions collectives dont l'application mécanique garantirait, à elle seule, un traitement égalitaire des hommes et des femmes. Selon eux, « l'évolution comparée est superflue puisque la progression est mathématique. Il n'y a pas d'avancement au mérite et les échelles de salaire sont préétablies ». Le principe formel de droit suffirait ici à instaurer l'égalité réelle. Or, les mêmes syndicalistes sont loin de se contenter de cette approche réductrice dans d'autres domaines. Ils savent que les principes ne sont rien sans leurs conditions objectives d'application. Mais sur la question des inégalités, ils s'abstiennent de toute tentative de problématisation. Ils l'éluent d'autant plus facilement que les milieux de travail sont fortement féminisés. Dans ce cas, le traitement des inégalités serait « naturellement » inclus dans l'action syndicale. Une autre de leurs attitudes consiste à renvoyer le problème aux femmes. Les considérant comme seules concernées, ils se satisfont d'une externalisation-relégation de ces questions auprès d'une spécialiste. Les résistances des militants passent aussi par des raisonnements où toute tentative de prendre en considération des éléments objectifs d'inégalité entre les hommes et les femmes reviendrait à les cautionner.

A travers ces différents cas de cécité et de négation des inégalités, les militants s'inscrivent dans une tendance à la neutralisation du genre, phénomène signalé par exemple en Finlande, pays pourtant réputé pour sa démocratie paritaire. Cette neutralisation désigne la tradition de croire en l'illusion de l'égalité et en la neutralité des décisions politiques (Rantalaiho, 1993).

Le syndicat, une maison-des-hommes

Même si la figure du militant qui se consacre sans compter à ses activités n'est plus aussi dominante que par le passé, les syndicalistes donnent encore une représentation de leur mandat préformatée et marquée par la spécialisation. Pour résumer leurs propos, ils ne refusent pas de préserver des équilibres avec d'autres domaines d'activité, mais c'est impossible du fait de l'ampleur de leur tâche.

A l'inverse, les femmes, bon gré mal gré, ne se dissocient jamais des préoccupations domestiques. On retrouve ici les clivages entre sexes signalés dans des recherches antérieures qui étudient les interactions entre leur mandat public et la vie privée (Le Quentrec, Rieu, 2003). Elles agissent en tension permanente entre l'intérêt qu'elles éprouvent pour leur engagement, perçu comme une ouverture sur le monde, le surinvestissement qu'il nécessite et des organisations syndicales qui fonctionnent autour des réalités et des préoccupations masculines.

Les organisations syndicales sont aussi le lieu où les hommes, qui y sont majoritaires, projettent leur propre vision du monde et des rapports sociaux de sexe :

relation de dominant à dominé entre militants et des militants sur les militantes, violence chargée d'éradiquer la peur, importance accordée à la performance, aux discours et aux actes héroïques, rappels plus ou moins bruyants, à la faveur des contextes, de l'infériorité des femmes et de leur rôle d'objet sexuel (Dejours, 2000).

Les résistances masculines peuvent présenter une tournure insidieuse lorsque les militants se complaisent à feuilleter le catalogue des inégalités tout en les naturalisant aussitôt (les femmes sont jugées moins solidaires, moins mobilisables, moins intéressées...). Ils perçoivent les obligations familiales comme une prérogative évidente des femmes et comme un facteur central de leur sous-représentation dans les postes de responsabilité. Ils regrettent d'autant plus volontiers cette situation qu'ils se déclarent impuissants à la surmonter.

Mais les militants abandonnent cette compassion et deviennent plus virulents dès qu'il s'agit de laisser la place. S'ils savent fustiger lors de moments choisis l'attitude de ce qu'ils appellent « les barons », ils n'ont aucune retenue pour décliner l'incompétence et l'inexpérience des femmes qu'ils considèrent comme des rivales. La solidarité syndicale se décline cette fois exclusivement au masculin, c'est ici une fraternité au sens exclusif du terme (même si tous les hommes ne sont pas complices) et tous les moyens sont bons pour écarter la menace féminine.

Compte tenu de cette logique de conquête et de maintien dans les postes de pouvoir, source de forte mobilisation, il n'est pas étonnant que les syndicalistes condamnent toute mesure volontariste, quota, parité, etc. pour équilibrer la place des hommes et des femmes dans les lieux de décision. Les femmes, de leur côté, intériorisent aussi ces arguments. Le manque de confiance qu'elles affichent prolonge les regards paternalistes ou suspicieux que les hommes portent sur elles.

Assignation des femmes au travail domestique et représentation asymétrique de l'amour

Les divisions sexuées à l'œuvre dans le monde du travail et dans les organisations syndicales s'emboîtent au plan familial avec des rapports sociaux traditionnels qui se fondent sur l'assignation respective des hommes au travail professionnel et des femmes au travail domestique. Les résultats des négociations RTT montrent des priorités distinctes : aux hommes, un salaire supplémentaire ou du temps pour les loisirs ; aux femmes, du temps pour assumer les responsabilités familiales. Certes, les hommes de notre échantillon ne revendiquent pas ou plus le travail comme une priorité exclusive, désenchantement de la crise oblige. Ils continuent toutefois d'afficher une tendance persistante au désengagement domestique. Dans ce cadre, ils justifient officiellement le temps partiel, systématiquement laissé aux femmes, au nom d'une organisation plus facile, de l'intérêt des enfants, d'une « pause » pour la conjointe. Plus officieusement, le temps partiel attribué aux hommes, engage à leurs

yeux un processus de redéfinition de la masculinité. Il met en cause, pour reprendre les propos d'un syndicaliste de la banque, « la virilité, la place de l'homme, l'image que les femmes ont de tout cela ».

De manière générale, même s'ils ne centrent pas leurs activités sur le seul domaine du travail, les hommes restent tournés vers l'extérieur du foyer, d'autant plus volontiers qu'ils sont assurés, dans ce domaine, d'un certain confort et d'une « légèreté de l'esprit ». Ils ne sont pas non plus les seuls acteurs de cette assignation car des femmes s'inscrivent dans le « dévouement » domestique. Elles organisent et font tout en usant au besoin de solidarités d'autres femmes : mère, belle-mère, voisines, voire du soutien des enfants plus âgés. Une jeune syndicaliste de l'industrie textile raconte comment ce déséquilibre s'est institué « naturellement » au fil du temps avec son compagnon qui, chez elle, était au départ l'invité, donc elle le servait. Depuis, ajoute-t-elle, elle l'a « toujours servi et continue à le faire » (F56). Ce « dévouement » domestique n'est cependant pas toujours exempt de frustration. C'est le cas d'une syndicaliste du transport qui confie « avoir mal vécu son congé parental et le fait de rester à la maison quand on n'a pas ça dans la peau ».

Parallèlement à l'assignation différenciée des hommes et des femmes à la sphère domestique, les résistances masculines s'avèrent tributaires d'une représentation mythique de l'amour qui reconduit les rapports dissymétriques entre les sexes et se formalise dans le modèle conjugal, monogame et hétérosexuel. Selon ce modèle, les hommes ne font pas de l'amour le but de leur existence à la différence des femmes qui lui donnent une grande importance par rapport à la vie professionnelle et publique (Falconnet, Lefaucheur, 1975). Le syndicalisme, qui pourrait au demeurant paraître ne relever que des affaires publiques, se trouve traversé par cette dissymétrie. C'est ainsi que les militants, d'ores et déjà associés à la sphère publique, bénéficient d'une légitimation de leur engagement. Le syndicat en tant que maison-des-hommes, apparaît dès lors le lieu d'autres conquêtes et de gratifications, plus ou moins ouvertement revendiquées, dont les femmes font parfois partie. *A contrario*, les militantes, qui se déplacent de la sphère domestique à la sphère publique, bouleversent les normes sexuées dominantes, ce qui perturbe leur conjoint. Associant plus ou moins consciemment l'engagement de leur compagne à des motivations sexuelles, ils expriment un sentiment d'insécurité, de jalousie voire exercent un chantage, des pressions visant à mettre en cause leur engagement.

Bien qu'elles critiquent cette situation d'empêchement, les femmes se révèlent fortement dépendantes de cette représentation dissymétrique de l'amour : certaines se disent tentées de céder et de renoncer à leur mandat, la plupart composent et développent des stratégies visant à ménager les inquiétudes de leurs compagnons.

Ainsi se boucle le cercle vicieux des résistances masculines où les rapports de domination s'imbriquent les uns dans les autres, se cumulent et convergent. Les

hommes exercent ainsi un pouvoir dont ils récupèrent les meilleurs fruits et qui n'est donc pas dénué d'attraits. Ils ont peu d'efforts à fournir pour suivre une telle pente avec, en plus, la bonne conscience de se plier au « destin » commun du groupe. Ces réflexions permettent de mesurer en creux – en tout cas de ne pas minorer – la portée significative des changements opérés par les hommes qui à l'inverse, dérogent et « tuent le métier d'homme ». Autrement dit, le poids et l'ampleur de la contrainte mettent en valeur la portée de toute renégociation vis-à-vis d'elle.

Des syndicalistes en renégociation

Etudier les processus de renégociation de la domination masculine ne va pas de soi. Cela impose de se démarquer, d'une part, vis-à-vis des normes dominantes qu'il faut déconstruire et dénaturiser et, d'autre part, vis-à-vis de certains courants d'études féministes qui, bien que décisifs dans l'avancée de la compréhension des rapports sociaux de sexe, se centrent sur les femmes et sur la reproduction de la domination, ce qui relègue à la marge toute perspective de changement pour chacun des sexes. Or, il faut penser que le changement est possible pour être en capacité de le voir, sachant que l'on avance sur des terrains peu explorés.

Du côté des perceptions du travail et des pratiques syndicales

Sur quels aspects portent ces renégociations ? Les syndicalistes concernés marquent tout d'abord une distance envers le « tout travail », entendu ici comme une spécialisation dans l'activité professionnelle, domaine quasi exclusif d'identification et de valorisation. Cette distance relative envers le « tout travail » est sans doute en partie liée à une période de désenchantement général où le travail est incertain, soumis à de multiples mobilités et à des exigences croissantes en matière d'investissement de la personne. Elle relève en quelque sorte d'un réflexe d'autodéfense. Il n'en reste pas moins que les syndicalistes déclarent ne pas ou ne plus souhaiter « se faire bouffer par le travail ». Parallèlement, ils accordent une plus grande importance à la sphère familiale, n'hésitant pas à faire valoir cette préoccupation en tant que salarié dans la négociation de leurs horaires de travail, du mercredi ou de leur période de congé (H59).

Certains d'entre eux remettent aussi en cause les divisions sexuelles traditionnelles du travail : les emplois qui seraient réservés à un sexe alors que les évolutions technologiques réduisent la part de la force physique dans nombre de tâches (ex-direction assistée pour les bus), les discriminations à l'embauche pour les femmes qui, à qualification égale, se voient attribuer un plus bas coefficient ou encore la rémunération du congé paternité jugée dissuasive car trop en dessous du salaire net.

Si ces militants contestent les visions stéréotypées de la place respective des hommes et des femmes, ils sont peu nombreux à stigmatiser ce qu'en tant qu'initiés nous appelons la suprématie masculine. Ils méconnaissent le rôle du féminisme ou

le rejettent pour son caractère excessif. Les évolutions observées semblent relever en partie d'un phénomène d'individuation à l'œuvre dans nos sociétés industrielles contemporaines.

Quoi qu'il en soit, les syndicalistes en renégociation s'inscrivent dans une approche plus individualisée des salariées qui consiste, selon leurs expressions, à prendre en compte la diversité, à préférer la complexité à la globalité simpliste, et à ne pas « noyer tout dans des revendications identiques pour tout le monde ».

Ils renouvellent les frontières de leurs interventions qu'ils élargissent au hors travail et perçoivent comme s'articulant avec lui. Par cette posture inédite, sans doute aussi liée à la diversification des configurations familiales, ils se montrent attentifs à la question de l'articulation de la vie professionnelle avec la vie familiale qui devient un objet de négociation.

Quant aux syndicalistes qui mènent des actions en faveur de l'égalité, ils ne se réclament pas forcément de cette intentionnalité. Ils agissent en termes d'égalité, parfois sans le savoir et donc, sans nommer leurs initiatives comme telles. C'est le cas de ce délégué syndical de l'industrie alimentaire qui a négocié une augmentation de salaire pour les plus basses classifications, essentiellement des femmes, et qui a contribué à la mise en place d'un plan de formation leur assurant, sur la base d'une qualification supplémentaire, une promotion et une progression du coefficient 120 à 175.

Lorsque les militants s'engagent de façon plus consciente dans cette voie, ils se heurtent à de nombreuses difficultés : fichier des salariés non tenu à jour, absence d'indicateurs explicites ou surabondance de données statistiques masquant les réalités de travail, bilan social en vue d'établir la situation comparée des hommes et des femmes plus ou moins vidé de cette fonction par les employeurs. Face à l'ensemble de ces difficultés objectives, on peut se demander si les politiques d'égalité sont porteuses d'une véritable volonté d'opérationnalité.

Au-delà du front des conditions de travail, les syndicalistes opèrent des renégociations sur le front syndical. Plus ou moins conscients des dérives d'un syndicalisme trop éloigné du monde réel, ils adoptent une distance critique et teintée d'humour envers un fonctionnement syndical jugé machiste.

Ils se montrent sensibles au fait que l'exercice d'un mandat est une question de temps, temps qui se limite forcément si l'on refuse la spécialisation. Ils imaginent des mesures d'amélioration du mandat calquées par exemple en politique sur le statut des élus.

Ils se distinguent également par leur relation au pouvoir en se démarquant de toute crispation viriliste. Considérant que si l'on s'arrête au constat d'inégalité, on ne met pas en avant les femmes et on perd leurs capacités, ils sont favorables aux quotas perçus comme un passage obligé face aux ambitions de leurs pairs. D'autres

montrent la voie, à l'image de ce militant de l'industrie métallurgique qui, en laissant son mandat de délégué syndical à une jeune femme, se dit résolu à « bousculer les habitudes ».

Du côté de la vie « privée »

Les syndicalistes ne limitent pas ces renégociations au milieu de travail et au syndicalisme, ils les engagent plus largement dans la vie domestique. Par leurs propos, ils témoignent de l'émergence comme problème de l'articulation public/privé. Loin d'aller de soi, comme dans les cas où elle est exclusivement assumée par les femmes, cette articulation fait ici l'objet de questionnements, d'échanges, de rapports de force dans le couple sur la répartition du travail domestique. Dans ces moments d'ajustements parfois conflictuels, les syndicalistes sont à leur tour en tension entre l'injonction sociale des pratiques préformatées du « tout syndical » et l'attention portée à leur compagne et/ou à leurs enfants quand il y en a.

Cette négociation ne concerne pas seulement les frontières temporelles et spatiales de l'activité syndicale, elle peut aller, comme pour ce syndicaliste conjoint d'une femme médecin, très prise par son activité, jusqu'à différer pendant plusieurs années l'engagement en fonction des exigences de la compagne, pratique qui était jusque-là une caractéristique des femmes briguant un mandat en politique.

Les négociations à l'œuvre au sein du couple indiquent une répartition nouvelle de la charge mentale qui consiste à organiser, prévoir, « établir des continuités là où il n'y en a pas, faire tenir ensemble, imbriquer des tâches qui ne le sont pas » (Haicault, 1984). La charge mentale masculine se fonde sur un certain consensus dans le couple concernant la place à accorder à la vie familiale et à l'investissement dans les enfants par rapport à d'autres domaines d'activité. Elle n'est pas seulement discursive mais se traduit par des choix significatifs en termes de renégociation des normes. Les syndicalistes considèrent que l'activité de leur compagne a autant d'importance que la leur. Ils ne hiérarchisent, ni ne survalorisent l'une par rapport à l'autre. Ils intériorisent et s'inscrivent dans un certain enchevêtrement des temps sociaux au titre duquel le temps familial ou des enfants peut avoir valeur d'impératif sur le temps d'une réunion syndicale qui tarde à se conclure. Ce positionnement inédit peut interpellier en retour le fonctionnement syndical, d'autant plus qu'il apparaît comme le résultat de la solidarité délibérée, de la connivence « contre nature » d'un homme envers une femme face à son groupe de pairs.

Les syndicalistes en renégociation s'inscrivent indéniablement dans un agir domestique. Pour les uns, ces pratiques dépendent de situations fortement contraintes, le plus souvent des horaires alternés dans le couple ; pour les autres, elles se maintiennent hors de l'obligation. Ils déploient leur activité principalement autour de la prise en charge des enfants quand il y en a. Leur intervention comprend le soin, des

tâches pédagogiques dans la tranche horaire souvent intense des 18-20 heures ainsi que certaines activités ménagères : repas, courses, petit ménage (vaisselle, balai). Il y a également le cas de ce militant pour lequel l'agir domestique est quasiment inversé par rapport aux normes traditionnelles. Linge et gros ménage restent toutefois des bastions féminins comme s'il s'agissait pour les femmes de reprendre les rôles d'un domaine plus ou moins provisoirement délaissé.

Dans la description parfois détaillée de leur activité domestique, les syndicalistes témoignent de la persistance d'un double standard asymétrique à travers lequel la chaussette qui traîne chez un couple mais aussi l'absence d'espace appropriable pour l'homme ordinaire dans la maison sont les signes étonnants mais tangibles de l'état des rapports sociaux de sexe actuels (Welzer-Lang, Filiod, 1993). Dans cet espace où la norme féminine prévaut, ils sont animés par des sentiments contrastés allant de la culpabilité et de l'autodévalorisation à l'affirmation de leur différence. C'est le sens de la réflexion sans appel de ce syndicaliste de l'action sociale, conjoint d'une femme médecin, qui revendique ne pas s'occuper des enfants « comme une femme ou comme sa femme » et surtout, « ne veut pas le faire comme ça ».

L'existence de la double lecture du propre et du rangé dans l'espace domestique a l'intérêt de montrer que « faire, ce n'est pas faire comme », mais elle ne dit pas comment l'on peut délimiter dans les réalités observées la part de la différence des pratiques entre les hommes et les femmes, la part des résistances masculines ou encore la volonté, pour les femmes, d'imposer leurs normes domestiques. Le regard critique d'une syndicaliste sur l'activité domestique, pourtant importante, de son mari, également militant, fait rebondir la question du lien entre égalité, identité et différence. Répondre à cela se heurte peut-être aux limites de notre échantillon constitué *a posteriori* de couples hétérosexuels. Qu'en est-il de l'agir domestique dans les couples d'homosexuel-le-s ? Quelles différences peut-on observer dans ce cas et sur quels critères ?

Parallèlement à un agir domestique présenté comme l'expression de leur singularité, les syndicalistes en renégociation montrent des évolutions dans leur représentation de la paternité. Plusieurs ont fait part de leur expérience de négociation de garde alternée suite à un divorce. Il s'agissait moins de prolonger un conflit par enfant interposé que de contester des principes d'évidence aboutissant à l'exclure systématiquement de la garde.

Loin de s'arrêter aux déclarations d'intention, les syndicalistes concernés se sont employés à réunir les conditions de réalisation de ce mode de garde les impliquant davantage dans l'éducation de leur enfant : déménagement, négociations sur les périodes de garde et les modalités de retour, argumentations envers les juges... Ils contestent au passage les représentations stéréotypées de la maternité, considérant

que si l'on s'accorde sur l'existence, par ailleurs contestable, de l'instinct maternel, il n'y a aucune raison de ne pas reconnaître l'existence de l'instinct paternel.

De manière générale, par leur intervention active dans l'espace privé, les syndicalistes s'inscrivent en rupture avec les habitudes masculines, position qui signale une prise de distance critique vis-à-vis du groupe des autres hommes fustigés de machos. Cette remise en cause des normes s'effectue aussi dans le domaine de l'éducation domestique des enfants qui sont encouragés à participer pour que « les uns ne soient pas les serviteurs des autres ». Elle interroge les normes de l'identité féminine et engage une représentation de la masculinité moins définie par son opposition au féminin.

Mais si l'on discerne un cercle vicieux de la domination masculine, il n'existe pas de cercle vertueux des rapports d'égalité. Les changements relevés sont réversibles et à géométrie variable. Nous avons affaire à des équilibres fragiles et plus ou moins stables. Lorsque les horaires de travail se font moins contraignants ou lorsque les femmes, car ce sont plus souvent elles, prennent un congé parental ou un temps partiel, leur présence au foyer se renforce, ce qui favorise en retour le désengagement domestique du mari. Face à ces discontinuités dans le changement, il reste cependant à évaluer la place effective du désengagement masculin et celle liée au caractère limitatif des situations domestiques de coprésence dans un lieu, la maison, balisé par la norme féminine du propre et du rangé. Autrement dit, dans quelle mesure est-ce possible pour un homme d'investir à sa façon l'espace domestique lorsque sa compagne est présente ? Nous avons par ailleurs affaire à des agencements complexes, contradictoires et discontinus. La dynamique en faveur des rapports d'égalité évolue selon les événements des trajectoires biographiques. Entre vie « privée » et vie publique, elle se heurte parfois à des cloisonnements mais on trouve des cas de figure inverses où elle se propage d'une sphère à l'autre. Les rapports établis entre les discours, les pratiques et les perceptions des militants conduisent à tracer des portraits marqués par les décalages, pour les uns, et par un relatif continuum, pour les autres.

Auteure : **Anastasia Meidani**

Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Présentation : **Iakovos Farsedakis**

Professeur au Département de Criminologie PANTEIO Université

Résistances et renégociations chez les syndicalistes (Grèce)

L'histoire du syndicalisme grec n'a pas été reconstituée et n'a pas été analysée de manière satisfaisante. En particulier les données concernant la participation des femmes aux mouvements syndicalistes du XIX^e et du XX^e siècle restent rarissimes ; absence qui ne surprend plus ceux qui cherchent à reconstituer le rôle des femmes dans l'histoire.

La première grève, exclusivement féminine, a été enregistrée le 13 avril 1982 dans une usine de textile, celle des Frères Retsina à Pirée. Les témoignages relatifs à cette grève soulignent le mépris avec lequel les femmes étaient envisagées dès qu'elles échappaient à leurs rôles prédéterminés, constat qui explique en partie l'ignorance qui entoure leur participation à la constitution et au renforcement du syndicalisme. Ce n'est donc pas un hasard si la première participation collective des femmes aux luttes syndicalistes grecques est restée dans le silence jusqu'en 1992.

Néanmoins, le manque de données à ce sujet — au même titre que leur publication tardive — ne renvoie pas seulement à la dévalorisation d'une participation féminine au mouvement syndical, mais témoigne également de leur engagement partiel.

La grande majorité reste en dehors des syndicats non pas seulement parce qu'elles assument les charges d'une réalité quotidienne pesante, mais aussi parce que les

syndicats, constitués de manière presque quasi exclusive d'hommes n'hésitent pas à afficher ouvertement leur manque de volonté de les intégrer comme des membres à part entière.

Notre communication visera :

I) dans un premier temps à reconstituer les grands axes de l'enjeu social de la construction du syndicalisme grec en traçant son histoire, une histoire conçue comme processus. La réalité syndicaliste actuelle ne peut se saisir en dehors de l'histoire, qui signifie ici le changement (si changement il y a), des pratiques syndicalistes dans le temps. Il s'agit donc, d'un côté, de mettre en évidence les survivances d'un passé conservé, et de l'autre de signaler comment la constitution du syndicalisme dans l'espace-temps a influencé le syndicalisme contemporain ;

II) dans un deuxième temps, il s'agira de présenter les axes d'analyse des données empiriques ainsi que quelques résultats principaux.

I) Les grands axes d'une approche historique

Il convient dans un premier temps d'opérer une distinction entre « passage du temps » et « changement » à travers une élaboration de type « historique ». Cette distinction a pour objet de ne pas céder à la tentation d'une approche évolutionniste, qui situerait la Grèce à l'arrière-plan d'une réalité européenne contrastée.

Nous proposons donc de déconstruire cette approche évolutionniste en présentant quelques grands axes de contextualisation munis des événements historiques significatifs. A titre indicatif, citons qu'en 1924 se crée l'Association des femmes employées de la banque nationale « Syllogos Ypallilon Ethnikis Trapezas », car l'Association des employés de la banque nationale (constituée exclusivement d'hommes) refuse de les accepter en son sein.

Au cours des années 30, marquées par la crise économique et la montée du fascisme, la banque nationale décide que le mariage constitue une raison de licenciement pour les employées de sexe féminin. En 1935, à la suite d'une série de mesures, se met en place une législation qui interdit, sous peine de prison, l'embauche de femmes dans le secteur public.

L'argumentaire visant à justifier cette exclusion prend corps dans la volonté de voir diminuer les activités féminines extra-domestiques, dans un souci de préservation des valeurs familiales.

A cette époque, le gouvernement de Kondili déclare ouvertement qu'il est « contre l'éducation et les activités extra-domestiques des femmes », et qu'il essaiera « par tous les moyens de leur faire réintégrer leur foyer ».

A la suite, la dictature de Metaxa établit formellement des conventions d'emploi prévoyant des salaires différents pour chacun des deux sexes. Ainsi au cours des années 50, et malgré l'accroissement de la participation des femmes au marché

du travail, la montée de l'idéologie d'après laquelle « la place de la femme est à la maison » contribue à « bloquer » la répartition égale des salaires en fonction du genre et, en même temps, affermit le rôle traditionnel des femmes qui s'avère « menacé ». En parallèle, se forme un système national de réglementation, de rémunération du travail et de rapports salariaux qui étouffe la liberté des négociations collectives des salarié-e-s.

Tout au long de cette histoire tourmentée du mouvement syndicaliste (dictature, guerre, interventions juridiques, mise en place des conseils administratifs au sein de GSEE, détentions, condamnations, ostracisme, etc.) se pose la question de son contrôle politique. C'est aux « *ergatopateres* » (terme grec qui signifie « pères du travail ») d'en assurer le pouvoir. Le terme porte avec vigueur la structure patriarcale du syndicalisme grec de l'époque. Les actions de ces syndicalistes, surnommés « pères du travail », visent entre autres à prolonger leur pouvoir à travers des contacts multiples tant avec les employeurs que les élus politiques. Ainsi, lors des élections ils cherchent à former les majorités nécessaires, susceptibles de leur fournir le pouvoir administratif et exécutif qu'ils attendent. Leur intégration dans les partis politiques va de soi, et l'usage de leurs fonctions syndicales pour des objectifs politiques ne fait pas l'ombre d'un doute.

Dans ce contexte la participation syndicale des femmes est faible, et pour celles qui en ont l'occasion, les conflits ne manquent pas. La confrontation entre l'optique féministe et l'optique de gauche atteint son apogée lors des débats sur la préretraite des femmes mariées et actives. Les féministes refusent la moindre discrimination positive en fonction du sexe, considérant que des mesures de ce type vont à l'encontre de la lutte pour l'égalité. Tandis qu'à l'opposé, la gauche soutient ce projet arguant du désir de protéger les femmes qui travaillent afin de garantir la cohésion familiale et les missions de la maternité. Le conflit s'avère majeur, quelques années plus tard les féministes se retirent de la scène syndicaliste.

La revanche ne tarde pas. De 1975 à 1985 le mouvement féministe se trouve en pleine expansion. Malgré le fait que ces représentantes ne soient pas nombreuses, le mouvement féministe arrive, avec ses propres luttes et ses conquêtes, à sensibiliser un nombre important de femmes travaillant dans le secteur des affaires publiques.

En 1984, la législation européenne en matière d'égalité concernant les relations professionnelles s'incorpore à la législation grecque (N.1414/84). Cette loi qui prévoit l'élimination d'une série de discriminations directes — qui concernent entre autres le salaire — contribue à la réévaluation des enjeux professionnels du point de vue du genre. Progressivement, un petit nombre de femmes syndicalistes prend conscience qu'à travers les syndicats mixtes où l'ordre viril se fait pesant, il est impossible de traiter des questions que la réalité salariale et plus globalement sociale pose avec vigueur.

En effet, les syndicats négligent l'accroissement progressif des femmes dans le marché du travail, leur insertion dans des spécialités hostiles à la présence féminine, l'augmentation des salaires qui ne peuvent plus être considérés comme des salaires d'appui dans le ménage, la montée du niveau éducatif, et les exigences d'un nombre toujours croissant de femmes en matière d'égalité dans le domaine du travail.

Au printemps 1988, se crée la fédération des employées de banque de la Grèce (OTOE : Osmopondia Trapezoupallikon Organoseon Elladas) : il s'agit de la première fédération syndicaliste exclusivement féminine, avec un caractère féministe bien marqué. Ce comité atypique n'est ni élu, ni nommé, il n'est pas non plus contrôlé par les partis politiques. Le comité des femmes OTOE remet en cause le fonctionnement des syndicats et la domination masculine en leur sein. Pour la première fois, il pose clairement la question du genre dans les actes syndicaux et donne la parole aux femmes salariées. Si les hommes syndicalistes élus permettent au comité d'exister, ils n'encouragent pas pour autant son fonctionnement.

A ce jour, au sein des syndicats, les données concernant la répartition par sexe des adhérents et des postes de responsabilités n'existent toujours pas. Seules les fiches individuelles des membres des syndicats du 1^{er} degré, auxquelles il est très difficile d'accéder, comportent ces informations.

De même, les organisations de 2^e (fédérations et centres professionnels) et 3^e degré (GSEE, ADEDY) ne jugent pas nécessaire de connaître le pourcentage de participation des hommes et des femmes aux élections syndicales. Il va sans dire que la problématique du genre n'a pas constitué un axe d'élaboration de leur politique d'action. Les seules données que nous possédons sont issues des comités (secrétariats) féminins, qui fonctionnent ou ont fonctionné au sein des syndicats de 2^e et 3^e degré. Ces données, dont la validité scientifique s'avère limitée, sont hétérogènes et non comparables :

Au sein de la fédération du 3^e degré (GSEE), en 2001, 31 des 65 fédérations n'ont pas de femme élue et dans 13 d'entre elles seulement 1 à 10% des élus sont des femmes. Les chiffres concernant les centres professionnels soulignent la même tendance. Dans les fédérations, qu'il s'agisse des domaines professionnels où les femmes sont traditionnellement sous-représentées (ex. : bâtiments) ou de ceux où elles sont sur-représentées (DEH, organisme correspondant à l'EDF en France, Fédération du Spectacle et de l'Audition, Fédération des Personnels au Sol des Aéroports, etc.), la représentation des femmes est nulle.

Quant au conseil d'administration de GSEE de l'année 2001, constitué après les élections de cette même année, nous retrouvons une seule femme (Maria Fragkiadaki) pour 44 hommes.

Précisons que dans le passé (et plus précisément de 1989 à 1992), le conseil d'administration de GSEE a été composé de 6 femmes (Maria Giatagana, Rea Gkouveri...) pour 39 hommes. Toutefois, ce chiffre est à relativiser au regard des

conditions d'accès à ces postes. En effet, à l'époque ces postes ont été attribués à des femmes à la suite de démissions d'hommes. Il s'agit là d'un schéma de fonctionnement très habituel pour les syndicats grecs qui en dit long sur la place des femmes dans le monde syndical. On retrouve la trace de scénarios identiques dans les actes des conseils administratifs entre 1992-1995 et 1998-2001.

En 2001, le conseil exécutif de GSEE est exclusivement constitué d'hommes. Le résultat s'inscrit dans la projection d'un film que les syndicalistes grecs connaissent bien. A l'exception des élections de 1989 (avec Rea Gkouveri), 1992 (Rea Gkouveri, Zoi Sokou, Foteini Sianou) et 1995 (avec Zoi Sokou) où les femmes ont pu décrocher respectivement 1, 3, et 1 poste dans le conseil exécutif, depuis 1981 le résultat des élections confirme que seuls 15 hommes sont en mesure de monopoliser les postes de pouvoir au sein de GSEE. Précisons que ce n'est qu'en 1992 qu'une femme, Foteini Sianou, se retrouve à la présidence de GSEE.

Afin de comprendre les pourcentages plus élevés de participation féminine dans les fédérations du 3^e degré intitulées ADEDY, il convient de prendre en compte le grand pourcentage de femmes qui travaillent dans le secteur des services, et plus généralement dans le secteur public. A l'opposé du sentiment de sécurité proposé par le secteur public, la précarité de l'emploi qui caractérise le secteur professionnel des entreprises constitue bien souvent un facteur dissuasif à l'engagement syndical.

Au sein de la fédération du 3^e degré, ADEDY, 9 des 46 fédérations en 2001, n'ont pas de femme élue et dans 12 d'entre elles, seules 10 à 20% des élus sont des femmes. Un certain nombre de fédérations enregistrent une participation féminine nulle, il s'agit :

- de la Fédération du 2^e degré des Enseignants des Ecoles Primaires (DOE : Didaskaliki Omospondia Ellados) dans laquelle, pourtant, les femmes et en particulier les féministes ont développé un rôle capital au fil du temps.

- de la Fédération du 2^e degré des Enseignants du Collège et du Lycée (OLME) un secteur constitué dans sa grande majorité par des femmes. Il convient de signaler que la fédération du 2^e degré correspondante dans le domaine professionnel privé (Omospondia Idiotikon Ekpedeutikon Leitourgon Elladas) enregistre un grand pourcentage de participation féminine. En effet, 33,6% des représentants ayant des postes à responsabilité sont des femmes.

Si la participation féminine au sein d'ADEDY s'avère être le double de celle des fédérations de GSEE, force est de constater qu'aucun bureau administratif, au cours de ces 20 dernières années, n'a fonctionné avec une majorité de femmes. Quant au conseil exécutif, il est constitué exclusivement par des hommes (N=17) depuis 1981, à l'exception de la période 1998-2001, qui a vu la participation d'une femme (Despoina Spanou) à ce conseil.

Comment expliquer les raisons de ce désinvestissement actuel ?

II) Analyse des données empiriques et résultats principaux

Afin de fournir des éléments de réponse à cette question, nous avons effectué et analysé un ensemble d'entretiens (N=15) auprès de responsables syndicaux permanents ; (seuls deux interviewés étaient de simples adhérents). La moitié des personnes interviewées étaient des femmes. Cette donnée initialement posée comme une conséquence contingente du réseau activé pour établir la prise de contact avec le monde syndical, s'est avérée en fin de compte d'un intérêt majeur pour l'analyse. En effet, le discours lisse des hommes, occultant bien souvent toute dimension conflictuelle et considérant la question de l'égalité comme un fait acquis, n'aurait pas permis de saisir la réalité syndicale grecque dans sa complexité.

Quant à la décomposition analytique de ces entretiens, elle a été organisée autour des axes suivants :

1) Résistances masculines et rapports d'égalité

Au sein de ce premier axe nous avons tenté de saisir — les enjeux du monde salarial et les différenciations qui se tissent entre le secteur privé et le secteur public concernant la structure professionnelle et les pratiques des salariés ; — les enjeux du monde syndical conçu non pas comme une entité close et unidimensionnelle mais comme un ordre sexué dominant en constante interaction avec le monde conjugal et/ou familial.

Un deuxième axe d'analyse se situe entre résistances masculines et changements en matière d'égalité au sein de la vie conjugale et/ou familiale.

Au sein de ce deuxième axe nous avons tenté de saisir : — les perceptions contrastées du genre face aux rapports d'égalité ; — les décalages et les continuités entre l'ordre du faire et l'ordre du dire.

Tentons de reconstituer les points d'analyse les plus frappants en passant progressivement des contraintes structurelles aux trajectoires.

1.1. Les enjeux du monde salarial et les différenciations qui se tissent entre le secteur privé et le secteur public

La gestion des ressources humaines en Grèce demeure différenciée selon les sexes. Cet élément se traduit tant à travers certains types d'emplois qui se conjuguent davantage au féminin (emplois précarisés par excellence) qu'à travers la division sexuée du travail : division horizontale (par activité, service...) et division verticale (hiérarchique). A l'inégalité qui se tisse dans le bas de l'échelle des rémunérations — réservé à la grande majorité des femmes — s'ajoutent les transmutations récentes du marché du travail. Ces transmutations, étroitement liées à la nécessité de garantir la flexibilité de l'emploi mais aussi à la crise économique

grecque, ont créé des nouveaux modèles professionnels fortement précaires où les femmes sont sur-représentées.

Au sein de ces modèles aucune structure syndicale n'a été développée jusqu'à présent et les syndicats existants n'ont pas montré un désir d'intégration et d'acceptation de ces salarié-e-s comme membres à part entière. De même que les élus syndicaux n'ont rien fait pour faciliter la création de nouvelles organisations syndicales au sein de ces domaines professionnels.

A ces données s'additionne le chômage féminin de longue durée, qui dissuade les femmes actives professionnellement de revendiquer leurs droits et, par conséquent, il constitue une entrave pour l'intégration de la population féminine dans le monde syndical et sa collaboration en matière d'action collective.

Quant à la signification de l'activité professionnelle, elle se différencie considérablement en fonction du sexe. Si les femmes accordent une place importante à leur activité professionnelle, qui est conçue comme une source d'épanouissement hors foyer, pour les hommes l'intérêt du travail féminin se traduit davantage en termes économiques. Autrement dit, il s'agit là plutôt d'une obligation que d'un choix, une obligation due à une réalité économique. Quant à l'exposition de la part des hommes de l'intérêt qu'ils portent à leur activité professionnelle, elle se construit dans l'incapacité à formuler des raisons précises. Tout se passe comme si homme et travail étaient synonymes, comme si l'absence des mots révélait l'allant de soi.

Concernant le clivage entre secteur privé et secteur public, précisons que les entreprises privées se différencient clairement du secteur public. Cette différenciation se construit autour de trois axes étroitement liés :

1^{er} axe : le climat autoritaire est particulièrement présent dans les entreprises du secteur privé, où le seul fait d'être une femme est problématique (voire cause de licenciement). La grossesse, la maternité ainsi que la résistance face aux harcèlements sexuels constituent des facteurs qui mettent en danger la place des femmes dans le monde salarial. Rien de tel ne semble orienter le mode de fonctionnement du secteur public. Visiblement éloigné d'une logique marchande, le secteur public ne méconnaît pas pour autant la division hiérarchique et les enjeux de pouvoir plus ou moins présents en fonction des spécialités et des postes de responsabilités. A l'opposé de ce que laisse transparaître l'analyse des données françaises, on peut constater qu'au sein du secteur public les femmes grecques loin d'invisibiliser leur situation familiale, la mettent au devant de la scène. Toutefois, précisons que cette invisibilité reste omniprésente dans le secteur des entreprises privées.

2^e axe d'analyse : au sein des entreprises du secteur privé, l'organisation des temps de travail s'avère inflexible, rigide ; une rigidité qui rend les salariés des

entreprises envieux de la souplesse du secteur public. Au-delà des divergences, les horaires s'avèrent très peu compatibles avec les rythmes féminins qui s'identifient comme des rythmes familiaux par excellence.

Ce constat se met en relief à travers l'organisation des temps de travail féminin autour du moment de l'embauche, les temps partiels, les congés maternels, les vacances. Une évolution se dessine avec le temps : le moment du départ (retraite et préretraite) ne semble plus, lui, dépendre d'obligations familiales. Certes toute cette flexibilité temporelle facilite l'articulation de la vie professionnelle à la vie familiale, mais cette articulation ne concerne que les femmes. Temporalité féminine et temporalité masculine ne s'enchevêtrent pas, elles se juxtaposent.

Et nous passons ainsi au 3^e axe d'analyse entre secteur public et secteur privé : davantage à l'écoute des préoccupations d'articulation entre vie professionnelle et vie familiale, le secteur public se démarque de l'immobilisme des entreprises privées en la matière. Certes les contre-exemples d'entreprise — de taille essentiellement petite, qui sont à l'écoute des inquiétudes de la vie privée — ne manquent pas. Mais pour obtenir quoi au juste ? L'évolution du modèle féminin ou la poursuite du rôle traditionnel que celui-ci implique ?

1.2 Les enjeux du monde syndical

Quant aux syndicats, la poursuite du rôle traditionnel se dessine clairement à travers leurs revendications en matière de maternité (congés, horaires souples, allocations familiales, crèches, etc.). Seule la demande pour l'égalité des salaires échappe à cette règle.

Au creux du monde syndical, rares sont les hommes qui voient les inégalités. Il s'agit là d'une première catégorie d'hommes que l'on nommera conservateurs ou conformistes. D'autres (les hommes en négociation, les novateurs) même lorsqu'ils sont en mesure de décrire ces inégalités, les naturalisent en faisant appel à la disponibilité limitée de leurs collègues femmes. Des conformistes aux novateurs, la faible présence, au même titre que la faible représentation des femmes dans les postes de pouvoir, se décrit comme « normale ». Du constat à l'aveu d'impuissance, la distance s'avère minime tissant les difficultés que rencontrent les hommes à céder leur poste de responsable, difficultés qui demeurent inavouables pour les conformistes.

Une chose est sûre : les syndicats c'est un monde d'hommes, un ordre sexué dominant ancré sur une vision monolithique du marché du travail comme si tous les salariés étaient des hommes. Les préoccupations se réfèrent et s'épuisent à ce modèle d'un homme blanc, orthodoxe, chef de famille, salarié à plein temps, assoiffé de pouvoir, sublimant ses côtés les plus négatifs et antagoniques. La mise en avant systématique de ce modèle, qui finit par le consolider, ne laisse aucune place à toute activité qui dépasserait la vie professionnelle ; débordement qui visiblement

ne constitue pas un souci pour la vie quotidienne des syndicalistes conformistes. Quant aux syndicalistes en négociation, même s'ils sont en mesure de décrire le débordement de la vie professionnelle sur les sphères de la vie quotidienne, ils n'envisagent pas pour autant des mesures de réajustement.

Quoi qu'il en soit, et en partant du principe que les syndicats représentent uniquement des hommes salariés, les délégués négocient des politiques d'action, des stratégies et des revendications en ignorant les femmes, leurs problèmes, leurs besoins. Ainsi, les femmes qui ne s'adonnent pas uniquement à un travail salarié, comme leurs collègues hommes, mais aussi à un travail non rémunéré (travail domestique) ne semblent pas reconnaître dans le monde syndical une réponse à leurs priorités, leurs angoisses, leurs dilemmes, leurs pressions, leurs confrontations quotidiennes. Les femmes, manifestement, ne peuvent pas cautionner la promotion des mesures et des discours qui cautionnent le rôle traditionnel parce que justement c'est lui qui reproduit les impasses et les conflits de leur quotidien.

A ces données d'analyse s'ajoute un mode de fonctionnement des syndicats qui est étranger aux femmes et finit par devenir répulsif. Prenons à titre indicatif les réunions prévues à des moments de la journée qui ne tiennent pas compte des temps « féminins ». Lors de ces réunions qui s'étalent à l'infini dans le temps, le climat est farouchement concurrentiel, et le dialogue ne semble pas vraiment fécond. De sorte, les marges d'osmose de ces deux mondes sexués (le monde des hommes et le monde des femmes) se trouvent amputées.

Si l'ensemble des interviewés (et ceci donc indépendamment du sexe) refusent de reconnaître des intérêts financiers symboliques ou autres à leurs démarches, une analyse plus pointilleuse laisse apparaître quelques incohérences. Soulignant les inconvénients d'un choix coûteux tant en énergie qu'en temps, nos interviewés n'oublient pas pour autant de remarquer qu'au sein de l'arène syndicale, les enjeux de pouvoirs se font pesants. Le syndicalisme apparaît comme le tremplin par excellence d'une carrière politique, mais tout cela ne les concerne pas. Entre « soi » et les autres la distinction est établie, la cohérence identitaire est garantie. Pour eux, la population interviewée, l'engagement syndical se présente comme une ouverture sur le monde de demain, une manière de construire un avenir meilleur. Pour *les autres*, les positions défendues sont souvent déjà prédéfinies par les partis politiques et les décisions se prennent davantage dans les coulisses du pouvoir que sur la table des négociations.

Indépendamment des divergences, le parcours se doit d'être long afin de saisir les enjeux de l'arène syndicale. Dans ce contexte, la prise de distance par rapport aux intentions initiales d'ordre individuel s'avère nécessaire et particulièrement pénible. Les femmes arrivent difficilement à se familiariser avec les mécanismes de pouvoir et l'esprit concurrentiel de ceux qui le possèdent. Dans leur grande majorité, elles s'affichent moins revendicatives et ambitieuses. Ainsi, beaucoup moins attirées par

le modèle souverain de l'homme syndicaliste, elles se contentent souvent de jouer des rôles d'assistantes.

Une chose est sûre : les femmes étant absentes des syndicats, elles sont aussi absentes des négociations collectives, de sorte que leurs besoins restent dans le silence. En outre, et malgré le fait que dans les niveaux les plus élevés des négociations collectives les syndicalistes font appel à des chercheurs et d'autres représentants du monde universitaire (spécialistes sur des questions telles que la sécurité, les impôts, le droit de travail etc.), jamais le besoin de faire appel à des spécialistes de la question de genre n'a surgit au sein du monde syndical. De la même façon, les propositions ne sont jamais examinées en fonction d'une problématique de genre.

Il va sans dire qu'à aucun niveau de la hiérarchie syndicale il n'existe de mesures visant à promouvoir l'ascension des femmes au pouvoir ou bien l'intégration des questions en matière d'égalité. Des programmes de sensibilisation des hommes et des femmes en matière d'égalité, des programmes de formation des femmes, ou encore les quotas, constituent des réalités inconnues pour les syndicats grecs constitués exclusivement d'hommes.

Seuls les comités, les équipes, les bureaux, les secrétariats des femmes qui fonctionnent plus ou moins à la marge de l'organisation syndicale s'intéressent à ces questions, sans pour autant avoir la possibilité de les intégrer dans les stratégies d'actions des syndicats. Lorsque les femmes ont eu à s'exprimer en mettant en avant la question de genre, elles l'ont fait à travers des schèmes d'actions distincts ou atypiques.

L'expérience de ces deux dernières décennies, telle qu'elle se transcrit à travers les récits des femmes interviewées montre pertinemment que ces types d'action ont été du moins dans un premier temps tolérés. Certains hommes syndicalistes ont même conçu leur arrivée comme un moyen d'amélioration de l'image de leur structure, en espérant qu'ils allaient s'occuper des affaires traditionnellement conçues comme féminines.

Néanmoins, au fil du temps, et dans la mesure où ces comités ont posé des questions qui mettaient en avant une idéologie féministe ainsi que la répartition du pouvoir syndical en faveur des femmes, ces schèmes d'actions ont été considérés comme une menace de la part des représentants officiels des syndicats. D'ailleurs certains des syndicalistes interviewés, que nous avons qualifiés de conservateurs, n'hésitent pas à décrire leur fonctionnement comme inefficace.

Tout nous incite à soutenir qu'au nom de la cohésion du prolétariat, les hommes syndicalistes considèrent que le seul moyen d'envisager les différences est de les

couvrir et d'ignorer leur existence. Les syndicalistes en renégociation se précipiteraient pour riposter que les comités et secrétariats de femmes n'ont jamais été envisagés de manière hostile. Et la voix des femmes répondrait : certainement non, mais ils ont agi dans un environnement débordant de tentatives de marginalisation, de dévalorisation, d'ignorance, de découragement, de refus d'appui économique, de critique stérile, parfois même de moquerie, qui a découragé certaines femmes qui voulaient entreprendre des initiatives syndicalistes.

Quant à la population féminine interviewée qui assume des responsabilités au sein des bureaux administratifs ou exécutifs, elle s'avère très exigeante avec elle-même. Elle pose des critères d'appréciation plus sévères que les hommes syndicalistes, et même si les femmes n'avouent pas de manière spontanée intérioriser les comportements masculins ainsi que les regards que portent les hommes sur elles, tout laisse paraître que leur survie dans le monde syndical présuppose l'intériorisation des normes et des valeurs propres à cet ordre viril : cette autre maison-des-hommes. Si les femmes syndicalistes sont incitées à démontrer des caractéristiques masculines au même degré que les hommes syndicalistes, si ce n'est plus, c'est parce qu'elles ont à faire face à des discriminations et des agressions qui renvoient à leur sexe, au moment où leurs collaborateurs hommes reçoivent des attaques concernant leurs positions syndicalistes et leur appartenance politique.

Le discours de ces femmes syndicalistes, qui fait preuve d'une problématique de genre largement structurée, contribue considérablement au développement de la conscience de genre, et à la mise à jour des discriminations que les femmes subissent dans le marché de l'emploi, sans oublier de mettre en avant la relation inéluctable de cette réalité professionnelle avec la répartition inégale des tâches dans la vie privée.

Et pourtant du côté des syndicalistes conservateurs, les critiques du fonctionnement syndical se font rares. Qu'il s'agisse du temps d'investissement (réunions syndicales, tournées, etc.), des enjeux de pouvoir, des divisions hiérarchiques, c'est pareil : des mesures d'amélioration ne sont pas envisagées. Quant aux syndicalistes en négociation, même s'ils admettent que les échanges entre les deux sexes peuvent être conflictuels, la réalité actuelle (conçue plus ou moins comme inégalitaire) est présentée comme la limite du changement. Si la perception d'une évolution des rapports hommes/femmes va de soi, elle a ses propres limites. Le discours se déplace, nous ne parlons plus de résistances masculines mais de résistances féminines aux changements.

Quoi qu'il en soit, le discours des hommes autour des résistances masculines face à la question de l'égalité est nourri de contradictions qui s'avèrent révélatrices du changement et de la situation de crise qui s'en suit.

2) Résistances masculines et changements en matière d'égalité au sein de la vie conjugale et/ou familiale

L'accroissement et la consolidation de la participation des femmes dans le marché de l'emploi n'ont pas influencé la répartition des tâches domestiques. Les hommes en participant de manière insignifiante aux tâches familiales, négocient dans le marché de l'emploi en étant déchargés des responsabilités familiales. L'analyse de la mise en récit montre clairement que la dimension familiale reste occultée pour les syndicalistes en renégociation, lorsqu'elle n'est pas ouvertement dévalorisée (syndicalistes conservateurs). Leurs négociations ancrées sur une position de force oscillent de manière indifférente du niveau individuel au niveau collectif (aucune distinction n'est établie entre les deux), qu'il s'agisse de négocier des rapports professionnels ou des relations interpersonnelles. Ainsi, l'engagement syndical ne s'avère guère modulable en fonction des aléas de la trajectoire.

En s'y identifiant jusqu'à la fin de leur vie, les syndicalistes n'hésitent pas à faire payer à leur vie familiale le prix d'une carrière syndicale. La seule différence se construit autour de la culpabilité que les syndicalistes en renégociation peuvent afficher envers leurs enfants par rapport à l'absence qu'ils leur ont infligée. Il va sans dire que l'articulation de la vie familiale et syndicale ne fait pas partie des problèmes masculins. Leurs femmes sont chargées de cela. Les maris, lorsqu'ils participent à la sphère domestique, le font à leur façon et cette participation ne s'inscrit pas obligatoirement dans la rupture avec les habitudes masculines traditionnelles (syndicalistes en renégociation), elle est plutôt le fruit d'une continuité, d'un héritage, d'une éducation, d'un modèle parental (conservateurs).

L'investissement déséquilibré entre la vie syndicale et/ou professionnelle et la vie familiale donne la mesure des résistances masculines aux changements. Et pourtant tensions et conflits ne manquent pas dans l'ordre du jour familial. Face à cette implication, par défaut, des hommes dans la sphère domestique, les femmes réagissent, anticipent, prennent leur distance, mais les négociations n'aboutissent pas à une remise en cause de l'ordre du faire. Le modèle masculin affirme haut et fort son omnipotence, mais de quelle nouvelle identité masculine parlons-nous ?

A l'opposé chez les femmes syndicalistes la dichotomie entre vie professionnelle et familiale s'avère particulièrement prégnante. Les femmes entrent dans l'arène de l'emploi en étant, et en se voyant chargées de toutes les responsabilités familiales. Lors de leurs négociations, un accord tacite va de soi : elles travaillent aussi ailleurs même si elles ne sont pas forcément payées. La grande majorité des discriminations qui se déroulent à leur rencontre se justifie en fonction de ce principe de base et des rôles multiples qui en découlent, rôles estimés dignes, parfois même sacrés, donc intouchables. Nous nous référons ici aux rôles de mère et de femme au foyer ; rôles qui continuent à être considérés comme prioritaires au détriment du rôle

professionnel, parfois même par les femmes elles-mêmes. La culpabilité qui se dessine dans les récits de ces femmes syndicalistes, qui prennent leur distance par rapport à ces stéréotypes, est à ce sujet révélatrice.

En se positionnant face à cette réalité, les syndicalistes grecques se distinguent en deux catégories : les premières, les battantes, loin de naturaliser les inégalités, soulignent leur caractère socialement construit et collectivement entretenu. D'autres, les dociles, reconstituent les confusions d'attitudes sur les situations d'inégalités ; une confusion qui marque le passage du public au privé. Entre décalage et continuum, le discours s'avère générateur de complexités qui commentent cette typologie empirique et lui confèrent toute sa légitimité.

Au-delà des divergences, ces femmes syndicalistes ne se plaignent jamais ou rarement des activités syndicales de leur mari ; or tant les femmes que les hommes syndicalistes confirment que l'engagement féminin dans la vie syndicale peut être source de conflits conjugaux et/ou familiaux.

A ce titre, il convient de préciser que même si les femmes ne se trouvent plus de manière provisoire dans le marché de travail, au sein de la famille leur salaire continue à être perçu, tant par les hommes conservateurs que par les femmes syndicalistes dociles, comme un salaire d'appui.

La charge du travail quotidien est telle que les femmes interviewées dans leur majorité absolue avouent ne pas avoir de temps libre et parlent de surmenage et de fatigue psychique cumulés. En parallèle, si les modifications que la famille a subi (apparition des familles nucléaires et monoparentales) ont diminué les possibilités de partager les tâches domestiques ainsi que l'éducation des enfants avec d'autres femmes de la même famille (au sens le plus large du terme), l'aide intra-familiale entre mères, belles-mères, etc. continue à marquer la réalité familiale grecque.

En quête de solution visant à gérer le quotidien, cette aide constitue un bon compromis permettant au contrat conjugal grec de faire face aux besoins du quotidien, sans remettre en question le rôle traditionnel de l'homme. Ainsi une logique de domination sexuée active d'autres logiques de domination intergénérationnelle au sein du même sexe (il s'agit là d'un élément analytique et non pas descriptif).

Cette entraide cherche à répondre aux pressions quotidiennes que subissent les femmes qui cherchent à s'occuper de la sphère publique ; pressions provenant tant de la part de leurs compagnons que de la part des autres membres de la famille afin qu'elles réduisent ou bien qu'elles abandonnent leurs activités extra-domestiques. Pourtant ce mode de fonctionnement basé sur l'entraide familiale reste occulté par les hommes lorsqu'il n'est pas fortement dévalorisé. La spontanéité des récits masculins se fait rare et les réponses aux relances s'épuisent en deux mots. Il s'agit

là d'une affaire de femmes. A titre indicatif, citons qu'aucun de nos interviewés ne semble tenté par le congé parental ou bien par un investissement quotidien plus systématique auprès des enfants. Dans le noyau familial, le statut de la femme syndicaliste ne semble pas investi d'un quelconque prestige, il est synonyme d'obligations et de charge psychique supplémentaire, jugé inutile.

La phrase qui suit décrit beaucoup mieux que n'importe quel sociologue aurait pu le faire les pressions du mari envers l'engagement syndical de sa femme :

Catherine : « Avant notre mariage, il m'avait promis qu'il m'aiderait, qu'il me soutiendrait, il connaissait déjà mes activités syndicales mais une fois qu'on s'est marié les conflits ont commencé pour atteindre leur apogée lors de l'arrivée du premier enfant. Mon investissement syndical a été la cause de notre divorce (...) Je n'ai jamais eu d'appui de son côté, il n'y a que ma mère qui m'a soutenue »

Visiblement il ne s'agit pas ici des sentiments d'abandon auxquels la femme pourrait réagir en ménageant son conjoint et en composant avec ses craintes. L'extrait décrit l'incompatibilité des rôles ; une incompatibilité apte à mettre le couple en situation de crise.

Face à ces situations, les catégories de significations liées à notre typologie surgissent de nouveau. Malgré leurs difficultés d'équilibrer vie syndicale, familiale et professionnelle, les battantes renforcent leur implication dans la sphère publique. En remettant ouvertement en cause la division sexuée du travail domestique, elles assument les situations de crise (rupture conjugale, divorce etc.) comme un allant de soi. A ce titre, précisons que la grande majorité des femmes qui possèdent des postes de pouvoir dans la sphère syndicaliste grecque sont divorcées. Constat qui vient aussi de manière spontanée dans la bouche des hommes syndicalistes grecs comme si le divorce était le prix à payer pour une carrière syndicale qui se conjugue au féminin. Il va sans dire que la compagne féministe et/ou son militantisme ne constituent pas d'après la population grecque masculine un moyen de prise de conscience des inégalités.

A l'opposé de cette catégorie, les « dociles » reproduisent la division sexuée du travail domestique, tout en faisant le compte rendu des conflits que celle-ci engendre. Loin de percevoir leur mari comme un cas atypique, l'exception qui confirme la règle, elles n'hésitent pas à se montrer critiques face à ses priorités.

Annick Coupé

Porte-parole nationale de l'Union syndicale-G10 Solidaires

Bonjour. Je vais parler à partir de mon expérience de militante syndicale de longue date et aussi de mon expérience de militante féministe engagée dans les luttes pour les droits des femmes. D'abord, je veux dire que le syndicalisme s'est construit sur un modèle masculin, en France comme dans les autres pays. Ce qui a été dit tout à l'heure par la personne venant de Grèce est tout à fait significatif. Même quand en France, il y a eu arrivée massive des femmes sur le marché du travail, en gros dans les années 60, ce modèle n'a guère changé... Je vais vous citer une petite anecdote. Je viens de la Poste, et à Paris il y a le service des chèques postaux qui, en 68, comptait 15 000 femmes. C'était un lieu de concentration de travail extrêmement féminisé. Et en 68, pendant les mouvements de grève, toutes les prises de parole qui ont été faites dans ce service n'ont été faites que par des hommes... C'était simplement un exemple pour montrer comment, historiquement, le syndicalisme fonctionnait : comme l'a dit Yannick Le Quentrec tout à l'heure, c'est la *maison-des-hommes*. Même si la réalité du monde salarié a pu déjà être différente dans l'histoire, elle l'est encore plus aujourd'hui.

Autre remarque : le syndicalisme a commencé à intégrer, ou du moins à prendre en compte, la question des inégalités hommes/femmes assez largement dans les années 70, quand il a été bousculé, pour ne pas dire plus, par les mouvements féministes. Ça, c'est aussi important à rappeler parce que sinon je pense que les évolutions positives, même limitées, n'auraient peut-être même pas eu lieu. Je pense qu'il faut garder ça en mémoire. Alors, moi je vais faire un certain nombre de constats, de remarques, à la fois à partir de ce que j'ai entendu cet après-midi, mais aussi à partir de mon expérience syndicale et vous verrez que finalement, ça recoupe beaucoup de choses qui ont été dites à la fois au travers de l'enquête, mais aussi au travers de l'analyse du syndicalisme en Grèce, qui prouve que quelles que soient les différentes forces syndicales, quelles que soient les réalités sociales des pays, on va retrouver des tendances lourdes et communes. Alors, tout d'abord, je pense qu'un constat qu'on peut faire dans toutes les structures syndicales, c'est la question de la différence très importante entre la base du syndicalisme et la situation dans les

structures du syndicat : parce que les femmes sont syndiquées massivement dans ce pays, mais on les retrouve peu dans les instances ! On peut dire que les femmes sont à peu près entre 30 et 40% des adhérentes du mouvement syndical français, mais on ne retrouve pas ces chiffres dans les structures de pouvoir.

Je peux donner deux exemples que je connais bien, celui de SUD-PTT qui est mon syndicat d'origine, sur ce qu'on appelle les secrétaires départementaux, les responsables au niveau d'un département, il y a moins de 10% de femmes. Par contre, si on regarde les trésoriers et les trésorières, il y a plus de 50% de femmes qui sont trésorières. La trésorerie est considérée comme une tâche moins politique ! Deuxième exemple : j'ai assisté au congrès de la FSU comme invitée il y a quelques semaines : dans le congrès de la FSU, il y avait un débat très important sur la recomposition syndicale, et sur ce débat qui était le débat central, il y a eu 70 intervenants et sur les 70 intervenants, moins de 10% de femmes alors que les femmes constituaient au moins la majorité des délégués. Sur les autres débats sur la plateforme revendicative, sur l'éducation, les interventions étaient très équilibrées hommes/femmes. Donc, ces deux exemples simplement pour dire que le problème n'est pas que les femmes ne sont pas syndiquées, elles sont syndiquées, mais évidemment, là où on se heurte à une difficulté qui, je pense, traverse tout le mouvement syndical, c'est bien la question des lieux de pouvoir et des lieux de décision.

Autre constat, là aussi qui recoupe des choses qui ont été dites, c'est le fait qu'il n'y a pas d'analyse de genre dans l'analyse syndicale. Par exemple, quand il y a une réorganisation dans une entreprise, le syndicat va travailler sur les conséquences de la réorganisation pour les salariés d'un point de vue global, soit en matière d'emploi, soit en matière de déplacement, soit en matière d'horaires, etc., mais en général, il n'y aura pas d'analyse, on ne se posera pas la question de savoir si les conséquences seront différenciées selon qu'on est un homme ou une femme. Cette question-là est rarement posée. Alors que, par exemple, si on regarde les réorganisations d'horaires, il est évident que le rapport au temps n'étant pas le même pour les hommes que pour les femmes, et bien ça peut avoir des conséquences beaucoup plus négatives pour les femmes que pour les hommes. Parfois, un simple changement d'horaire peut apparaître anodin.

Je peux donner un exemple : une réorganisation à France Télécom dans une agence commerciale. Il y a eu négociation et un accord considéré comme acceptable : pouvoir ouvrir une fois par semaine en soirée, jusqu'à 22 heures, parce que cette agence était implantée dans un centre commercial, et en contrepartie, il y avait une certaine réduction du temps de travail. Et ça semblait, vu de loin, tout à fait acceptable. Sauf qu'évidemment, ce qui n'avait pas été pris en compte, c'est que pour les femmes qui étaient majoritaires puisque c'était une agence commerciale et que la répartition des milieux de travail est comme ça, et bien elles devaient travailler un soir jusqu'à 22 heures. Pour nombre d'entre elles, ce n'était pas possible ! Ce

n'était pas possible parce qu'elles avaient des enfants en bas âge, qu'elles étaient, par exemple, en situation de famille monoparentale. Donc ce qui pouvait apparaître comme un équilibre acceptable globalement, si on prenait les salariés dans leur globalité, et bien pour une partie des salariés, là, en l'occurrence, c'était la majorité, c'était inacceptable. Et ça, les syndicalistes l'ont vu après. Ça veut dire que non seulement il n'y avait pas eu d'analyse concrète, mais qu'il n'y avait même pas eu de débat forcément avec les salariés concernés ! C'est un problème qui s'est souvent rencontré dans les négociations 35 heures. Dans les processus de négociations au moment de la mise en place des 35 heures, je ne suis pas sûre que dans toutes les entreprises où il y a eu des négociations, l'analyse de genre ait toujours été faite sur la question des compromis possibles à passer ou pas pour la mise en place des 35 heures. Et comme globalement, les 35 heures ont plutôt été un processus de flexibilisation du travail, et bien là aussi, je pense que ça a pu se faire au désavantage des femmes.

On pourrait prendre la question de la précarité ou du chômage : il y a un développement de la précarité et du chômage, mais là aussi, il faut regarder ce que sont les réalités pour les hommes et pour les femmes. On a dit tout à l'heure que dans les services publics il y avait la garantie de l'emploi ; je peux vous donner l'exemple de la Poste, mais on pourrait prendre d'autres services publics, le taux de féminisation à la Poste est aujourd'hui de 43%. On est presque à parité dans l'emploi. Si on prend les précaires, c'est-à-dire ceux et celles qui n'ont pas de statut de fonctionnaire, on est à un taux de féminisation de 75%. On voit bien pour prendre en compte cette réalité-là, la nécessité d'avoir une analyse *genrée*. Si on prend les débats sur les retraites, au moment de la mobilisation de l'année dernière, est-ce que vous avez beaucoup vu dans les débats publics, dans la presse, dans les positions des organisations syndicales que les mesures qui ont été prises, et bien, globalement, vont accélérer la dégradation pour les femmes de ce qu'elles vivent déjà en matière de retraite ? On sait déjà qu'il y a une différence de 42% en moyenne entre les pensions versées aux hommes et aux femmes ; il est clair que comme elles ont des carrières plus courtes, avec le nouveau système qui est mis en place, on prépare des générations de femmes qui vont s'appauvrir par rapport aux générations précédentes. Nous avons réussi à lancer un appel de plusieurs femmes responsables de différentes organisations syndicales, on a pu le faire publier dans le journal *Le Monde* pour dénoncer cette affaire-là, mais globalement, ça n'a pas été perçu comme un enjeu central de ce dossier.

Et je pourrais prendre des tas d'exemples comme ça. On constate qu'il n'y a pas suffisamment d'analyse de genre dans l'analyse syndicale globale.

Autre aspect, ce qui s'est passé sur le temps partiel : dans les années 80, c'est au nom de la conciliation des rôles des femmes, entre leurs responsabilités familiales et leurs responsabilités professionnelles qu'on a largement développé le temps partiel.

Et je dirais que globalement, le mouvement syndical s'est laissé embarquer dans cette affaire-là, à mon avis, sans mesurer, pour être gentille, le fait que ça allait considérablement dégrader le marché du travail, pour une partie des salariés et pour les femmes. Et cette idée de conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, évidemment, est un leurre total ! Bon, il suffit de regarder aujourd'hui le développement du temps partiel, c'est évidemment dans les boulots les plus déqualifiés et sur les tranches horaires qui sont complètement inconciliables avec la vie familiale. Bon, c'est globalement dans le commerce, dans le nettoyage, donc ça veut dire que c'est tôt le matin, tard le soir, le samedi... Donc, cette idée de conciliation vie familiale/vie professionnelle qui nous a été vendue pour développer le temps partiel, en fait se révèle un facteur de développement de la précarité et d'affaiblissement du salaire très important. La question qu'il faut se poser, c'est que si on avait développé le temps partiel et que ça avait concerné les hommes, est-ce que le mouvement syndical l'aurait accepté aussi facilement ? Bon, j'ai ma réponse, je ne le crois pas. Alors, je pense que tout ça, ça renvoie à quelque chose qui, à mon avis, est le fait que le modèle traditionnel qu'on a appelé la séparation et l'assignation de la sphère publique et de la sphère privée aux hommes d'un côté, aux femmes de l'autre, reste quelque chose de complètement prégnant dans l'imaginaire syndical comme dans la société en général et que, quelque part, c'est moins grave quand une femme est au chômage que quand un homme est au chômage, c'est moins grave quand une femme est à temps partiel parce que de toute façon, c'est un complément de salaire.

Donc, je pense que globalement, on est toujours dans ce schéma-là, même si la réalité est évidemment complètement différente. Parce que le nombre, aujourd'hui, de familles monoparentales, par exemple, le nombre de femmes qui sont en situation de chef de famille, etc., montre que la réalité n'est plus celle-là. Et je pense que d'une certaine façon, c'est le modèle traditionnel qui formate encore le syndicalisme... Alors, je vais un peu vite, évidemment, tout ça demanderait à être nuancé et puis des résistances existent, mais cela reste encore le schéma de pensée majoritaire. Si on retrouve toutes ces caractéristiques partout, dans toutes les organisations syndicales, quelles que soient leurs divergences par ailleurs, si on retrouve ces questions-là dans le syndicalisme grec, par exemple, mais on le retrouverait aussi dans d'autres pays, c'est bien qu'il y a quelque chose de commun qui va au-delà des particularités sociales, géographiques, économiques de tel ou tel pays ou des particularités de tel ou tel syndicat. Cette analyse-là est importante. Autre aspect que je voulais souligner aussi, c'est qu'on a obtenu en France, sur la question des droits des femmes, un certain nombre de lois. On en a obtenu notamment sur l'égalité professionnelle. Il y a un certain nombre d'outils qui existent aujourd'hui pour lutter contre les discriminations, en particulier les discriminations qui seraient liées au sexe. Si vous regardez, globalement, il y a très peu de dossiers qui sont montés par les organisations syndicales pour lutter contre les discriminations salariales, en s'appuyant sur ces lois, sur ces textes, même s'ils sont imparfaits. Ça renvoie à ce

que disait Yannick Le Quentrec tout à l'heure, il y a une reconnaissance globale des inégalités hommes/femmes, mais on ne sait pas forcément les identifier. C'est comme s'il y avait une espèce de déclaration d'intention, mais on ne regarde pas exactement comment se construisent et se perpétuent les inégalités salariales. On a fait un constat sur le fait que la loi sur la discrimination pour activité syndicale a donné lieu, à juste titre, à de nombreux recours des syndicats : là, on s'est bien appuyé sur la loi pour faire cesser les discriminations dont pouvaient être victimes des militants syndicaux. Mais lutter contre les discriminations syndicales, c'est aussi compliqué que de lutter contre les discriminations salariales envers les femmes. Et pourtant, dans un cas, les syndicats ont été capables de s'approprier l'outil juridique et dans l'autre cas, très peu.

La même chose sur les plans d'égalité professionnelle : même si la loi n'est pas contraignante, c'est un outil qui pourrait rendre visibles les inégalités sociales entre hommes et femmes dans les entreprises en matière de salaire, en matière de promotion, en matière de formation... Là aussi, on peut constater que non seulement les entreprises font très peu de rapports sur l'égalité, mais globalement, ce n'est pas un axe de travail prioritaire pour les syndicalistes. Je vais essayer ensuite de donner quelques éléments positifs parce que sinon, mes propos pourraient être décourageants... Mais avant, je veux réagir par rapport à ce qui a pu être dit ce matin sur le fait que ces modèles et ces constructions sociales des hommes et des femmes, bien-sûr provoquent des souffrances des hommes ! Bien-sûr que les hommes ne se retrouvent pas forcément à l'aise dans ce modèle, mais ce que je veux quand même dire c'est que même s'il y a une souffrance, il y a quand même encore des avantages pour eux !

Alors ça peut apparaître un peu provocateur, mais je pense que les deux constats ne sont pas contradictoires. C'est-à-dire qu'il peut y avoir souffrance dans un modèle sur lequel on ne se retrouve pas forcément, mais quand même, quelque part, on y a quelques avantages ! Parce que sinon, les choses évolueraient un peu plus vite si on n'était que dans la souffrance. Alors, comment donner peut-être quelques éléments pour voir comment on peut avancer ? D'abord, je pense que c'est très important de rendre visibles les inégalités, de les dire, de les décortiquer, de les asséner ! Ça, ça me semble très important. Il y a les inégalités évidemment dans le travail, mais pas seulement. Je pense qu'on ne peut pas disséquer les inégalités que vivent les femmes dans le travail des inégalités globales qu'elles subissent dans la société. Dire les choses, les nommer, c'est déjà commencer à pouvoir donner des armes pour les changer. Et ça, quand vous regardez globalement, c'est loin d'être fait dans les organisations syndicales, dans leurs publications... Encore une fois, je prends le mouvement syndical dans sa globalité. La deuxième chose, c'est donc rendre visibles les inégalités, ce qui veut dire que le syndicat doit se donner des moyens d'avoir une analyse sexuée, une analyse de genre sur les constats, sur les

revendications aussi ! Et à chaque fois de dire, est-ce que cette revendication va permettre une avancée pour les hommes comme pour les femmes ? Ou, peut-être qu'elle va favoriser les hommes, mais finalement pas les femmes, ou inversement. Donc, je pense que c'est important de toujours se poser ces questions-là sur l'état des lieux, sur les revendications, sur les modes d'action. C'est-à-dire que le syndicalisme est à la fois là pour analyser, pour poser des revendications, mais aussi pour trouver des modes d'action qui puissent être portés par la totalité ou la majorité des salariés concernés. Et parfois, les modes d'action ne sont pas appréhendés ou appréciés de la même façon par les hommes et par les femmes. Et je pense que ça, il faut aussi en tenir compte.

Sur la question des quotas, quand elle s'est posée en 1982 dans la CFDT où j'étais à l'époque, j'y étais tout à fait opposée, avec l'idée que c'était mécanique, que ce n'était pas comme ça qu'il fallait prendre le problème, que c'était d'abord une question de volonté politique... Et je suis aujourd'hui sur une position inverse : je défends l'idée des quotas parce que j'ai fait le constat, comme d'autres, que si on n'en passe pas par des mesures volontaristes à un moment donné, et bien c'est « le naturel » qui revient au galop. Et le naturel évidemment, c'est que les hommes sont toujours plus disponibles, ont plus d'expérience, de compétence, etc., je ne reviens pas sur les mécanismes et donc, de fait, à compétence égale, de toute façon, on retrouvera toujours un homme. Et la deuxième chose, c'est un argument qu'on nous donne souvent contre les quotas, celui de : « oui, mais ça va être des femmes potiches »... mais on se pose jamais la question des hommes potiches ! Je veux dire qu'on sait que dans les structures de pouvoir, parfois il y a des alliances qui se font et on fait monter des gens hommes ou femmes qui peuvent être des potiches, mais des femmes comme des hommes !

Donc je crois que la question des quotas est une question importante parce qu'à la fois, elle montre la volonté politique de l'organisation syndicale, avec un objectif politique de dire, qu'effectivement les femmes doivent être à tous les niveaux de responsabilité, à égalité avec les hommes, mais elle montre aussi, si on a des difficultés à trouver des femmes pour occuper des postes de responsabilité, et bien elle montre, elle rend visible, cette réalité-là. Parce que sinon, si on n'a pas ça, évidemment on trouvera toujours des hommes pour occuper les places et finalement, on s'habitue à ce que ce soit un fonctionnement qui reproduise les structures traditionnelles. Je pense aussi que c'est important d'un point de vue de l'image que donne l'organisation syndicale ! C'est-à-dire que l'organisation syndicale doit avoir pour objectif d'organiser la totalité des salariés hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes, salariés du public comme du privé, précaires, titulaires ou qui ont un statut, etc. Or les femmes sont aujourd'hui près de 50% dans le monde du travail et donc, ça veut dire que dans la représentation du syndicalisme, il faut aussi qu'il y ait des femmes pour montrer cette réalité ! Sinon, comment les femmes vont pouvoir

se reconnaître dans cette image du syndicalisme ? Je pense aussi qu'il faut réfléchir à comment permettre aux femmes d'acquérir de la confiance en elles pour justement dépasser un peu ces constructions sociales qui les conduisent souvent à refuser de se mettre en avant. Ça veut dire qu'il faut peut-être réfléchir, par exemple, au fait que les femmes puissent constituer des collectifs. C'est vrai que, dans une structure très majoritairement masculine où il n'y a que des hommes, si vous mettez simplement une femme toute seule, je veux dire, c'est quand même très difficile. Alors que les expériences qu'on a pu avoir d'arrivée de femmes à plusieurs, ont été un élément positif non seulement pour elles, mais aussi globalement, pour changer le mode de fonctionnement de la structure. Et ça, on s'est aperçu que c'était important non seulement pour les femmes, mais aussi pour les jeunes générations hommes ou femmes. Parce qu'on a des modèles syndicaux qui sont construits sur l'image du militant homme, qui a une « grande gueule », qui parle longtemps, qui a réponse à tout, etc.

Et on se plaint souvent de la désaffection du syndicalisme par rapport aux jeunes et de la nécessité de la relève, je pense que toute la réflexion qu'on peut avoir sur le fonctionnement des structures et l'amélioration pour faire en sorte que les femmes s'y intègrent, est quelque chose de positif pour les femmes, mais aussi pour la relève militante des plus jeunes, hommes et femmes. En tous les cas, je pense que c'est important de le prendre comme ça aussi. Je pense aussi que le fonctionnement des structures syndicales et l'arrivée de femmes doit permettre un fonctionnement plus collectif, un fonctionnement plus égalitaire et de faire en sorte aussi que tous ceux et celles qui ne sont pas des supers militants 24 heures sur 24, puissent trouver leur place dans le syndicalisme. Que tous ceux et celles qui n'ont pas que le syndicalisme dans la vie puissent aussi trouver leur place, même si, par ailleurs, ils ont une famille et ça les intéresse de s'occuper de leurs enfants, même s'ils ont d'autres activités sociales, culturelles. Cela suppose d'autres modes de fonctionnement et je pense que l'arrivée de femmes favorise ça. Je pense qu'on a tous assisté à des réunions syndicales qui sont des caricatures. Moi, par exemple, j'ai souvent fait le constat que des femmes qui s'inscrivent dans un débat, si elles entendent d'autres personnes qui ont dit la même chose que ce qu'elles voulaient dire, et bien elles vont se retirer, elles vont se rayer, elles vont dire : « ben c'est pas la peine, ça a déjà été dit, ça n'a pas d'importance que moi, je ne parle pas ». J'ai rarement vu des hommes faire ça. C'est-à-dire des hommes qui répètent ce qui a déjà été dit dix fois, mais ça ne fait rien, il faut qu'ils le disent. Autre constat qui peut paraître complètement anecdotique, mais qui est quand même intéressant, c'est qu'on a souvent remarqué, par exemple, des femmes obligées de quitter une réunion qui a été prévue de finir à 17 heures, mais qui sont obligées de partir avant la fin parce que les horaires ne sont pas respectés, parce qu'elles ont des charges de famille... elles vont partir en s'excusant et sur la pointe des pieds.

Des hommes, ça arrive, qui quittent une réunion parce qu'ils doivent prendre en charge leurs enfants, eux, ils vont le dire bien fort pour montrer quand même que ce sont des nouveaux pères et qu'ils assument leurs responsabilités ! Alors là aussi, ça peut paraître caricatural, mais à force de le constater un peu systématiquement, je pense que ça fait sens.

Dernière chose avant d'arrêter, c'est que je pense qu'il est aussi important qu'il y ait des lieux, des espaces dans le syndicalisme, avant on appelait ça des commissions femmes, il n'en reste plus beaucoup, mais je pense que c'est important qu'il y ait des moments, des lieux où ces questions-là puissent être abordées, qu'on puisse les dire, qu'on puisse y réfléchir collectivement. Alors, mixtes ou pas mixtes (personnellement, je suis pour des espaces non-mixtes), je pense qu'il faut des moments de réflexion particulière dans le syndicalisme là-dessus pour essayer d'avancer collectivement. On a, nous, une expérience depuis plusieurs années, qui est assez intéressante, c'est ce qu'on appelle l'intersyndicale femmes au plan national : on travaille ensemble, CGT, FSU et Union Syndicale-G10 Solidaires. Tous les ans, on fait un stage de deux jours qui réunit 300 à 400 personnes, majoritairement des femmes, même si c'est ouvert aux hommes, où on essaie de faire un travail de réflexion, à la fois à partir d'apports de chercheuses ou de chercheurs et aussi de témoignages de femmes syndicalistes, militantes, adhérentes. Et finalement, ce dont on s'aperçoit, c'est que quelles que soient les étiquettes syndicales des unes ou des autres, les problématiques sont strictement les mêmes. Et c'est aussi ça qui est intéressant, qui nous rapproche et qui nous permet d'avancer en commun. Donc ça, c'était quelques éléments peut-être pour avoir une vision moins défaitiste et pessimiste que ce que j'avais pu dire avant. Ce que je voudrais simplement dire pour arrêter, c'est que le syndicalisme n'est pas en-dehors de la société, c'est évident ! Donc quant aux rapports de domination qui existent dans la société, et bien le syndicalisme est perméable à ça. Mais par contre, le syndicalisme a quand même fondamentalement une fonction d'émancipation individuelle et collective et donc, s'il n'est pas capable de prendre en compte ces luttes contre toutes les formes de discrimination et en particulier les inégalités hommes/femmes, je pense qu'il laisse de côté une partie de sa fonction d'émancipation. Merci.

Philippe Buchet

Délégué permanent CGSP, Secteur Ministère, Belgique

Cette contribution se limitera à mon expérience acquise au sein d'une cellule relativement restreinte en regard du vaste domaine traité par les travaux de ce séminaire.

Un parcours professionnel exclusif de près de quarante ans dans un département ministériel (actuellement le ministère de la Communauté française de Belgique) réduit inévitablement le champs de vision que l'on peut avoir sur un sujet aussi large que l'égalité (l'inégalité !) des rapports entre les femmes et les hommes à l'échelon d'un pays, voire d'un continent.

Néanmoins, la photographie du sujet dans ce qu'on peut considérer comme un microcosme peut apporter ses spécificités propres dans un débat plus général.

Pour planter le décor, quelques précisions me paraissent essentielles :

la durée de l'expérience : près de quarante ans ;

l'entreprise : une administration fédéralisée comptant un peu moins de 5.000 travailleurs ;

la fonction : un agent d'un service public devenu au fil du temps, responsable de la plus importante organisation syndicale représentée dans le département ;

l'organisation syndicale : la Centrale Générale des Services Publics (CGSP) rassemblant 1.250 affiliés dans l'entreprise.

La problématique de l'égalité femmes/hommes est analysée dans deux créneaux distincts, soit au sein de l'administration, soit dans l'organisation syndicale.

Au sein de l'administration, l'évolution est spectaculaire au niveau des chiffres. La population féminine est passée, en quarante ans, de 35 à 55% sans que ce taux ne soit projeté automatiquement dans les différents niveaux de la hiérarchie, loin s'en faut ! L'égalité salariale est totale et les modalités d'organisation du travail

sont identiques. Ce qui implique que peu de besoins particuliers aux femmes soient pris en compte, par exemple, la dimension conciliation vie privée/vie professionnelle. Par contre, malgré l'existence d'un arsenal législatif et réglementaire récent, très peu de plaintes pour harcèlement sexuel ou moral sont déposées par le personnel féminin, en tout cas pas plus que par le personnel masculin.

A l'intérieur de l'organisation syndicale, l'évolution des affiliations peut être calquée sur celle de l'administration, mais le cheminement hiérarchique des femmes est nettement plus probant, et ceci à tous les niveaux. La présidente nationale de notre secteur est une femme et Mia Devits est présidente de la FGTB (Fédération regroupant toutes les centrales dont la nôtre, à l'échelon national).

Pour conclure, il n'est pas impossible qu'un engagement d'une aussi longue durée dans une organisation progressiste ait eu une incidence positive sur un comportement individuel particulier... et *vice versa* !

Table ronde

Hommes en renégociation

Animation

Vladimir Martens

*Directeur de l'Observatoire du Sida et des Sexualités,
Facultés universitaires Saint-Louis*

Intervenant-e-s

Alexandre Clemens

*Chargé de recherche, association Les Traboules
et*

Anastasia Meidani

Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Discutant-e-s

Jacques Marquet

Professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain

Christine Castelain-Meunier

Sociologue au CNRS, à l'EHESS, au CADIS

Jorgen Lorentzen

Université d'Oslo

Présentation

Alexandre Clemens

Chargé de recherche, association Les Troubles

et

Anastasia Meidani

Sociologue, ATER UTM II, Laboratoire du CERS/CIRUS

Auteur

Daniel Welzer-Lang

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

L *e contexte de cette étude*

Cette recherche s'inscrit dans une histoire. En 1992, après avoir réalisé une thèse sur les hommes violents dans l'espace domestique, nous nous interrogeons avec Jean-Paul Filiod sur les « nouveaux comportements masculins dans l'espace domestique ». En dehors des descriptions et analyses de ce que nous aurions aimé qualifier de manière optimiste *d'anciens* comportements masculins (la violence et le contrôle), nous voulions comprendre comment se réorganisaient les rapports de genre¹, quels étaient les effets, du côté des hommes, des revendications féministes

¹ Dans ce texte, rapports de genre, rapports sociaux de sexe, rapports sociaux de genre, sont considérés comme synonymes. Notre parti pris théorique est que le *système de genre* marqué par la domination masculine construit socialement deux sexes à travers une double socialisation hiérarchique et asymétrique des hommes et des femmes.

et antisexistes. Pour éviter d'en rester aux effets du discours, nous avons alors choisi de vivre de manière ethnographique au plus près des hommes étudiés : nous avons résidé CHEZ les hommes. L'étude avait abouti à décrire ce que nous avons nommé *le double standard asymétrique* (Welzer-Lang, Filiod, 1993). Nous avons montré concrètement, comme nous venons de l'exposer dans la première partie de ce rapport, comment le propre et le rangé, l'Ordre domestique, n'était pas vécu de la même manière par les hommes et les femmes.

Comment en 2004 — une fois intégrées les résistances masculines que nous venons de présenter — les changements actuels, les revendications pour *l'égalité entre les sexes*² qu'expriment mouvements sociaux ET directives européennes transforment et vont transformer le quotidien des millions d'hommes et de femmes qui habitent en Europe ? Comment, du côté des hommes, se renégocient les interactions du quotidien, les tâches si banales qu'elles en deviennent invisibles ? Voilà quelques-unes des questions que nous posons à nouveau, et ce, bien entendu, quels que soient les traits psychologiques qui organisent la sexualité des hommes ; autrement dit qu'ils soient classés hétérosexuels, homosexuels ou bisexuels³.

Premier constat que nous apporte la comparaison entre cette étude et celle de 1992, et ce à seulement 12 années de distance : alors que nous nous étions confrontés à de très fortes difficultés pour rencontrer des hommes sur qui nous pouvions émettre des hypothèses de changement, aujourd'hui nous avons eu pléthore de possibilités en Belgique et en France⁴. A l'écoute de ces hommes-là, mais aussi à regarder leurs modes de vie, il est indéniable que les hommes ont fortement évolué au cours de la dernière décennie, même si les temporalités des changements diffèrent fortement d'une aire culturelle à une autre (et ici entre les hommes qui vivent en Belgique et en France, et ceux de Grèce). Ceci ne signifie pas qu'il n'y a plus de

² L'« égalité entre les sexes » est l'expression ordinaire par laquelle on appréhende souvent la lutte contre la domination et les ségrégations des femmes, l'aliénation des hommes subséquente à la domination masculine, la fin de cette domination masculine. Si on accepte que les sexes sont le produit social et naturalisé d'un ordre social et politique hiérarchique (le genre), l'expression « égalité des sexes » est sociologiquement inadéquate. Nous y préférons *la disparition du genre*. Toutefois, dans un souci de compréhension, nous utilisons les deux expressions de manière indistincte.

³ Limiter les études sociologiques sur les hommes et le masculin (ceci est aussi valable pour les travaux sur les femmes et le féminin) aux seules personnes qui affichent une normativité hétérosexuelle correspond à une forme d'hétérocentrisme qui, outre sa nature foncièrement ségrégative et excluante, limite les possibilités fortement heuristiques d'appréhender le poids du genre (et du sexe du/de la partenaire) dans les modes de vie. La comparaison des couples homme/femme et homme/homme s'est révélée très instructive.

⁴ Sans limiter les changements aux seuls hommes (c'est-à-dire quasi tous en France et en Belgique) qui déclarent vivre autrement que leur père les rapports aux femmes et aux hommes.

domination masculine. Cela veut dire : 1/ que la domination ne se reproduit pas à l'identique 2/ que s'expérimentent aujourd'hui, concrètement et à grande échelle, les nouvelles relations entre les hommes et les femmes en Europe 3/ que face aux biais que représentent le peu d'études sur les hommes et le masculin dans une perspective de genre, nous devons forger des outils assez fins pour pouvoir traduire, appréhender, comprendre, comment se transforment, du côté des hommes, les rapports sociaux de sexe.

Le choix des hommes interrogés

Volontairement, nous n'avons pas voulu limiter notre étude aux seuls hommes militants (au demeurant en nombre assez réduit) qui expriment (voire qui proclament) qu'ils ont changé leurs rapports aux femmes⁵. Nous avons privilégié les hommes sur qui, quels que soient leurs discours, nous pouvions faire des hypothèses sur une ou plusieurs formes de changement par rapport aux modèles masculins traditionnels. Les quatre critères de sélection de notre échantillon étaient :

- la prise en charge des enfants,
- la rupture avec les schèmes parentaux,
- la répartition du travail domestique,
- une prise de distance avec la centralité du travail comme fondement identitaire.

Nous n'avons pas non plus limité notre étude aux seuls hommes en couple (que ce couple soit une union avec une femme ou avec un homme⁶), et nous avons privilégié des hommes entre 25 et 35 ans, en présupposant qu'ils avaient déjà dépassé la postadolescence (et ses errances), et que, d'une manière ou d'une autre, ils appartenaient aux générations qui intègrent au mieux les questions d'égalité des sexes. La grille d'entretiens comportait des questions qui touchaient autant aux représentations qu'aux pratiques, aux interactions avec les proches qu'aux perceptions intimes de la sexualité et de l'identité masculine. Héritage des études précédentes, les hypothèses de changements qui ont fondé notre grille d'entretiens sont exposées dans la première partie de notre rapport. Pour favoriser les mises en perspective, et en fonction des réseaux d'expertise de nos partenaires, les entretiens en Belgique ont été centrés sur des hommes gais.

Un premier volant d'entretiens réalisés et retranscrits, et après une première analyse sommaire, nous avons cherché des contre-exemples ou des cas de figure oubliés.

⁵ En sachant qu'un questionnaire spécifique a été adressé aux hommes et aux femmes qui collaborent avec les mail-listes antisexistes, féministes ou liées aux études genre en France et en Grèce.

⁶ Non seulement célibat et cohabitation semblaient (et l'hypothèse est largement vérifiée ici) être une des formes de changements des hommes, mais d'autres hommes vivent aussi en famille monoparentale.

C'est ainsi que dans une deuxième vague d'entretiens nous avons complété notre échantillon en intégrant des hommes plus âgés, des hommes issus de milieux militants (ou assimilés). L'ensemble a été analysé de manière qualitative par une analyse classique de contenu⁷. Si les hommes interrogés appartiennent majoritairement aux milieux urbains, l'intégration dans cette analyse de larges extraits tirés des entretiens avec les syndicalistes (réalisés par Yannick le Quentrec) modère quelque peu la disymétrie entre les hommes vivant en zones rurales et ceux des zones urbaines.

Les hommes dits en *renégociation* de France et de Belgique que nous avons étudiés sont majoritairement des urbains, en Grèce seule la moitié des hommes vit en ville.

Cinq entretiens de femmes ont été réalisés. Dans la mesure où ils ont confirmé les dires des conjoints, et pour ne pas rajouter de soupçons sur les discours des hommes, nous n'avons pas trouvé utile de les publier.

Les biais de recherche

Toute méthode a ses biais. Les entretiens ont été réalisés par des hommes et des femmes d'âges divers. Certains hommes étaient déjà connus par les chercheurs. A l'analyse, cela ne semble pas avoir provoqué de biais majeurs, toutefois les conditions des entretiens ont privilégié des attitudes différentes dans la présentation de soi. C'est ainsi que nous avons pu observer l'attitude d'hommes plus âgés qui parlaient à un *jeune* chercheur en tentant de lui transmettre (par une surabondance de détails) les conditions historiques des changements, d'hommes aussi qui parlaient à une chercheuse plus jeune en camouflant, sans doute, des parties de leur vie sexuelle (en particulier la fidélité), sauf en cas de connaissance préalable. Nous avons encore pu noter des réticences pour aborder devant un magnétophone des questions liées à l'usage de stupéfiants (et sans doute aussi l'utilisation, aujourd'hui dévalorisée en France, de sexe tarifé), pour évoquer la bisexualité, ou des questions intimes sur « les » femmes dans une demande d'échanges plus personnels sur cette question (les chercheurs étant alors ressenti-e-s comme spécialistes de ces problématiques). Parfois aussi, révélant des formes par lesquelles se construisent les masculinités en Grèce, affirmer haut et fort, devant une chercheuse, sa distinction avec les homosexuels, évoquer « sa » ou « ses » maîtresses (clandestines) pouvait passer pour une proposition indirecte. D'une manière générale, nous avons trouvé des hommes faciles d'accès, coopératifs, très satisfaits d'utiliser le cadre de l'entretien, de pouvoir s'entretenir des questions de genre, pour, une fois, parler et/ou débattre des hommes. Beaucoup ont ainsi confirmé le peu de lieux, d'occasions qu'ont les hommes de pouvoir parler d'eux. L'entretien a ainsi souvent pris la forme d'un bilan personnel.

⁷ 65 entretiens ont été réalisés sur les hommes dits en renégociation pendant cette étude : 26 entretiens ont été réalisés en France (24 hommes et 2 femmes), 12 hommes ont été interviewés en Belgique, 23 hommes et 4 femmes en Grèce.

Comparativement aux secrets affichés par certains Grands Hommes lors de cette étude — voir aussi sur ce sujet les travaux de Godelier (1982), de Welzer-Lang (1994, 2000) —, on peut dire que le dévoilement de secrets personnels dont les enjeux se révèlent collectifs (dans les rapports de genre) s'atténue avec la solidarité (proclamée et/ou vécue) avec les thèses égalitaristes, avec la distance (réelle ou imaginaire) de le/la chercheur-e avec le quotidien de l'homme interviewé ou les présupposés d'ouverture d'esprit que l'on prête à l'« étranger-e ». Les hommes parlent d'autant plus facilement que leurs propos ne pourront pas être convoqués contre eux. Ils sont aussi contents de parler pour que soit publiquement évoquée la situation des hommes. Bien étendue, la méthode de l'entretien privilégie l'instantané, ou plus exactement la recontextualisation et la réinterprétation d'événements passés à la lumière des événements présents. Ruptures, débats ou non-débats, rancœurs, nouvelles normativités ont sans doute impressionné les discours des hommes rencontrés. Chaque méthode a ses biais.

Dans cette présentation nous avons privilégié les traits saillants des discours sur l'égalité, les régularités, ou au contraire les points de désaccord qui nous semblaient faire sens. Rappelons que notre analyse est qualitative, qu'elle n'a aucune prétention de représentativité. En étudiant ceux que nous pouvions qualifier de « marges » (les hommes sur qui émettre des hypothèses de changements), nous cherchions d'abord, et dans ce premier temps, à essayer de mettre en avant les questions pratiques et théoriques que se posent, ou qui se posent aux hommes et aux femmes désirant vivre ce que l'on a l'habitude de nommer l'égalité entre hommes et femmes.

Biais : débats de valeurs et de partis pris

Au détour d'entretiens réalisés sur un autre axe de cette étude (les syndicalistes) est apparu un autre débat, des questions qui s'originaient dans la manière dont nous-mêmes chercheur-e-s problématisons les changements des hommes. Comment expliciter le fait qu'un homme qui assume seul travail domestique et soins des enfants en semaine puisse demander à sa compagne de s'en occuper les mercredis et les vacances ? Faut-il dire « qu'il se laisse aller » dès que sa compagne est présente ? Que le *naturel* (la non-participation des hommes) reprend vite le dessus ? Que dirions-nous d'une femme qui assurerait seule travail domestique et soins des enfants en semaine, et qui demanderait à son compagnon de s'en occuper les mercredis et les vacances ? Faudrait-il dire « qu'elle se laisse aller » dès que son compagnon est présent ou qu'il est normal qu'il assume *a minima* le travail domestique ? Traiterions-nous différemment les hommes et les femmes ? En fait, nous nous sommes rendu compte que nous avons tendance à ne pas considérer de la même manière les discours des hommes et ceux des femmes. L'approche féministe ne nous a-t-elle pas, et de manière heuristique, habitué-e-s à visibiliser (d'abord), puis à soutenir le point de vue des femmes souvent occulté dans des approches androcentriques ? La cause est entendue. Toutefois, ici, il s'agit de promouvoir des outils de sociologie

compréhensive pour essayer, autant que faire se peut, d'examiner les changements masculins.

Nous ne sommes pas les seuls à afficher des difficultés à intégrer les hommes et le masculin.

« A un père affirmant “je suis un père autant que la mère” je demanderais quand a été fait le dernier vaccin, quelle est sa pointure, à quand remonte sa dernière visite chez le dentiste, quel est le dernier bouquin qu’il a lu, le nom de son meilleur copain d’école... » déclarait en février 2004 (Ferrand, 2004 : 49) une sociologue féministe citant les conclusions de ses enquêtes de... 1984 ; tout en tentant de se distinguer des collègues, disait-elle, qui affirmaient (sans preuve) que « plus cela change, plus c’est pareil, voire pire pour les femmes ». Il y a peu de temps un collègue québécois publiait un article au titre provocateur, mais néanmoins problématique : « Les récits de vie des hommes sont-ils crédibles ? » (Dulac, 2000). La question n’est pas encore résolue.

Ne pourrait-on pas faire l’hypothèse que devant l’institutionnalisation rapide des études féministes, les trous, oublis, manques de recherches ou de réactualisations d’études passées — en particulier sur les hommes et le masculin — ont été comblés par la doxaïsation de connaissances anciennes, non-réactualisées, pas toujours dégagées des biais liés aux études militantes et en tout cas marquées historiquement. Ceci ne veut pas dire, bien sûr, que toute connaissance liée aux mouvements sociaux soit à rejeter

L’étude des hommes et du masculin ne peut pas, comme l’épistémologie féministe nous y invitait à ses débuts, faire l’économie d’un travail de terrain, de confrontations d’études différentes, qualitatives (comme ici) et bien sûr quantitatives.

Comprendre le genre, ses transformations, positives et/ou négatives pour l’égalité entre hommes et femmes, impose de ne pas recycler à l’envi les constats des études passées.

Bien sûr, nous sommes ici sur des marges du masculin, à la périphérie du centre viril que constitue le pouvoir des hommes sur les femmes. Pourtant, l’étude des marges éclaire bien souvent le centre d’un système, les nouvelles configurations des rapports sociaux ne naissent pas *ex nihilo*. Notre étude invite donc à la prudence quant aux biais que constituent les partis pris des chercheur-e-s.

Les résultats

Cadre des changements : l’égalité normale, intégrée à la modernité

Rappelons qu’en 1992, lors de l’étude précédente en France, affirmations de la normalité de l’égalité et moments de remises en cause se calquaient principalement et quasi exclusivement sur des parcours militants, la « rencontre » avec une femme féministe (dont les positions théoriques devenaient d’ailleurs LE féminisme).

Aujourd'hui la question de l'égalité a largement débordé les marges antisexistes. Pour un homme, se situer de manière discursive pour l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est s'intégrer à la modernité, au même titre que l'on s'affirme contre le racisme ou pour l'égalité entre les peuples et les cultures. C'est ainsi qu'Elisabeth Badinter commence une chronique sur LCI⁸ intitulée *La place des femmes dans la société française* : « Depuis le début des années 1970, la place des femmes dans la société est devenue l'un des critères incontournables d'une démocratie. C'est au regard de l'égalité des sexes que l'on mesure le mieux l'état d'esprit et de justice d'une société ».

Après cette affirmation obligatoire, souvent rappelée dans cette étude comme dans d'autres, certains hommes rencontrés, y compris parmi les hommes aux pratiques les plus égalitaires, ne voient pas en quoi cette égalité pose problème. L'inégalité existe, mais en dehors d'eux et de leurs parcours.

Les trajectoires individuelles : confrontation avec une/des femmes

En dehors du discours général sur l'égalité, nous avons voulu connaître quels étaient les moments où ces hommes disaient avoir pris conscience des effets, sur eux ou sur les femmes, de la domination masculine. Pour un certain nombre d'hommes français ou belges de plus de 40 ans, et en conformité avec nos résultats de 1992, les changements s'originent dans une rencontre avec UNE femme. Les autres hommes tirent souvent leurs questionnements d'un contexte collectif (voire d'une ambiance générale) où les femmes, dans le couple ou non, réclament des changements masculins. Pour les Grecs, ce questionnement apparaît exogène, au détour de leur itinéraire.

Quelques traces de culpabilité qui subsistent

Notons que la prise de conscience d'une « égalité à réaliser », autrement dit d'un mouvement dynamique où les hommes ont à modifier tous ou une partie de leurs comportements pour arriver à une relation égalitaire, est encore marquée d'une culpabilité par rapport aux femmes. Nous observons ce phénomène depuis 1975 dans certains pays industrialisés, depuis l'apparition des groupes d'hommes parallèlement au féminisme (Welzer-Lang, 1985, 1997). Les hommes grecs aussi se présentent comme progressistes, favorables à l'égalité, mais on ne retrouve pas de traces de culpabilité dans leurs discours. L'égalité apparaît comme proclamatoire, ou, nous le verrons, fortement différentialiste. Cela interroge de notre point de vue la place de la culpabilité dans le *processus de changement*. Apparaît-elle obligatoirement lorsqu'il y a prise de conscience ET *négociations* sur les changements ? En tout cas, la diminution puis la suppression de cette culpabilité chez les hommes proféministes des générations précédentes — ceux étudiés en 1992, et encore plus

⁸ Une chaîne d'information TV en France, émission sur LCI, 28/1/2004 ; Dépêche Agence France Presse.

en 1985 (Welzer-Lang, 1985) —, nous fait dire qu'elle n'est pas éternelle. La mise en renégociation amoindrit la culpabilité jusqu'à la faire disparaître.

Un phénomène égalitaire qui se diffuse

D'autres éléments nous font dire que l'égalité est en marche. Comme pour les sportives de haut niveau (Menesson, 2000), les premiers hommes antisexistes, même élevés dans des couples traditionnels, montraient dans leurs lignées familiales des figures féminines remarquables, des femmes (mères, grand-mères, alliées) qui montraient la non-naturalité de la domination masculine. Ici, excepté quelques cas notamment en Grèce, le changement des hommes ne s'explique pas par une exposition familiale à des modèles égalitaires (ou d'autres modèles de femmes). C'est la société, les biographies individuelles dans cette société qui imposent de manière normative discours et pratiques égalitaires. Dans le même registre, les pionniers de l'égalité étaient insoumis à l'Armée, objecteurs de conscience, médecins engagés avec des femmes pour l'avortement, prêtres pour le mariage, bref des hommes insoumis à un segment de l'Ordre masculin, ce qui avait, pour eux, abouti à remettre en cause l'Ordre viril lui-même (Armée, Eglise, médecine...). C'est ce que l'on retrouve pour les hommes de plus de 45 ans, mais pas pour les autres. Le phénomène d'égalité, de critique de la domination masculine, est parallèle à l'affaiblissement du rôle totalitaire et uniformisant (au sens plein du terme) de l'Ordre masculin tout entier.

Que s'est-il passé dans la dernière décennie ? Comment qualifier ce « switch » entre une période où seuls quelques hommes revendiquaient l'égalité, et aujourd'hui où celle-ci est intégrée au sens commun des aspirations collectives ? Nous ne disposons pas de tous les éléments pour y répondre, mais cela constitue à n'en point douter un nouveau cadre pour les études à venir sur les hommes et le masculin.

Expériences familiales

Des prédispositions familiales

Face aux interrogations sur le genre, un certain nombre d'hommes font état de modèles égalitaires présents dans leur famille d'origine. Il ne s'agit plus seulement de quelques femmes remarquables, mais d'une socialisation où ces garçons ont vu l'égalité (du moins en partie) en œuvre. Et la plupart des autres hommes rencontrés, tout en ayant une certaine conscience de la reproduction des modèles, **adoptent un discours critique sur ces modèles. Ils expriment une relative conscience d'un moment historique particulier.**

La prise de distance par rapport au père : Alors qu'en Grèce est surtout évoquée la fierté de reproduire les modèles paternels, l'affirmation de changements par rapport au père est un étendard commun dont se drapent la plupart des hommes de France et de Belgique qui ne sont pas issus de couples égalitaires. Ils ont même

tendance à y puiser la mesure des changements effectués tant dans les pratiques, dans les représentations des rapports hommes/femmes, que dans les notions de couple. La violence masculine est d'ailleurs souvent évoquée comme marqueur des générations masculines précédentes.

Les mères, les mamans

Parallèlement aux critiques du père, beaucoup d'hommes montrent une forte empathie pour la mère. Conformément à leurs options différentialistes, les hommes grecs critiquent le modèle du père absent (« un père absent, *aussi absent qu'un timbre rare* » dit un homme) et sacralisent statut et place de la mère. Notons qu'excepté pour les hommes homosexuels, cette idéalisation de la mère et de la maternité en Grèce s'accompagne, dans des franges importantes de la société grecque, de violentes diatribes homophobes.

La somme des critiques sur les modèles parentaux (père, mère, etc.), et plus encore leur omniprésence dans les entretiens français et belges dessinent une dynamique de changements qui apparaît comme un processus conscient et volontaire. En Grèce est à l'inverse souvent évoquée la volonté quasi impérialiste des pays européens riches d'imposer LEUR modèle d'égalité ; modèle critiqué pour les effets dévastateurs de l'individualisme qu'il produit.

Trajectoires conjugales : entre conjugalité et sexualité sérielle

Remise en cause d'un discours, individualisme/conjugalisme

De manière importante ces hommes de France et de Belgique décrivent une conjugalité sérielle, des mises en couples successives alternant aussi avec des périodes de célibat (volontaire ou forcé), de retour chez la mère (en Grèce), ou de cohabitation. C'est dans ces trajectoires que semblent se forger tout à la fois une forte conscience individualiste (où l'homme se pense sujet qui peut, ou doit, devenir le plus autonome possible) et les renégociations des rapports à l'Autre, que cet autre soit une femme ou un homme. La similarité des démarches pour les hommes, que l'idéal de leur couple soit une forme homme/femme ou homme/homme, nous pousse à penser que l'analyse de la renégociation des rapports entre hommes et femmes, l'analyse des rapports sociaux de sexe, doit croiser la montée de l'individualisme, attribut de l'époque actuelle que certain-e-s nomment postmodernité. Plus rares sont ceux qui décrivent des changements au sein d'un même couple. Et si les médias tendent à nous prédire le retour de l'Amour⁹, celui-ci est aujourd'hui, et dans le discours de ces hommes, une forme fortement revisitée et recyclable de couple en couple.

⁹ Voir aussi plus loin où le thème de l'amour est traité.

Place et transformations dues aux périodes de célibat, du « vivre seul », en particulier du célibat postconjugal

Autant le « premier » célibat, notamment après le départ du domicile parental, correspond comme l'a si bien décrit Jean-Claude Kaufman (1992) à une attente de partenaire, ou plus exactement « du » ou « de la » partenaire, Celui ou Celle avec qui les hommes vont faire couple, autant *le célibat postconjugal* semble être un passage de fortes remises en cause.

Et, du moins en France et en Belgique, les arguments plébiscitant ces périodes de célibat postconjugal sont nombreux dans les discours : peurs de perdre sa liberté, faire le point, avoir une plus grande liberté même avec la présence d'enfants, se dégager des contraintes domestiques liées à l'affectif, etc. Il se dégage des entretiens, mais plus encore de nos rencontres avec les hommes pendant cette étude, une impression plus ou moins diffuse que résume cet homme : « Les femmes en demandent trop, trop de présence et de temps à leur compagnon ». Cela pousse d'ailleurs certains célibataires... à le rester le plus longtemps possible. En Grèce, le célibat se prolonge aussi et de nombreux commentaires sociologiques y voient l'arrivée de l'individualisme dans ce pays.

Résistances aux changements ou insoumission à l'Ordre conjugal classique, aux injonctions conjugalistes des compagnes ? Le débat est ouvert et nous le reprendrons plus loin à propos du travail domestique. En tout cas, le célibat postconjugal est aussi pour certains hommes un moyen de « digérer » les critiques des ex-compagnes sur leurs insuffisances concernant le travail domestique. Le célibat postconjugal en France et en Belgique comme l'allongement du « premier » célibat en Grèce sont aussi, et dans des proportions importantes, une façon de différer les critiques des futures compagnes.

Célibat, cohabitation et prise en compte des paroles/revendications des femmes (ou des conjoints) sur le travail domestique

En Grèce, les hommes évoquent une multirelationnalité et/ou une sexualité sérielle avant la mise en couple qui s'identifie, rappelons-le, de manière massive au mariage, mais pas des mises en couples successives. Les seules exceptions sont exprimées par les hommes homosexuels. Autre particularisme : il est fréquent que, suite à une séparation, l'ex-conjoint parte revivre au domicile parental. On retrouve cette sexualité sérielle dans certains discours de gais belges.

En France et Belgique, différemment du couple nommé patriarcal par les premières théoriciennes féministes (Delphy, 1970 ; Guillaumin, 1978), on assiste bien à l'individuation des trajectoires que décrit François de Singly (2000). Ces trajectoires restent genrées, autrement dit différentes pour les hommes et les femmes dans leur incorporation de ce que doivent être la contribution et les apports réciproques de chacun-e. Mais, conjointement aux transformations des représentations de l'amour que nous examinerons plus loin, la fragilisation de l'idéal conjugal « à la vie, à la mort » est un cadre facilitateur des changements masculins.

D'autres exemples de ruptures sont aussi mentionnés en France, quand l'homme, suite au travail de sa conjointe **a dû assumer seul le domestique**, en particulier dans les couples plus âgés, dans des milieux sociaux plus populaires et ruraux, là où il est, semble-t-il, plus difficile de mener une conjugalité sérieuse.

En fait, les entretiens de France et de Belgique donnent à voir une somme diversifiée de situations où, pour des raisons différentes, l'homme, conjoint ou amant, père ou non, explique ce qui l'a amené à devenir un homme en renégociation qui alterne périodes de célibat volontaire et situations conjugales : Damien, qui vivait avec une femme « trop » traditionnelle et préfère le célibat ; Alex, qui lui aussi quitte sa compagne pour cause de non-modernité (en fin de thèse de doctorat, il veut pouvoir « présenter » une épouse moderne et non une femme au foyer) ; Louis, insoumis à la normalité conjugale (enfants/travail) ; Grégor, qui n'arrive pas à choisir entre une compagne et un compagnon ; Stéphane, qui se voit contraint à assumer seul l'élevage des enfants et le travail domestique... On mesure la variabilité des changements en Europe en l'absence de cas similaires en Grèce.

Les formes des changements

Solde de la socialisation de genre : entre recomposition de domination et renégociation

Alors quels sont les changements exprimés lors de cette étude ? Faut-il obligatoirement qualifier les changements des hommes d'évolutions masculines dans un sens plus égalitariste, de diminution de la domination ? Faut-il *a contrario* analyser leurs hésitations, leurs *résistances aux changements* demandés par leur compagne comme une stratégie pour maintenir la domination masculine ? En quoi consiste l'égalité conjugale ? Faut-il que les hommes, parce que dominants, acceptent de faire tout ce que leur compagne leur propose ou leur impose ?

On voit ici les difficultés théoriques auxquelles nous sommes confronté-e-s. Pour arriver à *l'égalité des sexes*, ou à ce que nous nommons de manière plus conceptuelle le *non-genre*¹⁰, il faut encore arriver à distinguer précisément en quoi consiste le solde de vingt siècles de domination masculine.

Ce solde, ici dans la sphère privée, est incorporé par les hommes, et d'une autre manière par les femmes, inscrit dans l'ensemble des représentations et pratiques

¹⁰ Le non-genre est un système sociopolitique où le sexe biologique des personnes ne détermine plus *a priori* les places sociales des hommes et/ou des femmes dans la société. A l'opposé du genre, du système de genre, qui crée socialement, construit et reproduit sans cesse deux catégories hiérarchisées de manière asymétrique (les hommes et les femmes), le non-genre, est une catégorie utopique (Dephy, 1991) pour penser les effets visibles ou invisibles, souvent incorporés en *habitus* et dispositions dites naturelles par la domination masculine (Bourdieu, Lahire, 1998).

quotidiennes. Dans la confrontation quotidienne entre hommes et femmes, ou entre hommes, que décrivent les hommes interrogés — qui rappelons-le, sont favorables à l'égalité — se dessinent les traits d'une renégociation où l'ensemble des micro-interactions qui font couple, ou relation, sont revisités.

Si certaines pratiques réfèrent explicitement à la peur de perdre les privilèges accordés individuellement et collectivement aux hommes, donc aux *résistances masculines aux changements*, aux formes contemporaines de *recompositions* de la domination, d'autres détails, notamment la prise en compte du double standard asymétrique, ont un statut plus ambigu. Bref, osons cette question et, exemples masculins à la clef, ouvrons le débat : c'est quoi un homme égalitaire ?

En tout cas, cela passe, d'une manière ou d'une autre par la confrontation, confrontation avec une/des femmes, confrontation avec un modèle d'homme, de père, confrontation avec soi et ses modèles incorporés en dispositions, confrontation entre ses modèles et ceux aperçus ailleurs, confrontation avec la vie quotidienne.

Travail professionnel

Nous le savons, pour les hommes (Dejours, Bourdieu, Welzer-Lang) c'est la centralité du travail, le travail professionnel qui crée la fonction, le titre, les honneurs, l'Honneur, la valorisation virile ; l'espace de l'entreprise, du bureau, de l'université ou du marché fonctionne comme terrain de jeux masculin où la *libido dominandi* trouve des lieux d'exercice. Les hommes doivent assumer cette guerre pour parfaire leurs images viriles, pour accéder aux grades masculins, aux statuts de Grands Hommes, ceux qui non seulement dominent les femmes (et en obtiennent des privilèges matériels et symboliques) mais aussi les autres hommes. A l'opposé de ceux, celles qui pensent la domination domestique première, fondatrice de la domination masculine dans le reste de la société, nous avons toujours explicité comment les rapports entre hommes et femmes sont aussi, pour les hommes, l'effet de la domination et de la lutte entre hommes, la structuration hiérarchique du masculin à l'image hiérarchisée du rapport hommes/femmes apprise dans la maison-des-hommes.

Ici, premier constat : la diminution pour certains en France et en Belgique, et ce de manière importante, de la valeur centrale du travail salarié, la prise de distance avec sa centralité (dans la pratique et/ou le discours).

Certains disent même leur bonheur de rester à la maison au lieu d'aller travailler, d'autres décrivent comment le travail est aussi associé à de la souffrance. **Et pour ces hommes urbains des classes moyennes ou qui vont le devenir, la valorisation, quand elle est évoquée, va souvent être liée à l'outil, en particulier l'outil moderne par excellence qu'est l'ordinateur.**

A l'opposé des analyses qui souvent montrent pour les femmes comment l'utilisation de l'ordinateur peut créer la flexibilité, la mise à disposition permanente, une

forme qui favorise l'enfermement domestique, l'ordinateur est ici tout à la fois un outil professionnel pour « monter » son entreprise et l'équipement dit ludique que les hommes acquièrent pour trouver un travail plus épanouissant. L'ordinateur (ou ses effets) est lui-même associé par certains à leurs jeux virils entre hommes.

Le travail est critiqué de différentes manières : à cause de la hiérarchie au travail, des aspects relationnels déplorable, notamment par la difficulté à assumer (ou supporter) la hiérarchie et à gérer les conflits (de nombreux hommes expliquent un « bricolage d'évitement »), enfin à cause de la « pression » que le travail exerce. Beaucoup le disent à l'envi : la pression du travail augmente. Dans ce monde, il faut être performant, toujours disponible... et eux ne le supportent pas.

Est-ce à dire que la remise en cause d'une partie de la hiérarchie domestique aboutit à des hommes inadaptés aux hiérarchies viriles en œuvre dans le monde du travail ? Cette affirmation serait alors conforme aux travaux de Christophe Dejours, pour qui la conformité d'attitudes entre espaces domestiques et espaces professionnels est un garant de bons fonctionnements psychiques. Le monde industriel, celui de l'entreprise, s'adapte-t-il ou devra-t-il s'adapter aux renégociations entre hommes et femmes ?

Le travail valorisé

Tous les hommes rencontrés ne sont pourtant pas aussi critiques vis-à-vis du travail salarié. Il est particulièrement vrai pour la Grèce, mais pas uniquement, que certains, à l'inverse, parlent encore du travail comme d'une valorisation, un épanouissement, un étayage psychique, une aide à leur équilibre, une reconnaissance sociale.

Nombreux dans ce cas sont les hommes qui assortissent le « bon » travail, valorisant, épanouissant, à la liberté ou non de disposer de temps libre, « un temps pour soi » (de Terssac *et al.*, 2002) et/ou un temps avec la conjointe, le conjoint ou les enfants (en France et en Belgique). Nous avons aussi noté cette particularité : le surinvestissement dans le travail en cas de célibat. Effets des *renégociations*, du refus des femmes de voir leur conjoint absent du domestique ? A l'opposé d'un couple traditionnel où l'homme peut accéder à une belle carrière ascendante grâce aux soins domestiques de sa compagne, *les hommes en renégociation* expliquent les liens entre le célibat et le surinvestissement professionnel.

Bref, malgré une distance critique sur la centralité du travail, celui-ci reste un élément incontournable de l'identité masculine. Et pas de travail (chômage, licenciement...) signifie tensions, parfois même dépression.

Mais le travail salarié reste premier en termes symboliques. Un constat peut paraître surprenant, et en tout cas suscite réflexions. Même pour ces hommes dits *progressistes*, qui émettent de nombreuses critiques sur le travail, celui-ci crée encore et toujours la hiérarchie dans le domestique, ce qui est plus problématique dans

une dynamique égalitaire : pour une partie significative des hommes rencontrés dans cette étude, l'investissement dans le travail salarié (la place qu'il confère, le temps qu'il organise) ordonnance les représentations hiérarchiques de la distribution du travail domestique, que les couples soient homme/femme ou homme/homme et, sauf en cas de garde alternée, rares sont les hommes qui ont réorganisé leur travail salarié en fonction du domestique.

Des utopistes de l'égalité avaient pu rêver de relations harmonieuses où l'individu-e aurait la place centrale, de relations où hommes et femmes auraient organisé leur travail, leur investissement professionnel à partir de leurs besoins privés, de leurs choix domestiques, affectifs. Force est de constater ici la prégnance du travail salarié. L'égalité domestique est d'abord un arrangement par rapport à la place que confèrent le salariat et le travail salarié.

Synthèse

Les hommes entrevus ici adoptent, pour la plupart d'entre eux en France et en Belgique des attitudes critiques sur les modèles de virilité traditionnels qui organisaient les rapports des hommes au travail salarié. Tous mettent en avant des redéfinitions d'un bien-être au travail qui allie les relations entre privé et public, et où le travail serait revalorisé (temps libre, argent, machines, relationnel...). Quelques-uns de ces hommes trouvent dans les nouvelles technologies, les nouvelles manières de télétravail, des formes qui les satisfont, où ils peuvent proclamer leurs choix individuels, travailler chez eux, et surinvestir à nouveau le travail, qui à ce moment-là est requalifié par rapport à sa nature progressiste — et l'idée de l'argent (qui reste une valeur importante, sans doute moins centrale) qui va avec. Bref, ils redéfinissent la virilité.

Le rapport au travail est toujours structurant des rapports de pouvoir à la maison, et ce quel que soit la nature du couple (HH ou HF), même chez ceux qui critiquent la centralité du travail. L'investissement au travail, ou le travail lui-même est encore et toujours évoqué comme résistance majeure à l'investissement dans le travail domestique.

L'affect est aussi un moteur de changements pour les hommes par rapport au travail, et ces changements peuvent avoir des effets rémanents, ne pas être que ponctuels.

Avant d'examiner le rapport au travail domestique, reste à soulever une question. La renégociation des rapports de genre semble aller de pair avec la contestation de la virilité traditionnelle, le refus d'être entièrement pressurisé, uniformisé, modelé par le travail, bref une mise à distance avec les hiérarchies créées par les modèles de masculinité. Comment ces évolutions de genre vont-elles influencer le monde industriel ?

Le travail domestique

Le travail domestique, ou la prise en charge des activités de production (nourriture, ménage, loisirs) et de reproduction (le rapport aux enfants quand ils existent), impose des interactions entre ceux, celles qui cohabitent, et ce quelles que soient

les formes de cohabitation : mariage, couple, habitat collectif, etc. Le travail domestique semblait être un des lieux privilégiés pour étudier comment les rapports de genre se transforment, accompagnent ou résistent à la marche vers l'égalité des sexes ; en particulier dans une analyse qui se veut universaliste. Nous voulions être attentifs, attentives, aux discours sur les modes d'organisation, notamment sur ce qu'il advient des difficultés de mettre en œuvre des actions dont l'idéal obéit à des logiques asymétriques, en particulier le double standard asymétrique sur le propre et le rangé qui semblait être un obstacle courant dans les couples se réclamant de près ou de loin d'une vision égalitaire.

Une première forme est apparue quant aux renégociations domestiques : le célibat. Celui-ci est aussi une forme de réponse masculine aux interpellations égalitaires, aux demandes des compagnes que l'homme investisse plus le travail domestique. François (30 ans, célibataire avec 2 enfants) résume assez bien un ensemble de paroles entendues : « Tu fais exactement les mêmes tâches qu'en couple, sauf que tu te fais pas jeter. Tu vois, on est pas en train de se dire "Ah il faut le faire, hein ! Mais tu l'as pas fait encore !" , bon, ça, ça existe plus. Je le fais, point. Enfin, tu vois, il y a pas d'œil superviseur, quoi ! »

En couple, traditionnellement on mesure les progrès de l'égalité au degré d'investissement domestique des hommes. Ici, certains hommes évoquent d'abord les difficultés de la double construction sociale du propre et du rangé, la subsistance du double standard asymétrique quant à la mise en route du ménage. Quelques hommes français présentent d'ailleurs des **positions de genre inversées : l'homme s'occupe de presque tout le travail à effectuer**. Mais — on voit ici l'intérêt scientifique de ne pas limiter les études de genre aux seuls hommes hétérosexuels — contrairement à des représentations essentialistes des sexes et du genre, nous voyons ici que l'intériorisation différenciée des normes du propre et du rangé est aussi présente dans les couples gais. Dans certains d'entre eux, l'un est plus *bordélique*¹¹, donc l'autre range. Et dans ces couples gais, la répartition obéit bien souvent aux hiérarchies sociales créées en dehors du domestique. Celui qui nettoie le plus (qui est mis symboliquement en situation de domination domestique) est le garçon le plus jeune et/ou celui à plus faible capital scolaire, financier, symbolique... même si ce modèle dominant souffre de nombreuses exceptions, notamment en fonction du *temps libre* laissé par l'investissement dans le travail professionnel.

Face aux difficultés de faire ensemble, une solution alternative et empirique semble avoir été adoptée dans plusieurs couples : le travail domestique chacun de son côté. Et bien entendu, les hommes qui vivent seuls s'occupent aussi, à leur façon, du domestique.

¹¹ Rappelons que les nominations vernaculaires sur le propre et le rangé ont souvent en français des connotations sexuelles et/ou scatologiques : bordel, foutoir, merdier, etc.

Toujours est-il, et sans vouloir tirer des conclusions hâtives, que dans notre échantillonnage « choisi » d'hommes en changements, 55% des hommes qui habitent en couple, en France (54,5%) ou en Belgique (55%), font au moins autant, mais bien souvent plus, de travail domestique que leur compagne ou que leur compagnon.

Il serait dangereux d'en conclure une quelconque généralité sur l'ensemble des hommes. Toutefois, cette nouvelle distribution du travail domestique révélée ici pose clairement le problème des outils, des indicateurs et des paradigmes d'analyse pour étudier l'évolution de l'égalité de genre.

Charge mentale, décharge mentale, routinisation, et externalisation du travail domestique

Nous savons cependant depuis les travaux de Monique Haicault (1984) qu'on ne peut limiter la question du travail domestique au seul faire. Il faut aussi intégrer la « charge mentale » du faire, l'anticipation, le sentiment de devoir prévoir, organiser.

En ce qui concerne les hommes qui vivent en couple, nombreux sont ceux qui disent que la charge mentale reste du ressort de leur compagne ou de leur compagnon. Dans cette catégorie, un sous-groupe est caractérisé par la « **décharge mentale** » : ceux qui souhaitent qu'on leur dise, qu'on les prévienne qu'ils doivent aider... Parfois aussi, en dehors de ceux qui vivent seuls, la charge mentale est assurée par l'homme interviewé. Nous avons d'ailleurs vu des découpages de charge mentale en Grèce qui, tout en suivant parfaitement le découpage public¹²=homme/privé=femme, ne correspondaient pas aux formes aperçues en France et en Belgique.

Le débat sur la prise en compte de la charge mentale est pourtant encore classique dans la sociologie du genre. Dans un couple, la charge mentale est assurée par l'un-e ou l'autre (mais plus souvent par l'une, dit la littérature féministe et nos études précédentes). La charge mentale est une contrainte psychique, cognitive, spatio-temporelle, une forme invisible et insidieuse liée au travail domestique, mais aussi pour les sociologues une réalité immatérielle qui a des conséquences matérielles directes, une forme organisationnelle que l'on peut circonscrire, évaluer, partager. Il est un autre élément apparu à la lecture des entretiens et qui nous a plus surpris encore...

La routinisation du travail domestique

Ne pas être obligé-e d'y penser avant, ne pas *se prendre la tête*, faire comme cela vient... Une nouvelle forme de prise en compte du désordre est apparue dans les entretiens : la routinisation¹³.

¹² dont les liens avec l'Ecole, l'administratif, la santé.

¹³ Ce concept est emprunté à notre collègue Anne Sauvageot (2003).

Sans doute peut-on toujours évoquer les décalages entre discours et pratiques, mettre en avant l'habituelle invisibilisation du travail domestique réalisé *in fine* par les femmes. L'ethnographie serait ici utile pour approfondir cette notion, ce qu'elle recouvre vraiment. Mais la récurrence des discours interroge. Et si nous étions face à une nouvelle forme de mise en œuvre du travail domestique ? C'est l'hypothèse que nous retiendrons ici.

En dehors des débats sur les parentalités et la charge mentale subséquente à la présence d'enfant(s) que nous examinerons plus loin, qu'est-ce qui fait qu'on passe de la « charge mentale » à la routine ? Quels obstacles sont-ils mis en avant pour distinguer le travail domestique routinisé des hommes et celui sous-tendu par la charge mentale des compagnes ?

Sans doute qu'une grande partie du travail domestique des femmes est aussi routinisé, en témoignent celles qui repassent... en regardant la télévision, celles qui déclarent faire à manger avec ce qu'elles trouvent dans le frigo, etc.

Peur de ne pas être une bonne mère, une bonne compagne ? Pressions de la parentèle ? Des stéréotypes ? Tout se passe comme si l'affect conduisait les compagnes, et non leur compagnon, à adhérer à un système normatif qui les oblige à une série de prévisions ménagères, y compris quand — et c'est le cas ici — le compagnon aimerait un autre système.

Nous l'avons dit, nous pourrions invoquer la mauvaise foi des hommes qui aimeraient ne rien faire tout en critiquant le fait que la compagne fasse. Mais la présence récurrente de remarques, y compris parmi les hommes qui assument dans les faits la majorité des tâches, pousse à forger d'autres hypothèses. Ne pourrions-nous pas dire que, dans ce moment historique où hommes et femmes essaient de réduire les effets de la domination masculine pour parvenir à ce que certain-e-s nomment l'égalité des sexes, nous sommes en présence dans la sphère privée d'une *renégociation* empirique où l'homme et la femme (dans un couple dit hétérosexuel) sont confronté-e-s à la mise en commun, aux débats engendrés par la double socialisation produite par le genre ? Les femmes, élevées en futures mères, épouses, valorisées dans le regard de l'autre (Belloti, 1974), se sentent obligées pour ne pas perdre la face de se présenter comme parfaites organisatrices ménagères ; elles mettent en avant une « charge mentale » liée à l'organisation pratique. Les hommes, du moins ceux qui prennent en charge tout ou une partie du travail domestique, et ce souvent suite aux critiques de compagnes précédentes, élevés dans des modèles industriels virils qui ont toujours dévalorisé le travail domestique (appelé corvées et/ou sanctions à l'Armée), « gèrent » ce travail domestique dans une économie de moyens. Souvent suite à des ré-apprentissages liés à leur célibat ponctuel, et autant que faire se peut, certains « routinisent » le travail domestique à effectuer.

Charge mentale et routinisation du travail domestique peuvent cohabiter au sein d'un même modèle familial. Conjuguée au double standard asymétrique en œuvre dans le propre et le rangé (les femmes sont préventives quant au ménage, là où ces

mêmes hommes sont curatifs), la routinisation masculine devient une position genrée de moindre coût, mise en avant dans les stratégies égalitaires des hommes par rapport à la charge mentale des femmes.

Externaliser le travail domestique

Une autre manière de concevoir le travail domestique est son externalisation. Une partie significative de ces hommes (et de leurs compagnes ou compagnons pour ceux qui vivent en couple) *externalise* le travail domestique par l'intermédiaire d'une femme (et plus rarement un homme) de ménage, l'utilisation de services. Si l'origine ou la décision d'externalisation sont diverses, les résultats sont identiques : ne plus supporter soi-même les contraintes domestiques. Différents cas sont apparus : — externalisation choisie par la compagne, — externalisation choisie par les deux du couple, — externalisation par parentèle, — externalisation choisie par le père qui vit seul avec ses enfants. D'autres cas sont plus curieux, ainsi dans ce couple gai, le compagnon paie une femme de ménage pour faire sa part à lui. Et nombreux sont les hommes qui explicitent l'utilisation de machines (aspirateurs automatiques, machines à laver...) pour le faire. L'utilisation de machines rapproche les hommes du travail domestique.

L'externalisation simplifie la vie de ces hommes, de leurs compagnes ou compagnons. En termes de rapports sociaux de sexe, l'externalisation observée en France, en Belgique et dans une autre mesure en Grèce (où l'entraide familiale assurée par les femmes est encore très présente) modifie assez profondément les conditions d'exercice de la domination masculine. L'externalisation permet, favorise, accompagne le travail professionnel des compagnes, l'investissement domestique des hommes, c'est donc un facilitateur d'égalité entre les sexes pour les couples ou les célibataires concernés.

Il restera à s'interroger sur son sens plus profond, y compris en termes de rapports sociaux. L'externalisation massive du travail domestique par l'utilisation de migrant-e-s souvent sans papier, comme le port d'habits fabriqués dans le tiers monde (ou dans d'autres contextes l'utilisation de personnes prostitué-e-s issu-e-s de trafics des pays non-européens), est parallèle, consécutive à la mondialisation. Cette mondialisation a inscrit dans ses nouvelles valeurs l'égalité des sexes. Pour qui ? Pour les femmes et les hommes des pays développés, sans doute. Les conditions de travail, la situation souvent irrégulière et « sans papier » des « femmes de ménage », le travail au noir qui préside cette externalisation, doivent nous interroger.

Ne pourrions-nous pas faire l'hypothèse que l'égalité des hommes et des femmes des pays riches se fait conjointement à la surexploitation de personnes, et en particulier de femmes, issu-e-s de pays pauvres, du tiers monde ?

Sans vouloir développer plus avant cette analyse, ces questions méritent d'être posées, d'être analysées en termes de rapports sociaux de genre ET en termes de rapports de classe, de rapports nord-sud et interethniques.

Si les témoignages sur la diminution du double standard asymétrique sont fréquents, où chacun-e s'arrange avec les normes de l'autre, lâche prise, d'autres hommes disent que la renégociation n'est ni linéaire ni sans problème. Plusieurs entretiens abordent aussi les obstacles au « lâcher prise » : la compagne qui nettoie avant le passage de la femme de ménage, la mère craintive qui a peur que l'homme s'occupe mal des enfants, etc.

Parentalités

Les vécus de paternité sont multiples. Trois cas se sont présentés : les hommes en couples avec des enfants, ceux qui élèvent seuls leur progéniture, et ceux en Grèce qui font élever leurs enfants par leur mère. Notons tout de suite que parmi ceux-ci, excepté quelques hommes syndicalistes encore aigris par les conditions juridiques de la séparation, nous n'avons pas trouvé d'« hommes en colère » contre une/des femmes, encore moins de pères divorcés revanchards. Tout laisse à penser que, mariés ou non, la séparation à l'amiable soit la règle parmi ces hommes en renégociation et leurs proches.

Premier constat : devant les difficultés actuelles liées au couple, à l'articulation entre public et privé, à l'exercice des parentalités, **certains hommes affirment leur non-désir d'enfants ou, notamment pour les hommes gais, leur incapacité à en avoir ou la complexité que cela représente.**

D'autres évoquent des « paternités heureuses ». Soit l'homme s'occupe de son/ses enfants de manière conséquente (on a eu le cas de *pères kangourous*), soit les hommes décrivent un partage « harmonieux » : tout près les un-e-s des autres, une garde alternée dans une proximité géographique, avec des temporalités rapprochées : une semaine sur deux est souvent évoquée.

Mais en dehors de ces cas les plus couramment cités pour illustrer le partage de l'autorité et des tâches, d'autres formes de difficultés sont apparues dans les discours.

Les difficultés de la paternité : rassurer les hommes

En dehors même des débats en cours dans certains pays sur l'homoparentalité, le libre exercice de la paternité, la prise en charge « égalitaire » des enfants se heurtent encore à de nombreux obstacles. Beaucoup se réfèrent aux stéréotypes sexués, stéréotypes des hommes, de leurs compagnes, et stéréotypes des administrations publiques et sans doute de l'Etat.

Premier constat : l'héritage du patriarcat, où allaient de pair pouvoir des maris/pères, pères absents de la scène domestique et exclusivité des mères sur l'élevage des enfants, a laissé des traces dans la non-assurance de certains hommes sur leurs capacités à s'occuper des enfants.

Pressions des stéréotypes sur les mères, non-croyance aux capacités masculines à s'occuper des enfants, découvertes des joies (et des contraintes) du paternage après une séparation ? Toujours est-il, en général ici en accord avec la mère, qu'un moyen trouvé par certains pour s'assumer père correctement est la prise de distance

avec l'ex-couple conjugal ou parental en espaçant l'alternance : certains évoquent une distribution temporelle sur un temps long (une année sur deux) pour la prise en charge des enfants, ce qui donne le temps de la reconquête du lien avec les enfants, d'autres éloignent les domiciles.

Ces mesures tentent de répondre aux difficultés de la répartition entre hommes et femmes de la charge mentale parentale. Plusieurs hommes, en dehors de la Grèce, expliquent ainsi les obstacles pour « partager les tâches » liées à la scolarisation des enfants, les difficultés qu'ont leur conjointe, ou leur ex-conjointe, à se désapproprier les fonctions et les tâches publiques liées à l'enfance : contact avec les enseignant-e-s, les administrations, etc. Ceci peut d'ailleurs devenir un obstacle aux nouvelles parentalités.

Témoin cet homme qui parle de son essai d'obtenir un congé parental et qui s'est vu opposer la logique non-égalitaire actuelle des administrations en France selon laquelle seul-e un-e parent-e est pris-e en compte pour le congé parental. D'autres explicitent comment l'institution judiciaire, en dehors des conflits sur le droit de garde (largement médiatisés) résiste à entendre la prise en charge masculine des enfants. Cette situation a l'air d'avoir peu changé en vingt ans en France.

L'absence de conflits sur la garde ne veut d'ailleurs pas dire que les séparations ne soient pas difficiles, productrices d'angoisses, qu'il ne soit pas difficile pour l'homme ou la femme de s'entendre. Bref, l'institution judiciaire, ses lois et les pratiques des professionnel-le-s du droit ou de l'aide sociale, les stéréotypes sur la maternité ou la paternité, se conjuguent souvent pour s'opposer aux prises en charge masculines volontaires des enfants.

On a beaucoup écrit sur les pères. Souvent, sous prétexte de paternité, les écrits sont tournés contre les femmes : d'un conflit avec une femme, certains hommes, certains groupes, ont généralisé vers un conflit avec toutes les femmes. Cependant, et nonobstant ces formes souvent virilistes, la question du « partage » de l'enfant reste entière.

La sexualité

En explorant les représentations et les pratiques des hommes rencontrés en matière de sexualité, nous relevons à nouveau un double standard asymétrique opposant homme et femme du couple. Nous expliquions dans le *Dictionnaire critique du féminisme* ce clivage en œuvre dans les modèles d'union traditionnels : les femmes vivraient en général¹⁴ dans l'érotisme un *continuum* avec un avant, un après, une association entre excitation sexuelle et sentiments, affects, une influence des

¹⁴ Il s'agit bien évidemment d'une analyse globalisante liée aux constructions sociales, autrement dit, cette catégorisation présente des variations individuelles et collectives. L'utilisation du passé vient montrer les manques actuels pour réactualiser ces connaissances.

conditions qui entourent le désir. Comme le suggère aussi Michel Bozon (1998), la relation sexuelle serait plus associée au renforcement du couple, du deux, de la fusion. Les hommes (et sans doute pour les femmes aussi de manière plus importante qu'avant), conformément aux modèles pornographiques, matrices de l'idéal masculin, vivent davantage sexualité et érotisme dans un *discontinuum* avec parcellisation du corps et du temps, dissociation entre érotisme et affect. Et là où les femmes recherchent (en général) un tout-en-un, un homme qui soit mari et ami et amant, les hommes tendent à dissocier compagne ou épouse et femme que l'on désire (putain ou salope). Remarquons à ce niveau que le modèle de multirelationnalité gai est un bel exemple d'expression masculine de sexualité.

Dans une étude que nous avons effectuée sur la polygamie masculine dans la sexualité (Welzer-Lang, 1998, 2001), nous avons facilement montré les conséquences de cette double construction sociale dans la (re)négociation des formes érotiques communes ; notamment, comment des femmes sont souvent sommées de se soumettre à l'érotique pornographique masculine. Par la suite, Michel Bozon a proposé une typologie sur la construction de soi, l'expérience intime, dans la sexualité. Il a fait « l'hypothèse qu'il existe des configurations distinctes, en nombre limité, qui associent de manière stable des pratiques de la sexualité et des représentations de soi ». Ces types d'*orientations intimes*, comme il les nomme, « constituent de véritables cadres mentaux qui délimitent l'exercice de la sexualité, définissent le sens qui lui est donné et induisent le rôle que la sexualité joue dans la construction de soi » (p. 13). Dans les enquêtes, il repère conjointement le modèle du réseau sexuel, le modèle du désir individuel et le modèle de la sexualité conjugale.

Aujourd'hui, à l'analyse des matériaux de notre recherche, nous pouvons avancer que l'adéquation entre une volonté égalitaire et cette double norme asymétrique, la confrontation entre des personnes (hommes ou femmes) et la typologie des orientations intimes sont problématiques. Dans les entretiens, le constat de différence des rapports à la sexualité entre les deux membres du couple est important, et quasi unanime.

La différence des rapports à la sexualité ne concerne pas que les hommes en couple avec une femme, les gais entrevus en témoignent aussi très largement.

Nous avons voulu savoir les effets, s'ils existent, des aspirations identitaires sur le vécu du double standard asymétrique. Une première distinction avec les modèles virils et dichotomiques traditionnels des hommes est l'affirmation par quelques-uns du non-passage à l'acte. Les désirs multiples existent, mais certains hommes disent « ne pas vouloir les concrétiser », distinguant désirs et passages à l'acte. Une nette majorité des hommes exprime pourtant des constructions multisexuelles qui dissocient sexualité et liens conjugaux. C'est bel et bien la question de la « fidélité » qui concentre de nombreux débats.

Les questions liées à la fidélité conjugale

Confrontée au double standard dans la sexualité et ici aux désirs multiples (dits masculins, la fidélité conjugale pose problème ; du moins dans les couples composés d'un homme et d'une femme, puisque même si l'infidélité n'est pas neutre pour eux, les hommes gais disent en général accepter plus ou moins facilement les autres désirs sexuels de leur partenaire à condition qu'ils ne dépassent pas la sphère sexuelle. La dissociation entre affects et sexualité ne leur pose pas, ou peu, de problèmes. En tout cas, et différemment des propos concernant l'hétérosexualité, l'ensemble des discours des hommes gais montre des facilités pour aborder ces questions.

Pour les hommes qui vivent ou ont vécu en couple avec une femme, les désirs masculins, largement naturalisés, confrontés aux exigences conjugales de fidélité, sont une pierre angulaire, un point d'achoppement des relations. Quant à l'infidélité des compagnes, les hommes montrent aussi des positions variées, qui passent de l'acceptation relative au constat du décalage entre discours et pratiques, ou à la disymétrie entre ce qu'ils s'autorisent et ce qu'ils sont prêts à accepter de leur conjointe.

La fidélité apparaît tel un *contrat affectif à topographie variable*.

Notons que plusieurs hommes mentionnent la transformation de la sexualité conjugale après le premier enfantement. C'est très courant en Grèce où de nombreux hommes font valoir le recours à des prostituées ou des maîtresses après l'arrêt de sexualité conjugale qui suit l'enfantement ; ces transformations où la baisse de libido féminine est invoquée ont aussi été trouvées dans les discours des hommes vivant en France.

Devant les difficultés à s'accorder sur la fidélité, quelques rares hommes abordent les débats sur d'autres formes d'union à inventer, notamment le *polyamour*, mais tous disent que leurs changements dans la sexualité, et ailleurs, s'accompagnent de plaisirs nouveaux.

Pornographie, chats, etc.

En regard avec les débats actuels sur le commerce du sexe, ses produits, et face à l'expression de constructions sociales où la sexualité masculine s'alimente souvent d'images exogènes et extérieures au relationnel, d'images associées au désir dès la petite enfance — la socialisation par la pornographie dans des groupes d'enfants (Welzer-Lang, 1994, 2000) —, nous avons voulu savoir ce qu'il en était de la consommation pornographique de ces hommes.

Les hommes hétérosexuels se montrent majoritairement critiques sur la pornographie, celle-ci est refusée par certains pour ses aspects répétitifs et non-excitants, ses contenus sexistes et violents, quelques-uns y adhèrent en fonction des périodes de vie. Rares sont les hommes qui la justifient ; ou alors est alors invoquée la pulsion « naturelle », « bestiale ».

Un certain nombre d'entre eux disent avoir trouvé ou aimeraient imaginer des formes « alternatives », moins sexistes et plus jouissives de mises en scène du désir. *A contrario* les hommes gais disent apprécier la pornographie gaie, et pour certains l'utiliser dans leur vie sexuelle.

La plupart des gais et quelques hommes hétérosexuels disent utiliser *chats* et cyber modes de rencontres pour trouver des partenaires sexuels, en particulier lors des périodes de célibat. Notons que la tolérance (voire l'acceptation pleine et entière) de la sexualité récréative du partenaire (donc sans création de liens sociaux, et encore moins sentimentaux), est une valeur largement partagée par les hommes homosexuels. Seuls quelques-uns critiquent l'aspect de consommation que revêtent dragues et multirelationnalité.

De manière assez générale, *chats*, pornographies, images exogènes de nudités sont souvent convoqués lors des périodes de célibat pour « combler » un vide. L'autoérotisme apparaît alors comme une sexualité par défaut.

L'Amour

L'amour atemporel, à la vie à la mort, existe. Quelques hommes le disent ou veulent le croire, quand d'autres ne croient pas ou plus à cette immanence du désir. La plupart des hommes rencontrés développent d'autres notions de l'amour. D'une part, certains expliquent un nouveau romantisme, dans une vision sérieuse de l'amour. D'autre part, certains hommes font valoir une logique gestionnaire des sentiments. Ils expliquent leur attention à ne pas être amoureux pour ne pas se mettre en danger, pour se protéger.

Dans un entretien récent accordé à la revue *Le Minotaure* (n°11, décembre 2003, page 27), François de Singly affirme que la fidélité est une valeur centrale des couples hommes/femmes, le rempart actuel contre l'insécurité provoquée par les modifications du rapport au travail, les incertitudes créées par une société en transformation rapide. Renvoyant la prise de distance face à la sexualité du conjoint au seul modèle homosexuel, il affirme haut et fort : contre l'insécurité... la fidélité ! Comme souvent, le sociologue a raison, en partie. Sauf que cette exigence de fidélité, l'acceptation de « relations passagères à la seule condition de ne pas *tomber* amoureux, ou amoureuse, s'inscrit dans les parcours de conjugalité. Si, comme il a pu l'affirmer par ailleurs, l'amour est le point aveugle de l'analyse en termes de rapports sociaux¹⁵, « l'état naissant » de l'amour (Albéroni, 1986) un instant magique qui se présente comme a-social, an-historique, une immersion et un envahissement dans l'autre qui s'accommode mal d'une relationnalisation fut-elle genrée, une parenthèse de don total, absolu (Bourdieu, 1998), force est de constater à la lecture de nos entretiens :

¹⁵ « C'est ainsi que l'amour était un obstacle épistémologique à surmonter afin de ne prendre en compte que le sens subjectif des conduites », (de Singly, 2002).

1/ que la consommation de la sexualité hors du couple est non seulement un modèle homosexuel, mais sans doute aussi un modèle lié aux socialisations masculines (gais, bi ou hétéro) ;

2/ que les exigences de fidélité et de sécurité subissent les fluctuations conjugales, faisant de ces valeurs modernes un témoin de nos évolutions conjugales.

Pourtant le besoin de sécurité, ses liens avec le couple comme rempart posent aussi une autre question. Quand les doubles carrières professionnelles, les rencontres amoureuses successives, le refus de la violence comme mode de régulation, les découvertes de l'homosexualité (toutes formes aperçues ici de près ou de loin) dévoilent les précarités de la forme conjugale elle-même, comment celle-ci, le couple, le deux, vont-ils évoluer ?

Toujours est-il que le rapport au couple évolue très vite, qu'à chaque nouvelle histoire d'amour on change un peu sa manière d'être, ses défauts, on s'accorde à l'autre et si cela ne marche pas on s'accroche moins qu'avant... Le couple n'est plus seulement une vision idyllique et fusionnelle de l'amour. Remarquons l'apparent paradoxe, véritable dichotomie (anxiogène pour certains) entre l'idéal du couple, largement propagé et de manière asymétrique par la socialisation des hommes et des femmes, et la surconsommation des corps et des produits sexuels prônée par le libéralisme normatif ambiant.

Les souffrances masculines

Solitude, difficultés d'adaptations sexuelles, chagrins d'amours, questions existentielles, comme les souffrances dues au travail signalées plus haut... les hommes ne sont plus uniquement les fiers conquérants d'antan. La cuirasse caractéristique de la virilité se fissure, s'ouvre à l'expression des émotions. Emotions qui submergent des hommes peu préparés socialement à l'expression de faiblesses, émotions qui pour certains aboutissent à la dépression, à des tentatives de suicide, à des formes diverses d'autodestruction, bref... le mutisme légendaire des mâles se transforme en envie de parler, en désirs de complicités. Certains se sont adaptés facilement, quitte à en devenir bavards, d'autres montrent des difficultés diverses notamment lors des relations amoureuses avec des femmes, des hommes.

Disons-le simplement, nous avons été surpris par la surconsommation de drogues et d'alcool chez un certain nombre d'hommes rencontrés en France et en Belgique. Peut-on faire l'hypothèse d'effets destructurants, destructeurs, liés aux remises en cause du socle viril ? Faut-il faire de l'alcool, de la drogue, du suicide, des « maladies masculines refuges » (Marier, 1986) ? En tout cas, ces hommes ont eu besoin de soutiens. Quand d'autres hommes, en groupes, vont se réfugier dans les forêts pour retrouver leur virilité et leur « guerrier intérieur » (Bly, 1992 ; Kupers, 2000), les hommes rencontrés ici sont allés consulter des psy de toutes sortes.

Des nombreux extraits sur ce thème se dégagent une impression de malaise. La volonté d'obtenir de l'aide est évidente, massive, les formes de cette aide bien indéfinies. Nous en avons déjà discuté avec François Delor, un des copromoteurs de cette étude. Comment accompagner le changement social des hommes ? Où aller consulter quand on se retrouve en rupture de virilité pour cause de divorce, de séparation, de chômage, d'homosexualité ou d'évolution personnelle ? Le succès des groupes de parole entre hommes mis en place par les *réseaux-hommes*, qu'ils se situent en France, en Belgique ou au Québec, montre l'inadaptation de l'accompagnement social actuel d'où la problématique de genre est absente, dispositifs sans doute trop féminisés, maternisés et/ou centrés essentiellement sur les difficultés sociales liées à la pauvreté. Sans nul doute, cette étude ouvre ici une piste importante.

Cette situation est aussi entretenue par le petit nombre de réseaux, la non-information sur les réseaux existants dans lesquels ces hommes pourraient se retrouver liés à des pairs qui se posent des questions similaires aux leurs, et/ou avec qui ils pourraient parler de leurs difficultés.

On note ainsi, en France et en Belgique, plus rarement en Grèce, une désocialisation partielle liée aux nouvelles positions de genre, à l'homosexualité. Les réseaux homosociaux (souvent virilistes et homophobes) traditionnels des relations entre hommes ne correspondent plus aux attentes des hommes interrogés ; bref les hommes ont des difficultés à trouver des confidentes.

Violence, conflits, collaborations

La violence comme mode central de régulation

Bien évidemment, nous avons voulu connaître les rapports de ces hommes aux violences conjugales. Nombre d'entre eux, on s'en doutait, explicitent comment la violence, déposée dans leur socialisation à des échelles variables, n'est plus pour eux une forme de régulation centrale, qu'ils vivent des amours au masculin ou au féminin. Même si beaucoup le signalent, les modèles virils sont encore pourtant largement en vogue.

En dehors du discours, les entretiens abordaient de manière plus générale les conflits, la *perte de contrôle*, puis dans un second temps la violence. Première surprise : un nombre conséquent d'hommes en couples gais déclarent avoir exercé de la violence sans que cette déclaration semble problématique. Est-ce dû à l'absence de campagnes de prévention sur ce thème ? La violence est plus rarement signalée dans les couples hommes/femmes. Seul un homme en France il y a une vingtaine d'années, et deux hommes en Grèce au cours de cette étude décrivent *un* épisode de violence dans une période qu'ils assimilent à du passé. On peut donc être apparemment en « renégociation » et malgré tout avoir été violent. Si les hommes hétéros (qu'ils vivent en couple ou non) qui mentionnent ces faits sont rares (alors que tous

les entretiens les amenaient sur la question des conflits), cela interroge tout de même la prégnance de cette question dès que l'on aborde les hommes.

Mais, et là est la deuxième surprise, de nombreux hommes signalent avoir subi des violences physiques de la part de leur compagne (un quart des hommes en renégociation en France qui vivent ou ont vécu en couple avec une femme). Remarquons d'ailleurs que leurs déclarations de violences sont conformes à celles que nous connaissons concernant les hommes battus : des hommes qui n'invoquent pas la violence de leur compagne pour expliciter qu'ils « répondent », une sous-estimation des effets de la violence (physique ou autre) sur eux-mêmes et une gêne pour l'exprimer.

Si la violence masculine n'est pas complètement éradiquée dans les milieux progressistes enquêtés, on peut pourtant affirmer qu'elle a nettement changé de visage, notamment par la présence résiduelle d'hommes qui déclarent avoir frappé leur compagne ou compagnon, et par l'émergence d'hommes violentés par leur compagne ou leur compagnon. Sans vouloir symétriser les relations de genre, cette dernière donnée sera sans doute à explorer, à prendre en compte, surtout si l'on veut éviter le discours réactionnaire des *pères divorcés* qui veulent à tout prix nous faire croire qu'il y aurait autant d'hommes que de femmes violenté-e-s.

Mode de gestion des conflits : la fuite

La violence masculine est/était le mode central de régulation appris aux garçons pour « gérer » les conflits. Nous avons voulu savoir comment ces conflits, ceux nés de l'interaction conjugale, étaient maîtrisés actuellement. Les hommes interrogés explicitent pour la plupart les parades en cas de conflits. Ils décrivent l'interaction conjugale, la montée de tensions, et... leur fuite.

Plus généralement, que ce soit pour ne pas être violent pour certains, ou plus globalement pour essayer de différer la gestion d'une situation difficile, ces hommes dits en *renégociation* font de près ou de loin l'éloge de la fuite. On reconnaît là une critique fréquente adressée aux hommes par les femmes. Les âpres débats qui ont secoué notre propre équipe de recherche sur ce thème en témoignent.

La fuite (ou dit sous un mode moins péjoratif, la rupture de l'interaction par le départ de la scène) semble — les travaux ultérieurs nous renseigneront plus sur cette nouvelle émergence de ce qui nous apparaît être un double standard asymétrique émergent — référer, suivant les personnes, à plusieurs registres différents qui peuvent parfaitement s'articuler les uns aux autres :

- La difficulté de confronter verbalement entre hommes et femmes les différentes rationalités et logiques d'action. Comment dire les différentes imprégnations des symboliques liées au travail domestique, aux gestions des temporalités, à l'érotisme, bref à la vie à deux quand celles-ci n'ont jamais

été explicitées, décrites ? La volonté égalitaire ne suffit pas à mettre à bas magiquement des années de socialisations différenciées. Là où les femmes sont certaines de leur bon droit, de la justesse de leurs propres rationalités d'action et/ou qu'elles attendent un échange verbal constructif, que ces attentes concernent le propre et le rangé, la gestion des désirs, ce que doit être la bonne éducation d'un enfant, l'articulation domestique/professionnel... les hommes n'ont pas (encore) les mots, les modèles explicatifs.

- Le refus et/ou les difficultés à mettre à plat, à dire, donc à révéler les secrets appris aux hommes comme dominants, notamment les doubles standards dans l'érotisme, la violence domestique, la communication...
- Le refus des situations conflictuelles qu'ils ne savent pas ou refusent de gérer, en tout cas auxquelles ils ne veulent pas se confronter.
- La culpabilité des hommes qui ne parviennent pas à répondre aux demandes des conjoint-e-s.

Quand les valeurs diffèrent et que les mots sont impossibles, quand la frustration ou la colère envahissent l'espace personnel et/ou conjugal, il était fréquent que les hommes usent de leurs armes de virilité. Aujourd'hui... ils fuient. Difficile d'en conclure à une posture qui va perdurer, voire à une nouvelle disposition de la recomposition de la virilité. Ils fuient dans leur couple comme ils fuient les conflits au travail (voir plus haut). Là encore, constatons la transversalité des pratiques entre vie privée et vie professionnelle. La fuite comme marque de l'impossible dialogue ? La fuite pour signifier que l'un-e n'est pas l'autre ? La fuite comme art de l'esquive en attendant mieux ? En tout cas la fuite contre le mythe de la fusion conjugale que les femmes paient si cher en violences, la fuite comme signification de destins qui même intégrés dans un couple restent individuels. La fuite ? Pourquoi pas ! pensent certains rédacteurs de ce texte. Ce qui, bien évidemment n'est pas le point de vue des rédactrices, du moins demandent-elles : « et après la fuite, on recommence ailleurs ? ».

Discours sur les changements

Il y a les discours sur les pratiques personnelles où, faute d'ethnographie, nous demandions aux hommes entrevus ce qu'ils faisaient pratiquement, et puis les « autres » discours, là où nous voulions connaître les représentations : ce qu'ils pensaient de leurs relations, des rapports hommes/femmes, du féminisme, de la pseudo « crise » du masculin, du genre lui-même, des gains ou pertes lié-e-s aux changements.

Premier constat qui vérifie ce que nous remarquons empiriquement par ailleurs (Welzer-Lang, 2001) : dès que l'on quitte les enquêtes dans la petite bourgeoisie urbaine rodée aux discours militants antisexistes et égalitaires et « politiquement corrects », à l'exception des Grecs, **le discours de ces hommes sur le genre est**

situé bien en deçà des évolutions que démontrent les discours sur leurs pratiques. Pour le dire autrement, des hommes peuvent tout à la fois faire valoir, voire revendiquer pour eux-mêmes et leurs proches des stéréotypes de genre, et mettre en œuvre des pratiques plus égalitaires que ces stéréotypes. Ainsi les discours des hommes rencontrés sur le genre, sur les différences entre hommes et femmes, reflètent bien souvent des positions naturalistes et essentialistes, ce qui ne peut que nous interroger sur les manques de fond, d'analyses communes, les gouffres de connaissances dans nos cultures respectives.

Mais, de manière paradoxale, et peut-être est-ce là un vrai changement, ces hommes intègrent la dominance dans leurs discours. Les hommes — la perception globale du groupe (ou de la classe) des hommes est claire — ne sont plus des sujets neutres, différents des femmes, ils sont les individus qui profitent ou profitaient de la domination des femmes. L'accès à la conscience des dominants est sans doute une forme importante dans les renégociations futures entre hommes et femmes.

« On » a changé, disent certains de ces hommes, on a changé suite aux pressions des femmes, aux luttes féministes, à la diffusion/intégration des modèles égalitaires ; mais, ajoutent certains, de toute manière, « on était pas mal avant aussi », comme le verbalisent ces garçons de 29 et 38 ans. Dans la même logique, parallèlement à l'abandon plus ou moins guidé des privilèges des dominants, des hommes expliquent pourquoi les relations de domination ne les intéressent pas.

C'est antinomique avec leur propre identité, contraire aux plaisirs, disent-ils alors. La plupart vit l'égalité comme une évolution logique des hommes, une évolution agréable.

Mais à l'encontre de certains discours médiatiques, quand ces hommes, quels que soient leurs modes de vie, parlent de leur situation, ils s'opposent en général aux notions d'« hommes en crise », de « crise de la masculinité », ou la relativisent, la positivent en contextualisant historiquement les changements des hommes et des femmes. Soit ils parlent de la déstabilisation actuelle des rapports entre hommes et femmes comme... une chance pour les hommes, un moyen de réapprendre à mieux vivre, soit ils évoquent des changements nécessaires dans une problématique égalitaire. Et tout en se distanciant des formes radicales du féminisme, ils adhèrent tous, de près ou de loin, à ses objectifs généraux, quitte à le parer de vertus différencialistes en Grèce. Certains se demandent même pourquoi la domination perdure. Seuls quelques rares hommes évoquent le risque d'un retour patriarcal ou viriarcal, un *backlash* (Faludi, 1993) dit l'un d'eux. Un seul homme est critique sur les conséquences pour les hommes de l'égalité entre hommes et femmes.

Dès qu'ils abordent leurs pratiques, **un élément est semble-t-il constant : l'évocation de plaisirs liés aux changements.** Les hommes décrivent les plaisirs qu'ils

vivent en pratiquant telle et telle tâche, les joies de pouvoir communiquer autrement avec leurs proches, de s'occuper des enfants, les plaisirs d'apparaître comme progressistes à leurs proches, etc. Le plaisir ou les plaisirs ont été déclinés à l'envi. La critique des modèles virils est ainsi souvent évoquée. Cela ne peut qu'apporter une note positive et optimiste aux tenant-e-s de l'égalité et des changements.

Quant à l'homosexualité, si l'on accepte que l'homosexualité masculine est un repoussoir de la virilité comme représentation symbolique des femmes et du féminin chez l'homme, les discours recueillis traduisent à l'évidence une volonté de changement des modèles. Les extraits en France et en Belgique montrent aussi autre chose : la confusion entre identité sociale et désirs sexuels. Certains hommes non-gais ont ainsi révélé que leur soutien à la cause homosexuelle les a poussés, à un moment ou à un autre de leur vie, à vérifier la nature hétérocentrée de leurs désirs. En Grèce, de nombreux extraits traduisent encore une homophobie ambiante.

Les hommes qui changent et investissent toutes ou une partie des tâches domestiques le font en retirant du plaisir (!), quitte à délaissier les tâches qui les ennuient. Et cela confirme leur conception critique des modèles de virilité. Bien sûr, nous l'avons montré, notamment par la comparaison des couples gais et hétéros, l'échelle d'investissement dans le travail domestique suit souvent les hiérarchies de capital financier, culturel, social. Le choix individuel n'explique pas tout. Parler du plaisir des hommes, de leur autonomie pour justifier la réalisation du travail domestique pose question dans une problématique comparative entre les sexes. D'une part, en évoquant le travail domestique, peu de travaux en sociologie féministe ont insisté sur le plaisir des femmes, encore moins sur leur autonomie. Bien au contraire, et à raison, production domestique et enfermement conjugal sont utilisés pour dénoncer l'oppression patriarcale. Ceci ne veut sans doute pas dire que les femmes ne pourraient pas elles aussi évoquer ces plaisirs de faire, mais l'évocation des plaisirs de la domination reste encore trop souvent taboue. D'autre part, l'autonomie des hommes qui prennent en charge leur privé domestique, qui apprennent à ne plus dépendre d'une femme (ou d'un homme) est exactement l'opposé de l'autonomie des femmes qui passe par l'accès au travail salarié, la mise à distance du travail domestique qu'elles sont censées savoir faire — et certain-e-s évoquent encore la nature féminine —, et en tout cas qu'elles apprennent, intériorisent dès leur plus tendre enfance.

Dans cette période historique qui problématise l'égalité de genre, l'investissement domestique des hommes est parallèle, consubstantiel au désinvestissement des femmes de ces mêmes sphères. Sous les mêmes valeurs, l'égalitarisme, la rupture avec la domination masculine, les parcours domestiques des hommes et des femmes sont parallèles, asymétriques et souvent inversés.

La montée de l'individualisme

Face à ce qui est ressenti comme l'extinction des trop nombreux modèles globaux et totalitaires, les hommes suggèrent qu'il apparaît une multiplicité de possibilités, de postures masculines différentes. « On crée nos modèles » semblent dire ces hommes. Et les entretiens mettent en valeur l'absence de normes particulières, la dissolution du modèle hétérosexuel exclusif, voire pour quelques-uns la dissolution du genre lui-même. L'individualisme exprimé ici rappelle les résultats de la rapide enquête par questionnaire que nous avons effectuée sur les sites et listes féministes en France et en Grèce.

Bien qu'énonçant avec une grande précision les effets encore subsistants de la domination masculine, lorsqu'ils/elles évoquent les politiques publiques, les réalités de l'emploi, les mesures que devraient prendre États, employeurs, syndicats, les hommes et femmes progressistes enquêtés-e-s (7 hommes et 20 femmes sur la liste francophone, 1 homme et 26 femmes en Grèce) individualisent leurs propos sur les interactions dans le privé en occultant les effets du genre. Pour la quasi-totalité des répondant-e-s, tous âges confondus, les conflits entre hommes et femmes progressistes ne sont plus analysés en termes de genre, de rapports sociaux de sexe, mais sous forme d'interactions privées, de « détails » subsistants à régler pour arriver à l'harmonie. Bref, une analyse on ne peut plus individualiste.

En guise de conclusion provisoire

A l'opposé des discours catastrophistes qui voient dans le décrochage scolaire des garçons, le taux de suicides réussis par les hommes ou les violences masculines domestiques un effet généralisé des crises masculines, l'étude sur les hommes en renégociation — si l'on admet qu'elle se veut avant tout qualitative — montre que la quête de l'égalité de genre n'amène pas pour les hommes un désordre complet, ni même un discours généralisé sur la crise.

Les hommes, du moins certains hommes, changent, et ce dans un sens favorable à l'égalité, même si pour beaucoup d'entre eux, leurs pratiques sont plus égalitaires que leurs discours stéréotypés qui, eux, reproduisent encore des visions naturalistes ou essentialistes des sexes et du genre.

Dans le corpus étudié d'hommes en *renégociation*, les changements masculins sont manifestes : critiquer les modèles parentaux, prendre des distances avec le travail professionnel (même si celui-ci constitue encore le pivot de la plupart des itinéraires masculins), prendre en charge tout ou une partie du travail domestique quitte à le routiniser ou à l'externaliser par l'utilisation de personnel de service, s'occuper des enfants à temps plein ou à temps partiel, intégrer en France et en Belgique les revendications des femmes au fur et à mesure de la carrière conjugale, en particulier à partir du deuxième couple (après un célibat postconjugal où les hommes, hétérosexuels ou gais, ajustent leurs pratiques quotidiennes aux critiques de leurs

proches), vivre pour certains leurs désirs homosexuels y compris en couple, etc. Les hommes *changent* et ces changements sont manifestes et visibles. L'uniforme viril monochrome prend des couleurs, la déstabilisation des certitudes des mâles est patente.

Les hommes changent, mais pas toujours dans les termes où le souhaitent les femmes, et encore moins comme pourraient le « prédire » les sociologues que nous sommes. Si certains changements doivent être analysés comme de nouvelles résistances aux changements, à l'égalité, des recompositions (ou des habits neufs comme dit si justement François de Singly) de la domination masculine, l'ensemble des modes de vie masculins ne peut se réduire à cela.

Atteindre l'égalité, le non-genre, passer de la domination masculine à un système où les pratiques et représentations ne seront plus guidées par des idées préconçues sur l'Autre, **c'est aussi assumer le solde de la domination**, en particulier les effets asymétriques et hiérarchisés des socialisations de genre. Que ceux-ci concernent le privé (le domestique, le propre et le rangé, l'élevage des enfants) et/ou le professionnel et sa centralité dans la construction virile, les modes de communication entre hommes et femmes, dont ici l'exemple de la fuite, qui a provoqué de multiples débats au sein de l'équipe de recherche. Nous manquons aussi d'outils pour parfaire nos analyses, articuler pressions de l'individualisme agenré (qui anticipe quelque part l'égalité) et « mobilités sociales de genre », *i.e.* nouvelles divisions sociales où l'origine ethnique et/ou migratoire se combine aux volontés égalitaires des hommes et des femmes.

De plus, les hommes que nous avons rencontrés manquent de modèles qui leur permettent identifications et discussions. Sans doute peuvent-ils vanter leurs « bricolages » individuels, mais comment ne pas associer ces manques aux souffrances qu'ils ont vécu à un moment ou à un autre de leur itinéraire, de leurs quêtes pratico-pratiques (c'est-à-dire en dehors des discours) de modèles alternatifs à la virilité obligatoire. Force est de constater le peu d'études sur les hommes, le *gap* dans le champ du genre (qui dépasse les seules études féministes) entre les études sur les femmes et celles sur les hommes. Et ce constat de carence peut s'étendre, disent les hommes, à l'ensemble des réflexions, écrits, créations qui pourraient accompagner les hommes dans leurs changements vers l'égalité. Pas ou peu de modèles identificatoires, pas ou peu de lieux pour parler des ruptures de virilité, des doutes que provoquent les interrogations féministes ou gaies, des angoisses nées des évolutions des sociétés qui rognent les privilèges masculins, obligent les hommes à se redéfinir.

Si on ne veut pas laisser l'exclusivité de l'accueil des hommes aux seules associations réactionnaires et antiégalitaires de pères divorcés qui transforment le conflit avec une femme en guerre avec toutes les femmes, en particulier celles qui luttent

pour l'égalité, la question de l'accompagnement social des hommes dans une problématique égalitaire se pose de façon cruciale.

Encore faut-il savoir qui accompagner, et comment.

Notre étude met en exergue différents modèles culturels (du moins que faute de mieux nous caractérisons ainsi de manière provisoire) de masculinité et de virilité. Entre les options universalistes des Français et des Belges et les modèles différentialistes aperçus en Grèce, entre des territoires presque entièrement urbanisés d'Europe du Nord et du Centre et les espaces encore largement ruraux du Sud, au milieu de confrontations aux Ordres virils historiquement différentes (rapport à l'Armée, à la religion, à la guerre, aux luttes économiques, aux formes de *libido dominandi*, etc.) se dessine non une multitude, mais une palette de modèles de virilité dont nous ne savons pas encore dresser les contours, ses liens avec l'égalité entre hommes et femmes. Seuls, semble-t-il, les hommes gais ont profité de la transversalisation créée par le net et des luttes récentes pour uniformiser sinon pratiques, du moins discours et revendications.

Bref, les études doivent se poursuivre.

Jacques Marquet

Professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain

Les réactions que nous développerons ci-dessous sont celles d'un sociologue de la famille et de la sexualité, mais pas d'un spécialiste dans la mesure où nous n'avons pas de recherche personnelle sur les questions ici traitées. Nous commençons tout juste une recherche sur l'évolution contemporaine de la parentalité dans le cadre d'une collaboration entre le *Centre d'études sociologiques des Facultés universitaires Saint-Louis* (Bruxelles) et l'*Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université catholique de Louvain* (Louvain-la-Neuve)¹. Cette recherche est essentiellement centrée sur la question de la paternité et elle privilégie une entrée par les hommes. Mais puisque celle-ci ne fait que débiter, nous n'y ferons pas référence si ce n'est pour pointer brièvement un léger décalage épistémologique et méthodologique par rapport à l'approche développée par l'équipe de Daniel Welzer-Lang. Après quoi, nos réactions porteront essentiellement sur deux points : 1°/ les lieux de la domination masculine ; 2°/ la distinction entre sexualité sérielle et conjugalité sérielle.

1) Hommes en changements ou évolution de la parentalité ?

Le séminaire qui nous réunit s'intitule « les hommes en changements ». Peu ou prou, ce titre renvoie à la formule aujourd'hui popularisée des « nouveaux pères » ; il y aurait d'une part, les « anciens » qui résistent, et d'autre part les « nouveaux » qui changent. En ce qui concerne notre équipe de recherche, appréhender des questions telles que la masculinité ou la paternité à partir d'un tel point de vue nous est rapidement apparu comme problématique. En effet, il nous semble qu'une telle

¹ Cette recherche est financée par les SSTC (services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles) ; y participent, à un titre ou à un autre, Jean-Michel Chaumont, Jean-Pierre Delchambre, Bernard Fusulier, Benali Guenach, Cathy Herbrand, Jacques Marquet, Vladimir Martens, Laura Merla, Muriel Norro, Charlotte Plaideau et Luc Van Campenhoudt.

entrée présuppose que l'on puisse déterminer dès le début de la recherche, et donc avant que l'on sache sur quoi les analyses vont déboucher, qui sont les hommes qui changent. Or, s'il est des changements très visibles, on ne peut exclure qu'il en est aussi d'autres beaucoup plus discrets, mais dont l'importance n'est pas nécessairement moindre. C'est là tout l'intérêt d'une recherche que de mettre au jour ce type de phénomènes. Peut-être considèrera-t-on qu'il s'agit là d'un manque d'audace épistémologique, mais nous avons pris l'option de travailler sur l'évolution de la paternité ou de la parentalité, plutôt que sur « les hommes en changements ». Dans cette optique, on interrogera des hommes aux profils variés... et on verra ce que cela donne. A charge pour nous de dégager les résistances, les renégociations, les changements... sans préjuger des lieux où ils se nichent, ni de la façon dont ils sont articulés entre eux, ni de l'importance qu'il faut leur accorder.

2) *Domination masculine : sphère domestique et sphère professionnelle*

A l'inverse de ceux et celles qui pensent que la domination domestique est fondatrice de la domination masculine, Daniel Welzer-Lang et les membres de son équipe soutiennent, si nous les avons bien compris, que la hiérarchie observée dans la sphère professionnelle serait première. Il nous semble qu'un certain nombre de travaux récents permettent de soutenir cette thèse. Nous pensons plus particulièrement à ceux de Ulrich et Elisabeth Beck en Allemagne, qui, dans leur très intéressant ouvrage intitulé *The Normal chaos of love* (1995), montrent à quel point ce qu'on appelle parfois le nouveau capitalisme est en train de pénétrer de plus en plus l'espace privé. Personnellement, sans nous démarquer fondamentalement de cette position qui nous paraît pertinente à bien des égards, nous insisterions plutôt sur l'idée que les deux sphères font système et que la question de la source fondatrice de la domination, à rechercher dans l'une ou l'autre sphère, reste en partie insoluble.

Dans ses travaux, l'équipe de Daniel Welzer-Lang a fait référence aux importants travaux féministes, notamment ceux des féministes françaises : Monique Haicault, Christine Delphy, Colette Guillaumin... On pourrait ajouter d'autres noms. Nous serions tentés d'ajouter au moins ceux de Danièle Chabaud-Richter, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Françoise Sonthonnax et Anne-Marie Devreux qui ont quand même beaucoup travaillé les questions qui nous retiennent ici. C'est d'ailleurs à partir de notre lecture des travaux déjà anciens de Anne-Marie Devreux (1985) que nous privilégierions plutôt une approche systémique de l'articulation en sphère domestique et sphère professionnelle. Nous pensons qu'ils gagneraient à être remis au goût du jour. Un petit schéma sans grande prétention permettra de mieux fixer les idées.

Hommes et femmes dans les sphères domestique et professionnelle

	Niveau pragmatique			Niveau symbolique	
	Homme	Femme		Masculin	Féminin
Sphère domestique	(a)	(b)	Sphère domestique	(e)	(f)
Sphère professionnelle	(c)	(d)	Sphère professionnelle	(g)	(h)

Dans une appropriation assez libre, nous retenons de ces travaux l'intérêt qu'il y a à réfléchir *ensemble* ce qui se passe pour les hommes *et* pour les femmes, dans la sphère domestique *et* dans la sphère professionnelle, au plan pragmatique (pratique) *et* au plan symbolique. Bien sûr, on peut continuer à réfléchir en termes de partage des tâches entre les sexes ou de rôles masculins et féminins. Cela n'est certes pas tout à fait inadéquat, mais cela permet de masquer le fait que la situation des femmes dépend de celle des hommes, et ce, dans les domaines du travail et de la famille (et *vice versa*). Si l'homme peut investir l'essentiel de son énergie dans son activité professionnelle (c), c'est parce qu'il a bien souvent à son service une femme qui s'occupe de l'intendance (b). Si l'homme peut prétendre à des promotions et des gains salariaux associés plus fréquemment que la femme c'est parce qu'il peut consacrer plus de temps au travail que la femme. Si l'homme considère le travail salarié de son épouse (d) comme un salaire d'appoint, il la pousse par le fait même à donner priorité à ses activités domestiques (b).

Dans cette même optique, Anne-Marie Devreux considère que toute étude de la parentalité devrait articuler le familial et le professionnel. Elle a bien mis en lumière que la paternité se construisait par rapport à la place des partenaires femmes dans la division du travail dans la famille (b) et la division du travail dans le monde du travail (la sphère de la production) (d), et que parallèlement la maternité se construisait par rapport à la place des partenaires masculins dans la division du travail dans la famille (a) et la division du travail dans le monde du travail (c). Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que la manière dont un homme va se situer comme père et investir la paternité ou la manière dont une femme va se situer comme mère et investir la maternité est largement déterminée par la place qui lui est faite concrètement (a, b, c, d) et symboliquement (e, f, g, h) dans la division sexuelle du travail salarié et domestique, et donc par la place occupée par l'autre sexe dans cette division sexuelle du travail. L'investissement de la maternité par les femmes sera d'autant plus fort que les hommes en position dominante dans le système de production des marchandises leur font peu de place tant concrètement (d'abord du boulot pour les hommes) que symboliquement (moindres salaires, positions subalternes, davantage de temps partiels).

L'investissement de la paternité par les hommes sera d'autant plus limité qu'ils dominent la sphère professionnelle, avec les avantages que cela comporte, et qu'ils ont longtemps abandonné la sphère domestique aux femmes.

En bref, on pourrait dire qu'il y a un espace dans lequel la femme a une place légitime et dans lequel la place de l'homme n'est pas très certaine, la sphère domestique, et un autre espace où les positions sont inversées, la sphère professionnelle. Cela signifie que l'on ne peut comprendre pourquoi les hommes n'investissent pas davantage la sphère domestique qu'en tenant compte du fait qu'ils tiennent le haut du pavé dans la sphère professionnelle, et ce, tant au niveau pratique qu'au niveau symbolique. Ils ont les bons salaires, les possibilités d'avancement les plus importantes, une place qui leur est acquise. La sphère professionnelle est progressivement devenue leur place « naturelle », le lieu de leur reconnaissance première. Pour les femmes au contraire, investir dans la sphère professionnelle implique d'affronter un monde hostile, de pénétrer dans un espace qui n'est pas acquis d'avance, où elles vont devoir lutter, etc.

Sur le plan heuristique, cette perspective nous paraît d'une grande richesse. Elle permet par exemple de donner sens à un phénomène qui reste souvent incompréhensible si l'on adopte une approche segmentée de la dynamique familiale : pourquoi dans les familles défavorisées, où aucun des conjoints n'a un emploi, les femmes continuent-elles à assumer seules des tâches domestiques parfois extrêmement lourdes ? Que signifie la situation du chômage pour l'homme et la femme dans un tel cas de figure ? Au chômage, l'homme n'a pas la possibilité de s'exprimer dans la seule sphère où une forme de légitimité lui était acquise d'emblée, la case (c) est pour lui une case vide. A certains égards, il en est de même pour la femme ; la case (d) est vide également. Par contre, l'espace domestique est bien occupé par la femme (b). Elle y est en position de force, une position qui ne sera pas nécessairement abandonnée facilement. D'une part, l'homme sera peu tenté de pénétrer cet espace dans la mesure où il n'est pas acquis que les investissements qu'il y ferait lui permettront d'acquérir une quelconque reconnaissance ; et d'autre part, la femme sera d'autant moins tentée de céder du terrain que ses investissements y sont sources d'une reconnaissance assurée, et qu'une source potentielle de reconnaissance alternative (via le travail) fait défaut. Et de fait, dans des couples qui sont dans de telles situations, il n'est pas rare d'observer que l'homme investit l'espace domestique au moment où la femme, exténuée, soit que son corps lui impose une limite (dépression, tentative de suicide, et problèmes de santé divers), soit qu'elle fuie littéralement, le libère. Par cet exemple, il ne s'agit nullement de dire qu'il n'y a pas de résistances masculines, ni que le problème serait d'abord du côté des femmes qui n'auraient pas appris à laisser un peu de place à leurs partenaires masculins. Nous tentons simplement de souligner l'intérêt, la nécessité de développer une approche plus dialectique.

Même si les travaux évoqués sont ici outrageusement simplifiés, on perçoit sans doute malgré tout leur richesse. Cette grille est-elle transposable aux couples gays (ou lesbiens) ? Nous le pensons. Pour l'analyse du fonctionnement d'un couple gay, on remplacera « femme » par « homme » dans la partie du tableau consacrée au niveau pragmatique puisque deux hommes vivent ensemble. Pour le reste, rien ne change. Comme dit très justement Daniel Welzer-Lang, dans les couples homme-homme, on se rend compte que c'est également celui qui a la meilleure place professionnelle qui fait le moins de travail domestique. Ce qui, à notre sens, témoigne du fait qu'une lecture en termes de genres doit compléter l'analyse en termes de sexes, ce que nous ne pourrons malheureusement faire ici.

3) *Conjugalité sérielle versus sexualité sérielle*

Évoquant les trajectoires conjugales, Anastasia Meidani met en opposition les hommes belges et français qui relatent des expériences de conjugalités sérielles aux hommes grecs qui décrivent plutôt une sexualité sérielle basée sur des relations successives. La présentation ayant été plus que brève sur ce point, nous ne sommes pas certains de bien comprendre la subtilité de la distinction, mais si nous la rapportons à d'autres éléments présentés comme caractérisant la société grecque – grande importance de l'institution du mariage, taux de divorce réduit par rapport à la France et à la Belgique, forte condamnation des infidélités féminines, présence ostensible de références machistes, etc. –, nous sommes tentés de l'articuler à la distinction opérée par Michel Foucault entre dispositif d'alliance et dispositif de sexualité². Dans le premier tome de son *Histoire de la sexualité* (1976), Foucault défend la thèse d'un passage très progressif d'un dispositif à l'autre au cours des trois derniers siècles. Par « dispositif d'alliance », il comprend le « système de mariage, de fixation et de développement des parentés, de transmission des noms et des biens » (p. 140) qui cadrerait les relations de sexe et qui, à partir du XVIII^e siècle, a montré ses limites en tant que support du système politico-économique se mettant en place. Limites qui, selon Foucault, vont amener les sociétés occidentales modernes à inventer un nouveau dispositif qui concurrencera progressivement le dispositif ancien, sans le remplacer totalement. Là où le dispositif d'alliance soutient les processus économiques par son rôle dans la circulation et la transmission des richesses, le dispositif de sexualité les appuie via une multitude de relais greffés sur le corps, corps producteur et corps consommateur. Là où le premier dispositif a principalement une fonction de reproduction de l'ordre social, le second a pour fonction d'innover tout en développant les domaines et les formes de contrôle des populations ; c'est-à-dire que d'un dispositif préoccupé du maintien de la loi, charpenté autour d'un système de règles définissant le permis et le défendu à partir d'une préoccupation pour le lien

² Nous développons plus en profondeur la question de l'articulation entre « dispositif d'alliance/dispositif de sexualité » et « sexualité statutaire/sexualité consentie » dans Marquet Jacques, 2004.

entre des partenaires au statut défini, et pour une problématique de la relation, on passe progressivement à un dispositif constitué de techniques davantage mobiles et polymorphes s'intéressant aux sensations, aux impressions, aux plaisirs, soit, à une problématique de la chair.

Dans le dispositif d'alliance, se développe une sexualité que nous qualifierons de statutaire dans la mesure où le permis et l'interdit étaient fonction du statut des partenaires. Preuve que nous ne nous éloignons que très progressivement de ce dispositif, la récente reconnaissance du viol entre époux. Jusqu'il y a peu (une dizaine d'années pour la Belgique), un homme ne pouvait être poursuivi pour le viol de son épouse ; son statut d'époux lui assurant droit et protection, droit au « devoir conjugal » et protection juridique. Le dispositif d'alliance n'avait donc pas totalement disparu sous les avancées du dispositif de sexualité. Aujourd'hui, c'est l'accord du partenaire qui est source de légitimité ; le fait de passer outre son refus plonge *ipso facto* la conduite dans l'illégitimité. Ainsi disparaît un des derniers soutiens juridiques à la domination masculine dans l'espace familial. Le viol – négation du refus de l'autre – est le comportement illégitime par excellence.

Dans le modèle de sexualité qui est en train de se mettre en place, la question du consentement est donc primordiale et, en ce sens, la sexualité consentie est une sexualité d'individus, et, qui plus est, une sexualité légitime en tant que sexualité d'individus. La sexualité statutaire, par contre, est d'emblée une sexualité instituée. Dans ces deux modèles de sexualité, la question de la violence intra-conjugale est traitée de façon assez différente. Parfois justifiée au nom de l'intérêt supérieur de l'institution matrimoniale dans le dispositif d'alliance, la violence est, dans le dispositif de sexualité élevant le consentement au rang d'idéal, le comportement illégitime par excellence. Alors, si sexualité sérielle et conjugalité sérielle renvoient respectivement à une sexualité statutaire et à une sexualité consentie, ce qui n'est à ce stade qu'une hypothèse, il nous paraît difficile, d'une part d'affirmer que les sociétés belge, française et grecque connaissent toutes les trois des réajustements au niveau des rapports sociaux de sexe, mais qu'il n'y a pas l'une ou l'autre qui serait en avance ou en retard, et d'autre part de présenter comme objectif premier la lutte pour une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, et plus spécifiquement le combat contre les violences faites aux femmes. Le point de vue qui consiste à défendre l'idée de l'égalité des cultures est, certes, politiquement correct, on peut même admettre que sans pouvoir être démontrée cette idée gagne à être mise en avant dans la mesure où elle serait garante de relations harmonieuses entre les peuples, mais elle se révèle caduque dès lors que l'on pointe un objectif particulier, ce qui est le cas lorsque l'on vise une plus grande égalité entre les sexes. Nous pensons que ce point mériterait débat.

On aura compris, du moins nous l'espérons, qu'il ne s'agit pas de défendre la thèse de la hiérarchie des cultures, mais simplement de dire que s'agissant de promouvoir un objectif précis, elles sont loin d'être égales. A notre sens, ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, contrairement à leurs homologues belges et français, les hommes grecs n'ont pas évoqué leurs souffrances, leurs solitudes, leurs difficultés d'adaptations sexuelles, leurs questions existentielles... D'une part, mettre des faiblesses en avant est d'autant moins vraisemblable que le modèle de référence reste pour eux celui d'un homme dominant et fort, et d'autre part, la montée en puissance de la thématique de la vulnérabilité, à travers l'émergence de thèmes comme les dépressions, les suicides, les fuites..., nous paraît caractéristique d'une société où, conquête individualiste aidant, les institutions encadrent et protègent moins les individus, les renvoyant à la fragilité de leur soi. Sur ce point, nous sommes enclins à penser que ce phénomène ne touche pas uniquement les hommes. Les travaux d'Alain Ehrenberg sur *Le Culte de la performance* (1991) et *La Fatigue d'être soi* (1998), cette difficulté d'être à la hauteur et de supporter l'obligation de performance, sont exemplaires.

Christine Castelain-Meunier

Sociologue au CNRS, à l'EHESS, au CADIS

1) Les transformations du masculin : un sujet complexe et longtemps tabou

Je remercie beaucoup Daniel et les organisateurs de ce colloque, ainsi que l'association Les Traboules. En effet, une telle initiative s'imposait en France depuis longtemps, or elle était empêchée du fait qu'il s'agissait d'un sujet tabou. Pourquoi ? Parce que les préoccupations tournaient tellement autour de la lutte pour l'égalité des femmes, qu'on était dans l'impossibilité d'aborder la question du masculin, si on le faisait, c'était immédiatement suspect. Immédiatement ! La dynamique culturelle et l'état des recherches rendaient toute initiative dans ce sens marginale. Or, ce que j'entends aujourd'hui, dans le cadre de ce colloque, va dans le bon sens du terme. C'est-à-dire, à la fois dans le sens d'un questionnement juste et modeste, qui propose des pistes, et d'une conceptualisation qui va modifier les regards et être susceptible d'être appréhendé, enfin, la complexité ambiante. Je voulais saluer ainsi cette nouvelle direction et mettre l'accent sur la complexité culturelle contemporaine. Celle-ci reflète un phénomène caractérisé par la juxtaposition de plusieurs modèles. Comme si on était face à un millefeuille. Alors je ne sais pas si le millefeuille, c'est un gâteau qui est planétaire, je ne crois pas, disons qu'il a peut-être une connotation très française. Il y a la tranche napolitaine, la moussaka en Grèce, finalement, c'est un peu partout à l'échelle planétaire, qu'on a des gâteaux ou des plats caractérisés par des superpositions de niveaux. Et je crois que l'aspect culinaire rend bien compte aussi de tout ce qui constitue la vie et notamment de cette idée qu'on serait vraiment dans un contexte très complexe d'un point de vue culturel. Pourquoi ? Parce qu'il y a trois modèles qui se superposent et qui complexifient les questions du masculin et du féminin et la dynamique des rapports hommes/femmes. Ces trois modèles sont : le modèle traditionnel, le modèle industriel et excusez-moi, ça va vous paraître tout à fait banal, le modèle contemporain. Mais je tiens à ce qu'on le distingue du modèle industriel. Traditionnel, industriel, contemporain : qu'est-ce que ça veut dire ?

Ça veut dire que chaque fois qu'on est confronté en tant qu'homme, en tant que femme, à l'ensemble des thèmes de la vie quotidienne, on est renvoyé à la

juxtaposition de trois types de modèles, qui de plus ne revêtent pas le même sens pour le masculin et le féminin. Et parfois, ces trois types de modèles entrent véritablement en collision dans le cadre des représentations individuelles, mais aussi bien évidemment dans l'interaction et dans la dialectique des rapports hommes/femmes. D'où ces impressions de souffrance, d'incompréhension, ces difficultés d'expression, de communication, notamment dans le domaine de la parole intime. Alors je m'explique.

Modèle traditionnel : ça paraît loin, car il s'agit de modèles hérités de la société traditionnelle, agraire, en vigueur, avant la Révolution française. Pourtant, ces références perdurent de manière éclatée, mais néanmoins profonde, autour de la distinction entre le sacré, le profane, entre le pur et l'impur. Clivant ainsi le masculin et le féminin autour d'une distinction symbolique et d'une hiérarchie des valeurs entre le masculin et le féminin. Avec le fait que par ailleurs, femme renvoie d'un point de vue étymologique à « femelle », l'univers de la nature et toutes les associations qui en résultent. Et homme, au pronom personnel « on », c'est-à-dire à l'univers de la culture avec l'idée que c'est le masculin qui donne le sens et comme chacun sait, à cette époque-là, le sens religieux. Même si aujourd'hui, les institutions se transforment et que le religieux n'est plus à la base du fonctionnement de la société, les clivages, les dualités, dans ce sens, imprègnent encore les représentations de manière diffuse. Il suffit d'interroger les jeunes générations sur leurs représentations pour le constater. Le modèle industriel hiérarchise les sphères : domestique, publique, en les assignant au féminin, au masculin, à des places, à des rôles, à des fonctions et ce de manière exclusive et distinctive pour chacun des deux sexes.

Avant, comme l'écrivait Peter Laslett, tout était lié, qu'il s'agisse de la sexualité, de l'économique, du symbolique, du religieux, du culturel, etc., et ensuite, les choses se séparent avec l'industrialisation. Ça me paraît très, très important d'évoquer cette séparation parce qu'on se réfère encore aujourd'hui à ces connotations-là, qui sont toujours présentes dans les mentalités, les représentations, les modèles, les identifications, les processus de différenciation. Ainsi, le public domine le privé ; le public, c'est le masculin, le privé, c'est le féminin. Le public, c'est le travail marchand, salarié, le statut social, la rentabilité, la performance, le profit. Il en a été largement question avec la notion de centralité du travail, pour les hommes. C'est vraiment encore cette idée que le public, c'est le masculin ; le privé, le féminin, l'univers de l'émotion, de la sensibilité... Tout le monde connaît ça, mais il fallait rappeler à quel point c'est toujours présent dans les pratiques, les représentations, les idéaux, les aspirations... même si c'est aussi battu en brèche...

2) Combiner tous les registres, que l'on soit homme ou femme, dans le sens de la culture du sujet

On en arrive au troisième modèle : le modèle contemporain, celui d'aujourd'hui. Et ce qui me frappe, surtout dans le cadre des études comparatives que je mène entre le Chili, l'Algérie, la France ; mais je pense aussi à des pays comme le Yémen, la

Syrie... , que j'ai visités, le modèle contemporain dont je vais parler est omniprésent à l'échelle de la planète. Il peut être combattu, ignoré, mais on sait très bien que la télévision est présente partout, y compris au fin fond des bidonvilles. Et les feuilletons à l'américaine ou à la brésilienne circulent à l'échelle de la planète. Ainsi, les modèles contemporains concernant le masculin, le féminin, l'égalité des droits, l'indifférenciation, circulent à l'échelle de la planète. De manière excessivement minoritaire certes, dans un certain nombre de pays. Mais, prenons l'exemple du Yémen, dont je parlais, ce qui m'a quand même beaucoup frappé, c'est que des intellectuels, universitaires, certes, disaient (alors que la coutume veut qu'ils mâchonnet du *kat* et qu'ils s'attardent au café et rentrent tard le soir) : « je me sens coupable ». La notion de culpabilité émerge là-bas aussi pour les hommes. Ils disent : « je me sens coupable de dépenser de l'argent pour mâchonnet du *kat* et je me sens coupable de ne pas rentrer chez moi pour m'occuper de mes enfants ». Il en est de même dans les pays africains ou l'Asie, la Corée du Sud, par exemple, l'idée qu'élever un enfant coûte cher se répand, et du coup on diminue le nombre d'enfants. Et c'est vrai à l'échelle de la planète. Un certain nombre de choses changent et de nouveaux modèles émergent. L'homme et la femme tendent vers la culture du sujet, autour de cette volonté de combiner pour les jeunes générations l'affirmation de soi, la vie privée, familiale, les rapports à l'enfant et la vie professionnelle. Il s'agit de ne sacrifier aucun des registres. C'est un phénomène tout à fait nouveau à l'échelle de l'histoire qui concerne surtout les hommes et les femmes des jeunes générations.

3) Privilégier l'approche transgénérationnelle, séparément, pour le masculin et le féminin

L'homme et la femme ne tendent pas, bien-sûr, vers la culture du sujet en s'appuyant sur les mêmes fondements, ils peuvent être inverses. Dans ce sens, il me paraît essentiel de garder présent à l'esprit que si la comparaison entre hommes et femmes est riche d'enseignement, c'est aussi une mauvaise piste, car il s'agit, en permanence, de prendre la peine de resituer la trajectoire masculine par rapport à l'histoire des hommes et la trajectoire féminine par rapport à l'histoire des femmes. Ce qui veut dire qu'il faut tout le temps prendre en considération le transgénérationnel, sans oublier notamment l'héritage transmis en termes de haine de sexe. C'est-à-dire, l'ensemble des représentations péjoratives, destructrices, qui accompagnent chacun des deux sexes et contribuent à les stigmatiser. Il s'agit de phénomènes socioculturels qui ont été transmis de génération en génération et qui accompagnent l'éducation des enfants. Par exemple, la femme qui va présenter le père de ses enfants uniquement comme un conjoint pour elle et qui, si ça tourne mal, va véhiculer une image très négative de l'homme auprès de ses enfants, oubliant que le père doit construire un lien avec l'enfant et inversement l'enfant avec le père, indépendamment du lien conjugal avec la mère.

On va aussi trouver, par exemple, des femmes qui auront balancé leur enfant par la fenêtre, parce qu'elles ne supportaient pas l'idée d'avoir un enfant et que cet enfant soit le produit de la rencontre avec un homme, tellement on leur a transmis

la haine de l'homme ! On les retrouve en prison, accusées d'infanticides... On ne peut ignorer l'origine de profondes souffrances qui peuvent pousser au pire. Il en est de même pour les hommes qui véhiculent des représentations très négatives de la femme, telles qu'elles leur ont été transmises à l'échelle ancestrale. On doit toujours avoir en tête ces tendances qui bousculent pour l'homme et la femme la recherche d'affirmation par le biais de la culture du sujet et la dialectique des rapports hommes/femmes, qui me paraît être aussi un thème essentiel à explorer pour analyser les freins ou les facteurs favorables au changement, à l'égalité hommes/femmes et à la démocratie de l'intimité.

4) Dégager des grandes caractéristiques dans le cadre des pluralités contemporaines

Il s'avère nécessaire de dégager des grandes tendances à l'échelle de l'histoire concernant le masculin et le féminin. Nous en sélectionnerons quelques-unes, faute de temps. On assiste à un découplage entre sexualité/procréation. Entre filiation/alliance. Entre sexe et rôle. On tend aussi vers une fluidité, une mobilité des identités. Ensemble de thèmes que nous ne développerons pas, faute de temps. Mais ces tendances nivellent les contours de la différence. D'autant plus que la phallocratie perd sa légitimité.

La famille n'est plus centrée sur le père. La diminution de la puissance paternelle a commencé il y a bien longtemps, et ceci indépendamment du mouvement des femmes. La famille est aujourd'hui, en principe, centrée sur l'enfant. La paternité n'est plus tant institutionnelle, elle est devenue relationnelle. Elle rend compte de la capacité que l'homme a de construire la relation et d'entretenir ses liens avec l'enfant. Situations qui s'accompagnent de prises de conscience quand il y a séparation et conduisent à transformer les rôles, les places, les fonctions, entre l'homme et la femme, autour de l'enfant. On a cité des hommes qui élevaient seuls leurs enfants, en disant qu'il y en a très peu, mais c'est quand même un nouveau phénomène, y compris à l'échelle de la planète, puisque les gens peuvent être conduits à changer de pays et donc se retrouver seuls avec leurs enfants. Les hommes, alors, sont amenés à se resituer par rapport à des situations qui sont parfois dramatiques, mais qui entraînent des prises de conscience. Ces prises de conscience engendrent des changements pour l'avenir et dans la manière de combiner les différents registres de la vie et de dégager des priorités. Si l'impératif de la performance, du profit, concerne l'homme et la femme et nivelle les différences entre les sexes, il les renforce aussi, car les entreprises résistent à libérer du temps familial pour les hommes. Les résistances sont d'autant plus grandes qu'elles font état des divergences qui existent entre différents modèles d'affirmation du masculin et différentes manières d'être père. Cette dynamique constitue en soi un véritable mouvement culturel. Par ailleurs, l'apparition d'une nouvelle presse masculine accompagne l'émergence de paroles intimistes masculines, tout en véhiculant de nombreux stéréotypes.

Pour terminer, je ferai référence à une étude comparative en cours, France, Chili, Algérie, qui rend compte des différents aspects de la dialectique des rapports hommes/femmes. Il s'agit certes de contextes très différents, mais qu'il est intéressant d'explorer quand on cherche à analyser ce qui empêche les changements dans les rapports hommes/femmes ou, au contraire, ce qui favorise les changements. On voit qu'il y a des éléments communs, alors même qu'il s'agit de cultures très différentes. Et ce qui me semble très intéressant, c'est qu'il y a des hommes qui tirent vers le changement ainsi que des femmes, mais il y a aussi des hommes qui résistent, ainsi que des femmes. En Algérie, on va trouver des femmes qui « tirent » vers le changement, mais qui sont réduites à la plainte, qui sont très fatiguées et déprimées, étant donné les difficultés qu'elles rencontrent à faire changer les choses. Car on trouve des hommes qui résistent, en se référant à la culture berbère et à la culture kabyle, et qui disent, même si la femme travaille : « elle travaille, c'est son choix, mais pour moi ça ne compte pas, je ne l'aide pas à la maison, parce que c'est son choix, point, et ça ne correspond pas à la culture de mes ancêtres ».

En France, on sent aussi ce genre de résistance avec le patriarcat rural, industriel, que nous évoquions au début et des résistances au changement qui existent dans les deux sens. Car on sent aussi des ambivalences, des contradictions et des tensions du côté des femmes, dans le sens des résistances aux changements.

Ainsi dans le cadre de la dialectique des rapports hommes/femmes, on assiste à des transformations, des déplacements, dans cette société de transition qui engendre des innovations, mais aussi des angoisses, parce que les modèles ne sont plus définis une fois pour toutes.

La perte de légitimité de la phallocratie, du patriarcat rural et industriel, qui n'en demeurent pas moins encore vivaces, par le biais de la juxtaposition des modèles, débouche sur des changements, des angoisses, des résistances et donc des nouvelles complexités.

Jorgen Lorentzen

Université d'Oslo

Je voudrais avant tout remercier Alexandre Clemens et Anastasia Meidani pour leur prestation. Ces questionnements et problématiques autour des hommes et des changements ont des liens très forts avec ceux qu'on trouve dans les pays de l'Europe du Nord. Je vais donc essayer de parler dans la perspective de l'Europe du Nord et des décisions qui s'opèrent en Norvège. D'abord, je pense qu'il est important de dire que toutes les études qu'on a faites, toutes les données qu'on a, nous montrent que la meilleure façon de changer, d'encourager les hommes à changer, est de changer le rôle des femmes. Lorsque les femmes quittent leur rôle traditionnel à la maison et dans la vie conjugale, cela ouvre de nouveaux espaces dans la vie domestique, mais aussi dans la vie politique et sociale. Comme quelqu'un le disait d'ailleurs hier, le nombre important des femmes qui sont entrées dans la vie politique en Norvège, qui y participent et en mènent une partie, a été très important dans le changement des rôles de genre. On peut dire qu'en Norvège, les hommes ont beaucoup changé ces vingt ou trente dernières années.

Mais on ne peut pas dire qu'il y ait un mouvement des hommes : nous n'avons pas vu d'hommes en train de manifester dans la rue, il n'y a pas eu non plus de mouvement pour le changement parmi les hommes. Se dire simplement qu'il y a eu des changements est une sorte de conclusion prospective qu'on peut s'autoriser.

Si j'utilise par exemple une anecdote tirée de ma propre vie, je me rappelle ma grand-mère qui disait que mon grand-père n'avait jamais mis un pied dans la cuisine... il lui était interdit d'y entrer ! Mon père, lui, a peut-être appris à faire du café et, avec de la chance, il pourrait cuisiner un œuf. Aujourd'hui, c'est moi qui prépare la plupart des repas à la maison, ce qui n'est pas un cas isolé au sein de ma génération, plus jeune. La dernière étude réalisée en Norvège, l'année dernière, montrait en effet que 80% des hommes participent aujourd'hui pleinement à la préparation de la nourriture à la maison, du début à la fin de la « chaîne », c'est-à-dire qu'ils achètent la nourriture, la préparent et lavent la vaisselle ensuite. En même temps, je n'ai jamais entendu parler d'un débat public dans lequel des hommes disaient :

« mais non, on en a marre des femmes qui font la cuisine tout le temps ! Nous, on veut faire la cuisine, on veut aller protester dans la rue pour faire valoir notre droit à faire la cuisine ! ». En fait, d'une certaine manière, ce changement total s'effectue de manière silencieuse.

On observe aussi cela dans le comportement des hommes et des femmes, cette différence de comportement dans leur utilisation du temps à la maison, qui est très liée avec ce que disait Daniel Welzer-Lang. Si on demande aux hommes, « combien de fois avez-vous fait la vaisselle ? Combien de fois avez-vous nettoyé la maison ? Combien de fois vous êtes vous occupé des enfants depuis une semaine ? », ils ne parlent alors pas beaucoup dans ces cas-là des moments où ils ont aidé aux tâches domestiques. En outre, si on demande aux deux personnes du couple ce qui a été fait au domicile depuis une semaine, on remarque qu'en fait, les hommes ont beaucoup participé : ils ont nettoyé la maison, ils se sont occupés des enfants, ils ont préparé les repas ; ce qui veut dire que les hommes sous-estiment ce qu'ils ont fait à la maison. A première vue cela nous paraît étrange, mais si on regarde de plus près cela semble assez évident du fait qu'accomplir les tâches ménagères n'est pas considéré par les hommes comme faisant partie de leur identité d'homme. Il faut donc qu'on regarde de près les discours qui concernent le genre. En fait, nous produisons et reproduisons des systèmes de genre, mais en même temps, ce que nous faisons dans la vie n'a pas nécessairement de rapport avec ce que nous disons.

Ce que nous savons aussi et ce que ces études nous montrent, c'est que l'idéologie d'une société se transforme plus lentement que ce qui se passe réellement chez les gens. Il est important pour nous, en tant que chercheurs et en tant que professionnels menant des études sur le genre, de savoir ou d'être sûrs que nous-mêmes ne sommes pas en train de reproduire des systèmes de genre qui sont déjà dépassés par les gens. Nous avons par exemple toujours tendance, comme je l'ai dit hier, en tant que chercheurs, à parler de manière dualiste sur les hommes et les femmes, c'est-à-dire de toujours parler des différences entre les hommes et les femmes. Je pense sérieusement pour ma part que cette façon de penser est périmée et qu'il est temps qu'on passe à autre chose. D'une certaine manière, il est dangereux de parler toujours de quelque chose comme étant ou masculin ou féminin. Lorsqu'on insiste pour donner des noms à des choses et toujours dire : « ceci est masculin, ceci est féminin », on empêche les gens d'avancer. D'une certaine manière, la chose la plus progressiste qu'on pourrait faire en tant que chercheur serait de changer la grammaire.

En effet, lorsque les gens agissent dans leur vie quotidienne, ils ne le font pas en pensant que telle tâche est masculine ou féminine. Ils se rendent souvent compte qu'il existe un discours autour de ces questions-là, que ce qu'ils sont en train de faire est ou masculin ou féminin, lorsque les chercheurs les interrogent, et c'est à ce moment-là, parfois, qu'ils commencent à reproduire ces systèmes. En regardant

la situation familiale en Norvège, on peut constater que la plupart des changements chez les hommes se sont effectués dans le domaine familial. Il est intéressant de noter que les associations des femmes et les centres de recherche sur les différences de genre se sont beaucoup occupés de ce qui se passe au niveau du domestique et du partage des tâches. Nous venons pour notre part de commencer à travailler sur le sujet, et comme le disait Anastasia Meidani, on se rend compte que le travail est le facteur le plus fondamental dans la construction de l'identité masculine. Il faut pourtant chercher beaucoup plus loin pour comprendre la façon dont la vie au travail est construite et *générée*, la manière de changer les hommes et les systèmes de genre, et aussi la façon de contribuer aux changements dans la vie des femmes.

Dans deux semaines, nous commencerons à mener une campagne politique pour demander une journée de six heures de travail pour tous les pères ayant des enfants de zéro à cinq ans. Ceci est une façon de mettre une pression profonde sur notre manière de penser aux enfants parce qu'on considère toujours, et c'est le cas dans tous les pays de l'Europe, que le lien entre parents et enfants est un lien entre mère et enfant. Ce que nous voulons faire, c'est créer des nouveaux liens entre les enfants et leur père. En même temps, nous voulons débattre sur la façon dont le travail est construit pour séparer les pères de leurs enfants.

Il y a quelques autres domaines à prendre en compte, par exemple la sexualité. Si on est hétérosexuel, il faut changer la façon de penser la sexualité. La chose la plus importante est peut-être de créer le droit pour les hommes et les femmes homosexuels de se marier. L'incitation à l'homophobie chez les hommes hétérosexuels est un des points les plus importants, qui empêche les hommes de se comporter différemment.

En Norvège, récemment, nous avons fait un atelier où nous avons parlé des hommes en utilisant le terme de « peau de parchemin », c'est-à-dire une peau impénétrable. A l'opposé, on pourrait parler d'une peau poreuse, peau ouverte à la sensibilité, à la caresse et aussi à la pénétration. Un des grands problèmes de la socialisation des hommes réside dans le fait que depuis leur toute petite enfance, ils sont censés construire un corps qui soit dur. Et un corps dur ne laisse entrer personne. Nous avons eu un débat très intéressant autour de la pénétration où nous encourageons les hommes à l'essayer, pas simplement à en parler, mais à l'utiliser autrement. Nous avons donc encouragé les hommes à laisser entrer l'autre, parce qu'ils ont l'habitude d'être égocentrique, et au contraire d'exclure l'autre. Nous avons en ce moment en projet de penser à cette idée de laisser entrer.

Et évidemment un des problèmes de la sexualité des hommes est que la sensibilité du corps de l'homme est concentrée sur une seule de ses parties, ce qu'on appelle la masculinité de la partie autour du sexe. Une image très importante de

cette idée de la masculinité est une image de Bush, habillé comme un pilote pendant l'invasion de l'Irak. Son uniforme était créé d'une manière particulière, avec des ficelles, des cordes, de façon à mettre en relief le sexe masculin. Voyez donc ce qui était au centre de l'image de Bush ! Ceci est une façon de montrer un aspect particulier de la masculinité qui s'occupe de la pénétration des femmes, des hommes, de l'Irak, de l'Afghanistan... et qui ne peut pas imaginer l'idée qu'on puisse se laisser pénétrer par l'autre.

Toutes ces idées tournent autour de celle du changement, et l'éducation est une manière importante d'encourager le changement. Nous avons parlé il y a deux jours des hommes et de la violence, mais pendant les douze ans qu'on passe à l'école, nous n'apprenons jamais rien sur la résolution des conflits, la façon d'éviter la violence. On ne fait rien non plus à l'école sur la manière de vivre ensemble. Les garçons grandissent toujours en pensant qu'ils vont entrer dans une société basée sur des modèles traditionnels. Ils sont bien surpris lorsqu'ils grandissent, quittent l'école et se rendent compte que le monde n'est pas ainsi. Un des résultats à cela, très déprimant, sont les chiffres du suicide qui montrent que la plupart des hommes qui se donnent la mort sont les jeunes hommes entre 18 et 25 ans. Ils ne sont pas du tout prêts à entrer dans une société, surtout en Europe, qui est basée sur l'égalité des genres.

Comme le disait Gilles Rondeau hier, il est également très important de parler des hommes et de la santé, notamment de ce lien entre l'incapacité des hommes à s'occuper d'eux-mêmes et leur incapacité à s'occuper des autres. Il ne s'agit pas là de deux choses distinctes, mais d'un continuum dans la vie des hommes. Je pense que ce travail extrêmement important est aussi très difficile à mener parce que les hommes ont une philosophie très fataliste de la vie. Lorsque je pense par exemple à ce qui a été dit hier, j'ai l'impression que la plupart des hommes pensent : « ok, je fume un peu, je bois un peu, je couche un peu partout et puis je vais mourir, mais bon, ça valait la peine ! ». La philosophie des hommes semble être : « la vie, c'est l'enfer et puis tu meurs ». Ce serait donc une façon de dire aux hommes qu'en fait, il est merveilleux d'être vivant et de partager dans cette communauté où les gens vivent ensemble. Il faut se rappeler que cette façon de penser la masculinité fait partie très profondément de toutes les institutions. Depuis la création du monde on s'attend à ce que l'homme soit, à n'importe quel moment, prêt à sortir de son pays et à se battre pour les femmes et les enfants. La masculinité dans nos sociétés doit donc toujours être prête à mourir. Voici la grande tristesse de la masculinité, qui fait partie très profondément de toutes les sociétés.

Avant de terminer, je veux prendre un petit exemple, celui de Srebrenica en Bosnie. Lorsque les Serbes ont quitté Srebrenica, le système des Nations unies et l'OTAN ont commencé des négociations et semblaient être très satisfaits lorsqu'ils

ont réussi à faire sortir tous les enfants et toutes les femmes de la ville. En tant que chercheurs sur la masculinité, nous savions à ce moment qu'ils n'auraient pu faire pire, parce que cela voulait dire qu'ils allaient ensuite tuer tous les hommes et c'est ce qui s'est passé. Dans le système des Nations unies, un être humain qui vaut la peine d'être sauvé est donc une femme ou un enfant, tandis que les hommes peuvent être mis devant les canons. Il s'agit là d'une des choses qu'il faut commencer à repenser, la valeur des hommes dans la société. D'une certaine manière, il faudrait qu'on arrive à se dire qu'Abraham n'a plus le droit d'amener Isaac sur l'autel pour le sacrifier en vue de célébrer les institutions créées par Dieu dans nos sociétés. Merci.

Plénière

Regards croisés de femmes et d'hommes

Synthèse et animation

Daniel Welzer-Lang
Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Intervenantes

Jeanne Fagnani
*Directrice de recherche au CNRS MATISSE,
Université de Paris 1-CNRS*

Sophie Pioro
Coordination européenne

Intervenants

Jean-Paul Graver
*Animateur de la Campagne du Ruban Blanc
en Belgique francophone*

Luis Bonino
*Psychologue, Directeur du Centre d'Etudes
de la Condition Masculine, Madrid*

Daniel Welzer-Lang

Sociologue, Université Toulouse-Le Mirail

Je voudrais d'abord dire que je regrette vraiment l'absence de Luc Van Campenhoudt. Ensuite, aux gens qui ne sont pas sociologues je livre une petite confidence : quand on fait des études de sociologie en France, on a un manuel des Sciences sociales dirigé par Monsieur Quivy et Monsieur Van Campenhoudt. Nous étions persuadés que c'était un vieux monsieur, nous nous demandions d'ailleurs s'il était encore en exercice, mais nous pensions qu'il était en dehors de nos préoccupations. Lorsque nous avons revu les collègues de Bruxelles, nous avons rencontré Monsieur Van Campenhoudt, un vieux monsieur effectivement, de la génération qui me précède en tout cas, et qui était extrêmement sensibilisé, intéressé par nos thèmes de débat.

Nous le verrons tout à l'heure avec Jean-Paul Graver qui nous parlera de son expérience, il est vraiment important que du côté des hommes aussi, nous acceptions d'intégrer l'intergénérationnel et de prendre en compte les générations d'hommes successives qui se sont battues pour l'égalité, car nous sommes marqués historiquement. Je pense que la présence à nos côtés de certains de nos aînés est bénéfique, et qu'il faut se rappeler, même si on a toujours la prétention d'innover, que dans les générations précédentes, même si l'histoire ne l'a pas retenu, des hommes se sont battus pour l'égalité entre hommes et entre hommes et femmes.

Dans cette plénière, « Regards croisés d'hommes et de femmes », je donnerai donc la parole successivement à Jeanne Fagnani présentée hier comme directrice de recherche au CNRS, et puis à Sophie Pioro, coordinatrice de la marche des femmes il y a deux ou trois ans, qui a assuré la coordination de cette recherche.

Vous l'imaginez je pense, et ce n'est pas un secret, il y a eu un certain nombre de débats au sein de notre équipe de recherche. Nous étions en effet entre chercheurs et chercheuses, mais aussi entre hommes et femmes, et les questions qu'on a évoquées ce matin nous agitent nous aussi au niveau de notre quotidien. Nous avons beaucoup apprécié, tous et toutes, la position des collègues Anastasia Meidani, Sophie Pioro,

Léa Lambert et Martine Corbière, qui ont travaillé dans cette recherche et qui ont assumé une double parole, souvent une parole de chercheuses, mais aussi une parole de femmes, et de femmes engagées sur l'égalité.

Après ces deux interventions, nous donnerons la parole à trois garçons : Jean-Paul Graver, de Belgique, rencontré dans les campagnes sur le Ruban Blanc, campagnes qui consistaient à affirmer que des hommes s'opposent à la violence masculine contre les femmes ; Luis Bonino présent depuis le premier jour, collègue de Madrid qui vient aussi des mouvements antisexistes espagnols, et qui a une double compétence avec l'accueil des hommes violents d'une part et une réflexion critique sur la masculinité dominante d'autre part ; Ignasi Pons enfin, de l'Université de Barcelone, qui n'a pas directement travaillé sur les hommes, mais qui, au travers des recherches qu'il a faites en santé mentale, sur le travail du sexe et la prostitution, a sans arrêt croisé la question des rapports hommes/femmes et du masculin.

Suite à ces cinq interventions, nous vous donnerons la parole, enfin, avec l'objectif d'essayer de conclure, autant que faire se peut, même si la tâche semble impossible, notre réflexion collective, d'entendre les questions qui se posent et d'essayer de réfléchir à haute voix ensemble sur ce qu'il reste à faire, en termes de recherches ou de conseils sur l'accompagnement social des hommes.

Jeanne Fagnani

*Directrice de recherche au CNRS MATISSE,
Université de Paris 1-CNRS*

Ma contribution sera forcément modeste au regard de la richesse de ces interventions et des débats qui ont suivi. En effet, n'étant pas spécialiste des questions concernant l'identité masculine et travaillant plutôt sur les politiques familiales, je préférerais ici limiter mes propos aux grandes évolutions qu'a connues la fonction paternelle depuis 20 ans. Nombre d'ouvrages récents le montrent, celle-ci a incontestablement évolué depuis une trentaine d'années et ce phénomène doit être aussi appréhendé, me semble-t-il, à la lumière des interactions entre les mutations de l'institution familiale et les transformations du marché du travail. Sans être le seul facteur explicatif de cette évolution, l'entrée progressive des femmes sur le marché du travail depuis la fin des années soixante a permis aux hommes d'occuper une place plus importante dans la sphère familiale. L'exercice d'une activité professionnelle, en confortant leur pouvoir de négociation, a également incité les mères à renégocier avec leur conjoint les modalités de prise en charge des enfants. En dépit d'avancées modestes dans le domaine du partage des tâches ménagères, la figure du « nouveau père » a donc émergé – à des degrés divers – dans tous les milieux sociaux. De façon récurrente, différentes études ont montré qu'ils rechignent désormais à être cantonnés dans une fonction symbolique et qu'ils semblent de plus en plus désireux de nouer des liens affectifs forts avec leur progéniture. Contrairement aux générations précédentes, leur présence active auprès des enfants est socialement valorisée et parfois encouragée par les institutions impliquées dans les affaires familiales. A cet égard, l'instauration du congé de paternité a joué un rôle emblématique. La floraison de publications sur l'évolution de la paternité témoigne d'ailleurs de l'intérêt croissant que suscite ce phénomène. Elles se situent, en effet, à la croisée des chemins qui mènent aux investigations concernant le fonctionnement de l'institution familiale, la sous-représentation des femmes dans la sphère politique, les processus liés aux discriminations sexuelles sur le marché du travail ou le rôle parfois ambigu joué par la politique familiale.

Toutefois, « l'installation des hommes dans l'univers ménager », pour reprendre l'expression de Jean-Claude Kaufmann dans son ouvrage sur la sociologie du couple, se heurte à des obstacles de tous ordres : les attitudes ambivalentes des mères, la volonté des femmes d'éviter les conflits liés à des enjeux qui ne leur apparaissent pas toujours prioritaires (en particulier lorsque les revenus du ménage leur permettent de recourir à plusieurs modes de garde rémunérés), le « choix » – socialement construit – de privilégier au sein du couple la carrière du mieux « doté » sur le marché du travail (en l'occurrence, majoritairement le père) ou encore les réticences des hommes à dépasser le stade des velléités et à mettre en veilleuse leurs ambitions professionnelles. Il faut y ajouter les contraintes professionnelles auxquelles ils sont particulièrement confrontés, des contraintes intériorisées et objectives qui atténuent leur désir de s'investir dans la vie domestique. La politique familiale, avec la mise en place de dispositifs implicitement ciblés sur les mères (comme l'Allocation Parentale d'Education), a contribué à perpétuer ces obstacles.

Que dire alors des évolutions que risque de connaître la fonction paternelle au cours des prochaines années ? Je me risquerais à avancer quelques hypothèses. Les études de budget-temps montrent que les pères dont la conjointe possède un capital scolaire et un statut professionnel élevés ont tendance, toutes choses égales par ailleurs, à consacrer plus de temps à l'éducation de leurs enfants que les autres, en particulier, lorsque la mère s'investit plus dans sa vie professionnelle que son partenaire. On pourra se reporter, concernant cette question, à la très intéressante recherche de Danièle Boyer, chercheuse à la Caisse Nationale des Allocations Familiales, sur les pères bénéficiaires de l'Allocation Parentale d'Education.

Dans cette perspective, on peut raisonnablement faire l'hypothèse que l'investissement des pères dans la vie familiale sera de plus en plus fréquent, compte tenu de l'élévation croissante du niveau d'éducation des femmes... En revanche, les impératifs de la compétitivité économique et les changements organisationnels dans les entreprises, qui impliquent souvent des conditions de travail antagoniques avec l'exercice d'une nouvelle paternité, pourraient contrecarrer cette tendance. Certaines formes de flexibilité (télétravail à domicile, horaires atypiques ou variables...) – souvent dénoncées car parfois associées à une dégradation des conditions de travail – et une fluidité croissante des statuts liés à l'emploi (développement des marchés transitionnels, par exemple) pourraient offrir aux couples la possibilité d'alterner leur présence auprès de l'enfant, permettant ainsi aux pères de s'impliquer davantage dans l'éducation de leur enfant tout en limitant les frais de garde (comme nous avons pu l'observer dans une recherche sur des parents salariés travaillant dans la grande distribution).

Les institutions qui agissent dans le champ des politiques sociales et familiales pourraient aussi jouer un rôle décisif en soutenant, directement ou indirectement la « fonction paternelle » : il s'agirait alors de réaménager les dispositifs existants

pour permettre aux pères d'en bénéficier, à l'instar de ce qui se fait en Suède, d'encourager la mixité dans les emplois liés à l'accueil de la petite enfance pour combattre les préjugés selon lesquels « les jeunes enfants ont avant tout besoin de leur mère », d'inciter les entreprises à prendre en compte les obligations familiales de leurs salariés... Force est de constater, à cet égard, que le chemin sera long à parcourir et parsemé d'embûches !

Je vous remercie de votre attention.

Sophie Pioro

Coordination européenne

Je voudrais juste relever deux, trois petits points qui me sont apparus évidents au cours de ces deux journées de séminaire et qui ont fait ressortir des réflexions que nous avions depuis quelques mois.

D'abord, deux jours de séminaire avec des interventions relativement courtes, qui doivent représenter un travail de quinze mois, c'est vraiment très frustrant. Je trouve qu'on passe à côté de beaucoup de discussions, cela ne représente pas l'ambiance qu'il y a eu tout au long de la recherche. Et notamment, aussi, le fait que nous avons travaillé, hommes et femmes ensemble, mais aussi issus de pays différents, avec des histoires différentes, des positions différentes, et que cette richesse, elle ressort peut-être plus le soir lorsque nous mangeons ensemble que dans les échanges de ces deux journées.

Deuxièmement, la difficulté de parler des hommes en tant que femme. Je me souviens que tout au long de la recherche, Daniel Welzer-Lang devait toujours me rappeler, « mais on fait une recherche sur les hommes » et dès qu'on parlait, par exemple, de la parentalité ou du travail, j'avais toujours tendance à ramener, « oui, mais c'est les salaires des femmes qui sont les plus bas... », enfin, de recontextualiser tout le temps. C'est très difficile de rester sur la catégorie hommes. Evidemment qu'il faut faire le lien, le rapport entre hommes et femmes.

J'ai relevé aussi cette difficulté durant l'atelier « syndicalistes ». Nous avons essayé de guider un petit peu le débat sur des pistes pour parler aux hommes et de comment peut-on s'adresser à eux, mais directement, nous sommes revenu-e-s sur la situation des femmes dans les syndicats.

Et donc, c'est difficile, je pense, de vraiment s'attacher à parler de la manière de s'adresser aux hommes sans vouloir toujours ramener à s'adresser aux femmes.

Troisièmement, le point de tension au sein de l'équipe – on l'a évoqué ce matin lors de l'atelier de restitution des hommes en renégociation – c'est la fuite. Lors de la recherche, nous avons toujours plus ou moins trouvé des terrains d'entente ou, en tout cas, un vocabulaire commun. Le dernier point sur lequel les hommes et les femmes de l'équipe n'ont absolument pas pu se mettre d'accord, c'est sur *la fuite* des hommes. Les hommes disent, « mais non, on ne fuit pas, c'est autre chose », alors que les femmes, en grande majorité, disent, « mais si, c'est la fuite ».

Donc je pense que là, il y a vraiment un point qu'on devrait développer, en tout cas, aller plus loin dans les discussions.

Pour terminer, je voudrais aborder la relativité que nous devons avoir sur les changements.

Les chargés de recherche qui ont interrogé des « hommes en renégociation » affirmaient haut et fort que les hommes changent ! Mais d'autres ont interrogé des hommes issus de secteurs, représentant encore des bastions de la masculinité, comme les responsables administratifs et politiques. Cela pose la question du « comment s'adresser aux hommes ? ». En disant qu'ils ne changent pas ou en disant qu'ils changent ? Comment est-ce qu'on fait évoluer les comportements ?

Je veux juste encore remercier Daniel Welzer-Lang de m'avoir offert la possibilité et l'opportunité de pouvoir travailler au sein de cette équipe mixte et vraiment d'avoir pu prendre cette richesse des débats et des rencontres humaines ; avec toute l'équipe. Merci.

Jean-Paul Graver

Animateur de la Campagne du Ruban Blanc en Belgique francophone

Comme vous le voyez, je ne suis plus très jeune, même si dans mon cœur, la jeunesse y est encore. J'ai donc une expérience de combats et d'accompagnement de combats derrière moi dont je vais un peu vous parler.

Donc, dans les années 61, je me marie assez jeune encore et tout de suite, nous avons un enfant, et puis j'entre au service militaire. Et déjà, première frustration, l'enfant était encore à l'hôpital avec sa maman que j'étais rentré au service militaire. Je me souviens d'ailleurs d'une petite anecdote, le troisième jour, je demandais le rapport du commandant en l'appelant monsieur, ce qui a fait un tollé général. Et donc, quand je revenais en week-end, je disais à mon épouse : « c'est moi qui lave la petite, ce soir ». Donc elle attendait et puis le samedi soir, je donnais le bain au bébé. J'ai toujours été fort attiré par les bébés et je continue à l'être. Je me souviens aussi, on est en 62 à l'époque, et je me souviens que je promène ma petite fille dans sa voiture d'enfant et je vous assure qu'à cette époque, j'étais regardé comme un martien. Ça ne se faisait pas ! Les hommes, ça poussait pas une voiture. Les choses ont quand même changé de ce côté-là.

En 64, en Belgique, passe une loi qui autorise l'objection de conscience, j'avais fait mon service militaire bien malgré moi, mais refuser le service militaire, c'était risquer la prison, etc., marié, un enfant, ce n'était pas l'idéal. Donc, j'ai demandé à bénéficier de cette loi et puis j'ai milité pour la faire connaître au niveau des jeunes gens, pour leur dire qu'il y avait une alternative au service militaire. Fort heureusement, le service militaire obligatoire a disparu, mais comme on le disait tout à l'heure à table, c'est tant mieux, mais d'un autre côté, ça ne permet plus d'entretenir le débat là-dessus et ça fait un peu écho à ce que disait tout à l'heure Jorgen Lorentzen, sur la volonté de vie et l'instinct de mort, etc. Alors, je dois reconnaître que dans les années 65-66, j'ai tenté d'amener ma femme à ne plus travailler. C'était l'exemple de mes collègues. Je suis enseignant. Ils étaient enseignants, ils avaient pris quelques cours du soir pour arrondir les fins de mois et leur épouse restait à la maison.

J'ai tenté la même chose avec mon épouse. Je dois dire que j'avais le soutien de ma belle-mère qui disait : « comme ça, elle pourra plus s'occuper de son ménage et de son enfant ». Et j'ai réussi à lui faire lâcher son travail, mais ça n'a pas duré. Trois mois après, elle était partie pour un nouveau boulot et ça n'a plus jamais cessé. Je dois ajouter que ma belle-mère aujourd'hui disparue a bien changé elle aussi. Bien que femme au foyer, elle s'est reconnue dans les combats de sa fille et l'a désormais soutenue avec fierté.

Et on arrive dans les années 70, en Belgique, c'est le début du féminisme et évidemment, ma femme se met à militer dans le féminisme, d'abord avec les Marie-Mineur¹ qui étaient un groupe qui se centrait surtout sur le travail, la possibilité pour les femmes d'avoir du travail et sur les rémunérations, sur « salaire égal, travail égal ». Et puis il y a eu d'autres combats, celui sur la contraception, celui sur l'avortement... Rappelez-vous pour les Belges, les premiers onze novembre, journée des femmes, où il y avait des débats considérables, et tout ça, moi je l'ai suivi, moi !

J'ai toujours suivi ça avec beaucoup d'intérêt et évidemment, en étant frustré dans la mesure où je ne pouvais pas m'exprimer parce que sinon, on aurait dit, voilà encore un homme qui s'exprime à la place des femmes. J'ai pu me rattraper par la suite, mais j'y viens après. A l'initiative de ma femme et de quelques autres, on crée la maison des femmes et puis très vite, un refuge, et là aussi j'interviens ! Non pas dans la création, mais c'est parce que quand on fait une maison, il faut la meubler, comme c'est un lieu public, on ne met pas n'importe quoi par terre, donc moi, je m'investis pour placer parce qu'on n'a pas beaucoup de sous, etc. Dire donc que j'ai été en pleine connivence avec... Je peux être témoin de tous les combats qui ont été menés pendant cette période-là.

Alors, je suis enseignant, donc j'enseigne, mais je suis fort tenté par le syndicalisme et puis, j'ai été pendant quinze ans, président de ma régionale et j'ai eu la chance de connaître de gros combats syndicaux. Je pense à la grève des enseignants de 1990 et l'importance de ces grèves-là, c'est que justement, pour ceux qui ne connaissent pas la Belgique, en fait on a deux grands réseaux d'enseignement, le réseau public auquel j'appartenais, et l'enseignement libre qui est catholique à 95%, qui est un réseau important aussi. Et disons qu'entre les enseignants de ces deux réseaux, il n'y avait pas de contact. Eux, ils nous appelaient « les rouges » et nous, on les appelait « les calotins ». Et on a mené des combats ensemble, des combats terribles,

¹ Marie Mineur était chercheuse (c'est-à-dire qu'elle poussait les wagonnets de charbon dans la mine) à la fin du XIX^e siècle ou tout au début du XX^e. Elle a mené des combats avec d'autres femmes pour l'amélioration des conditions de travail et de rémunération surtout, les femmes étant plus exploitées encore que les mineurs. Avoir choisi ce nom était donc tout un programme pour ce groupe féministe.

on s'est réuni, on a fait des assemblées ensemble et on s'est rendu compte, en fin de compte, que les problèmes que l'on vivait dans nos écoles et que eux vivaient, étaient des problèmes identiques. Et donc, tout ça, pour moi, ça a été l'occasion de me rendre compte qu'il y avait un boulot considérable, et là, je me suis vraiment épanoui dans ce travail syndical.

Aujourd'hui, je suis retraité, sans aucun regret d'ailleurs, même pas le regret de l'action syndicale, je garde d'excellents souvenirs, je paye mes cotisations et je me contente de faire ça. J'attends quand même encore une grande grève pour faire des piquets, pour faire des manifs, j'adore être au milieu de rue pour manifester. D'ailleurs, j'aime aussi beaucoup le carnaval, puisque dans nos régions, il y a le carnaval, parce que là, on peut marcher au milieu de la rue, on est le roi de la rue. Alors, revenons un petit peu... Donc, avec ma femme et moi, on est un vieux couple ! On a près de 45 ans d'existence commune et comme tous les couples qui durent, il y a des bagarres, il y a des disputes. Et je suppose que vous imaginez bien quel est l'objet principal des disputes, c'est évidemment le partage des tâches ménagères. Je dois être honnête et reconnaître que je n'ai jamais mis la main à la lessive, je ne repasse pas, nettoyer, c'est pas mon fort, prendre les poussières, ça j'ai horreur, faire à manger, ça j'aime bien. Faire à manger, la vaisselle, tout ça, je le fais bien. D'ailleurs, maintenant, comme je suis retraité, que ma femme travaille toujours, c'est moi qui fais à manger.

Mais donc, les batailles sont assez fréquentes. D'ailleurs, je souris parce que dans un de ses livres, Daniel Welzer-Lang y a fait référence, en parlant des notions de propre et de rangé qui ne sont pas identiques chez les femmes et chez les hommes. Je me souviens l'avoir entendu dire un jour : « je ne sais pas qui a raison ». Parce qu'à la limite, c'est vrai que je me pose la question, est-ce que les femmes ne sont pas trop obnubilées par la propreté et le rangement ? Oui, ça existe ! Je vous pose la question ! C'est vrai que j'ai ma femme qui me dit fréquemment : « mais c'est dégueulasse ici ! », je dis : « dégueulasse, dégueulasse, t'exagères, c'est un tout petit peu sale ». Bon, alors quand même, je voudrais dire une chose, je suis heureux, j'ai un petit garçon qui a sept mois et comme sa maman travaille et vit toute seule et que ma femme travaille aussi, la crèche, c'est pas toujours facile à trouver, c'est donc moi qui m'occupe du petit. Alors là, je peux vous assurer que je suis aux anges. Tous les matins, je lui donne son bain et ça, c'est le moment le plus merveilleux pour moi, donner ce bain à ce petit garçon. Je suis content d'être ici, mais je suis content car je vais rentrer et je vais pouvoir le retrouver.

J'ai aussi une petite fille qui maintenant a dix ans, dont je m'occupe beaucoup. D'ailleurs, cette petite fille avait dit, avant la naissance de son petit cousin, « j'espère que je serai pas jalouse ». C'était compréhensible de sa part, parce qu'elle craignait que le temps que j'allais consacrer à son cousin, c'est du temps qu'elle

n'aurait plus. Mais j'ai réussi à trouver des arrangements et je m'en occupe encore autant. Et donc, non seulement elle n'est pas jalouse, mais elle est vis-à-vis de son petit cousin comme une petite maman, et ça, c'est formidable. Alors bon, je pense que j'ai dit l'essentiel. Moi, je voudrais faire quelques réflexions sur ce qu'on a entendu tout au long...

Moi je pense que les hommes changent, mais ils ne changeront pas tout seuls, c'est sous le coup de boutoir des femmes qu'ils changent. J'ai eu la chance, moi, de faire ce chemin parce que j'avais une femme féministe et que j'ai rencontré des femmes qui luttent. Si j'avais eu une femme mémère à la maison, bien je ne pense pas que j'aurais été différent des autres hommes étant donné mon âge, évidemment. Quoique je ne sois pas un vieillard. Tout à l'heure, quelqu'un a parlé des plaisirs et moi, je suis toujours à la recherche des petits bonheurs. Le bonheur sur un nuage, ça n'existe pas. Ça, c'est comme l'amour avec un grand A ou l'amour qui peut conduire au meurtre comme on a connu avec Marie Trintignant, mais des Marie Trintignant, il y en a des masses. Donc, le bonheur dans lequel on nagerait en permanence, ça n'existe pas, les petits bonheurs, oui. Et moi, je suis toujours à la recherche des petits bonheurs, de ces petits plaisirs. Par exemple, je vous avouerais que l'idée que ce soir, nous allons nous retrouver ensemble, nous allons bien manger et bien boire, et bien c'est un petit plaisir qui me fait déjà saliver à l'avance.

Et en ça, je rejoins un peu l'idée du goût de la vie et là, je retombe sur Jorgen Lorentzen : je pense que comme j'ai voulu être objecteur de conscience, j'avais déjà ce refus de ce héros masculin qui donne sa vie pour défendre sa patrie. Et donc, pour moi aussi, je sais que je vis en sachant que je vais mourir, comme chacun d'entre nous, mais pour moi, la vie c'est quelque chose de fantastique dans lequel je m'investis beaucoup. Je pense qu'il a dit, ou quelqu'un a dit ici que quand on parle des rapports de genre, on pense aux rapports hommes/femmes, mais il faudrait penser aussi aux rapports hommes/hommes, je ne parle pas des rapports homosexuels nécessairement, mais je parle des rapports des hommes entre eux. Je pense que c'est vrai, et ça je le sais, et je le ressens, en tant qu'homme, on a du mal à exprimer ses sentiments, à avoir des conversations qui vont au-delà des choses convenues. J'ai lu à un endroit que les hommes sont toujours en compétition, même quand ils sont entre eux, même quand ils boivent un verre entre eux, ils sont toujours en compétition. Je vois des femmes, quand elles sont ensemble, je les entends, enfin, je soupçonne qu'il y a une intimité qui s'établit entre elles qu'on ne retrouve pas entre les hommes. Et ça, je trouve que c'est vraiment frustrant. Je voudrais qu'on puisse aller plus loin par rapport à ça.

On a parlé de la valeur centrale du travail et je suis d'accord pour dire que quand on accorde à cette valeur centrale du travail toute sa valeur centrale, on considère que tout le reste est sans intérêt. Mon propos n'est pas de dire ça, mais de vous

rendre attentifs aussi au fait que si on n'a pas de travail, on n'a pas de revenus et on n'a pas de reconnaissance sociale. Je pense que par rapport à la jeunesse (j'ai été enseignant dans une école technique et professionnelle), je pense qu'il est important de redonner vie à l'idée que quand on fait quelque chose, qu'on travaille, c'est quelque chose qui valorise et donc, je sais bien que ce n'est pas ce que vous voulez dire quand vous parlez de la valeur « travail », mais je pense que par rapport à une jeunesse et surtout dans une période de mauvais emploi comme maintenant, il faut être prudent par rapport à ça. Alors, je vais dire ce que j'ai déjà demandé à Daniel Welzer-Lang, moi je pense qu'il me manque des éléments...

Ah oui, dans la campagne du Ruban Blanc, oui, j'ai oublié de parler de ça. Donc, fin 99-2000 se crée à l'initiative d'un ami de Bruxelles, Roland Mayerl, une coordination européenne de la campagne du Ruban Blanc et évidemment, on va chercher énormément d'informations au Canada où elle a pris son départ. Et alors là, évidemment, disparaît ma frustration de ne plus pouvoir rien dire, de ne pas pouvoir parler. Maintenant, je peux me permettre de m'exprimer puisque c'est aux hommes que je parle. En fait, la campagne du Ruban Blanc a surtout pour but de bousculer les hommes et de leur dire, par rapport aux violences que des hommes font subir aux femmes : « vous êtes silencieux, vous ne dites rien, comme si c'était pas votre problème, mais c'est avant tout votre problème ! Votre silence ressemble fort à de la complicité ». Alors, évidemment, c'est ça mon boulot. Et comme je suis un syndicaliste, ce genre de discours, c'est quelque chose que je porte volontiers, mais il me manque des armes. Et je voudrais, bien que je sache que les hommes dans cette société sont favorisés, sont quand même du bon côté du manche, je suis sûr qu'il y a dans la construction sociale du masculin des choses qui vont à l'encontre du bonheur des hommes. Et j'aimerais bien trouver et je suis demandeur, vis-à-vis des chercheurs, vis-à-vis des philosophes, etc., qu'on explique un peu, dans la construction sociale du masculin, au-delà du fait qu'on en fait des dominants, quels sont les éléments qui expliquent qu'on ne peut pas être heureux en étant homme comme la construction sociale le fait. Et donc, évidemment, qu'est-ce qu'on a à gagner à ce que ça ne soit plus comme ça. Parce que quand on veut convaincre des hommes, non seulement il faut les houspiller en disant : « vous ne pouvez plus rester silencieux », et évidemment que c'est lié à la notion d'égalité entre les hommes et les femmes, mais qu'est-ce qu'on a à gagner à ça ? Moi, je le vois bien, mais je ne parviens pas bien à l'exprimer. Donc je suis demandeur de textes qui permettraient pédagogiquement d'aller vers les hommes et de leur parler comme ça. Et ça me permettrait aussi à moi de remettre de l'ordre dans mes idées. Voilà ce que j'avais à dire, je vous remercie.

Luis Bonino

*Psychologue, Directeur du Centre d'Etudes
de la Condition Masculine, Madrid*

Pendant de nombreuses années, je me suis disputé avec ma compagne parce que je faisais des choses et elle me reprochait quand même de ne pas faire ce que je devais faire. Moi, je disais que je changeais, et elle disait que je ne changeais pas. Après de nombreuses années, j'ai fini par comprendre que ce qu'il fallait poser comme problème, c'était : changement par rapport à quoi ? Prenons l'exemple des responsabilités domestiques : sur 50% je faisais 10% et elle me réclamait les 40% restants. Si nous travaillons sur le thème « homme et égalité », nous les hommes, ce qu'il faut que nous nous demandions, c'est pourquoi nous ne faisons pas les 40% pour arriver aux 50%. Parce qu'en général, avec les 10% nous sommes assez complaisants, nous le sentons encore comme une concession.

Cela fait très longtemps que je travaille avec les hommes comme thérapeute. Je voudrais proposer ici certains éléments pour introduire les questions qui ne se sont pas trop posées, c'est-à-dire le point de vue de la subjectivité. Je ne parle pas tellement des identités sociales, mais plutôt des identités intériorisées, pour faire avancer un peu plus la question du pourquoi les hommes ont tellement de mal à changer. Ce dont je vais parler est en relation avec la psychanalyse et les études masculines, critiques, de genre. Ces études ont montré que les hommes ont un type de subjectivité dominante, en relation avec les mythes patriarcaux de la supériorité masculine et de la soumission féminine. Qu'ils préservent cela, qu'ils le veuillent ou non, ils ont une place privilégiée et de l'autorité vis-à-vis des femmes, et notamment plus de droits qu'elles, particulièrement par rapport à l'utilisation du temps et la gestion des tâches domestiques. Ces mythes sont extérieurs à eux, mais ils les intériorisent à travers la socialisation masculine. Indépendamment des différences entre tous les hommes, il y a des ressemblances, une posture identique existentielle et c'est à partir de cette posture existentielle qu'ils vivent leur autoestime. Ils ont en esprit des idéaux de masculinité qui organisent leur forme de penser, de regarder, de faire et d'organiser les choses. C'est tellement fort et tellement rigide que cela les empêche de transgresser le modèle. La plus petite transgression est vécue comme

un crime de haute trahison vis-à-vis du collectif masculin. A partir de ce modèle, certains facteurs contribuent à empêcher les modèles égalitaires. Je dis cela parce qu'il est beaucoup plus facile pour les hommes de changer leurs émotions et même leurs possibilités de pénétration, que de se penser en relation d'égalité vis-à-vis des femmes. Dans cette modalité de construction de leur identité masculine, je vais commenter à présent ces quelques facteurs qui empêchent d'arriver à l'égalité.

Le premier facteur est l'appartenance à un groupe dominant. Dès la naissance, par le fait même de naître, les hommes ont un carnet de droits que n'ont pas les femmes et qui les place sur un mode commun à tous les autres groupes dominants. Ces groupes ont pour caractéristique commune de se centrer sur eux-mêmes, d'être le centre de référence, de sentir leurs droits, leurs prérogatives, comme quelque chose de naturel, ce qui de fait les rend invisibles à leurs propres yeux. Ils ont aussi en commun le fait de profiter des capacités de subordination des êtres « inférieurs », dans ce cas-là les femmes, en particulier dans l'espace domestique. Cela leur fait survaloriser leur propre souffrance, minimiser les souffrances qu'ils produisent, et en plus, ignorer les conséquences et les faits de leur propre comportement. Mais bien-sûr, ils se sentent écrasés par leur responsabilité masculine, qui n'est que la conséquence du fait qu'ils exercent leurs privilèges. Ce qui est important c'est donc qu'ils ne perçoivent pas qu'ils sont dans une situation de dominant et par conséquent ne pensent pas le changement comme une nécessité... car l'inégalité, c'est le problème des femmes ! J'insiste sur le fait que cela ne reflète pas la situation de tous les hommes, même si ces modèles prédominants demeurent dans leur esprit. Le deuxième facteur est l'estime de soi basée sur le privilège. Se sentir supérieur et important est l'un des principaux éléments de la masculinité, et l'une des manières de l'exercer est d'être important, de contrôler. Si nous réalisons cela, nous nous sentons bien avec nous-mêmes en tant qu'hommes. Nous nous sentons mal lorsque nous ne pouvons être en accord avec cela. L'égalité qui nous empêche d'être supérieur devient alors une grave blessure pour notre estime de nous-mêmes.

L'égalité comme menace est un autre facteur. L'égalité est une nouvelle proposition qui rompt en effet avec la dichotomie millénaire qui existe entre hommes et femmes et crée une confusion chez les hommes avec la sensation d'une féminisation et d'une dévalorisation. Un problème important dans la façon dont nous vivons cette supériorité est que ça ne dépend pas simplement de ce que nous faisons, mais aussi de l'acceptation de la part de la femme de cette position de subordonnée. Par conséquent si la femme évolue par rapport à cette position de subordonnée, elle nous fait changer nous aussi dans notre estime de nous-mêmes. L'égalité est difficile à assimiler parce qu'elle n'a pas la force sociale suffisante pour pouvoir être intériorisée. Un autre facteur complique encore les choses : le modèle masculin d'égalité. En effet nous pouvons nous sentir égaux entre hommes, mais il s'agit d'une égalité de confrontation où il n'existe que les relations homme-esclave, gagnant-perdant

ou pénétrant-pénétré. Par contre, l'égalité proposée par les femmes et qui est une égalité égalitaire, réciproque et attentive, n'existe pas dans la mentalité masculine. J'insiste donc sur le fait que tous les hommes ne fonctionnent pas de la même façon par rapport à cela, mais que cela est quand même présent dans l'esprit de tous les hommes.

D'autres caractéristiques sont en relation avec l'estime de soi, et ont quelque chose à voir avec le problème de l'égalité, par exemple l'autosuffisance. D'un côté nous sommes aveugles et sourds par rapport à nos propres sentiments ; ce qui fait que très souvent, par rapport aux sentiments contradictoires sur le sujet de l'égalité, au lieu de métaboliser, nous agissons de façon rigide. D'un autre côté, le fait d'insister pour le dialogue entraîne des réponses d'opposition ou sinon la fuite, si les femmes cherchent la confrontation. Un dernier point enfin, le déficit d'empathie, favorise le fait que nous voyons la femme comme inférieure et non en égalité de droits. Le conflit entre les anciennes et les nouvelles attentes est encore un autre facteur. Il entraîne pour nombre d'hommes des différents, des tensions. Mais cette dissension est compensée en rendant les femmes responsables du problème. Le résultat est que l'inégalité est ancrée très profondément dans notre façon de fonctionner, donc la motivation pour le changement est très difficile. Ceci est démontré par toutes les statistiques sur le peu de pas des hommes par rapport à cette égalité.

Mis à part les obstacles, j'insiste sur le fait qu'il y a aussi une action active pour ne pas parvenir à l'égalité, qui s'appelle de la résistance, une motivation pour le non-changement. Nous sommes experts dans le fait de nous mobiliser, de nous bouger pour que les femmes restent inférieures, et il y a différents types de résistances, de la plus forte à la moindre. Les plus importantes sont les violences, mais il y a aussi des contrôles invisibles et normalisés comme la résistance passive et le fait de tranquilliser les situations. C'est ce que j'appelle des éléments micro-fascistes parmi lesquels l'un des plus importants est notre définition de nous-mêmes comme innocents et des femmes comme coupables.

Le fait de se déqualifier mutuellement entre hommes est un autre mécanisme de résistance. C'est la raison pour laquelle de nombreux hommes traditionnels déqualifient les hommes qui sont en processus de changement et les excluent du peuple des hommes. Heureusement, les hommes ne sont pas que d'un seul tenant, nous avons des possibilités de changement. Nous pourrions en parler après. Je proposerais aux sociologues de travailler réellement sur leurs pratiques, sur ce qu'ils font et non simplement sur ce qu'ils disent. Qu'on leur demande clairement et directement de répondre à la question : pourquoi n'agissez-vous pas ? Les hommes sont experts en effet dans le fait de chercher des justifications, dans le patriarcat notamment, le travail, la violence vécue dans l'enfance et beaucoup plus encore.

Bibliographie citée

- Alberoni Francesco, 1986, *L'Erotisme*, Paris, Ramsay.
- Badinter Elisabeth, 1986, *L'Un est l'autre*, Paris, éd. Odile Jacob.
- Badinter Elisabeth, 2003, *Fausse route*, Paris, éd. Odile Jacob.
- Beck Ulrich and Beck-Gernsheim Elisabeth, 1995, *The Normal chaos of love*, London, Polity Press.
- Belotti Elena Gianini, 1974, *Du côté des petites filles*, Paris, éd. des femmes.
- Bly Robert, 1992, *L'Homme sauvage et l'enfant, l'avenir du genre masculin*, Paris, Seuil.
- Bourdieu Pierre, 1998, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, coll. « Liber ».
- Bourdieu Pierre, sept. 1990, « La Domination masculine », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 84, pp. 2-31.
- Bozon Michel, 1998, « Amour, désir et durée. Cycle de la sexualité conjugale et rapports entre hommes et femmes », in Bajos Nathalie, Bozon Michel, Ferrand Alexis, Giami Alain, Bozon Michel, 2001, « Orientations intimes et constructions de soi. Pluralité et divergences dans les expressions de la sexualité », in *Sociétés contemporaines*, n° 41-42, pp. 11-40.
- Connel R W, 2000, « Masculinités et mondialisation », in Welzer-Lang Daniel (dir.), *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 195-219.
- Corneau Guy, 1989, *Pères manquants, fils manqués*, Montréal, éd. de l'Homme.
- Coté Marguerite, 1986, *Participation des pères aux tâches familiales et développements de l'identité sexuelle du jeune garçon*, Mémoire de maîtrise, Ecole de service social, Montréal, Université de Montréal.
- Dagenais Huguette, Devreux Anne-Marie, 1999, « Les Hommes, les rapports sociaux et le féminisme : des avancées sous le signe de l'ambiguïté », in Dagenais H, Devreux A-M (dir.), *Ils changent, disent-ils*, numéro commun *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 19, n° 2-3-4, *Recherches Féministes*, vol. 11, n° 2, pp. 1-22.
- Dejours Christophe, 1997, « Virilité et stratégies collectives de défense dans les nouvelles formes d'organisation du travail », in *Les Cahiers du Mage*, n° 3-4, pp. 147-158.
- Dejours Christophe, 1998, *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil.

Dejours Christophe, 2000, « Le Masculin entre sexualité et société », in Welzer-Lang Daniel (dir.), *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 263-289.

Delor François, 1994, « Prevention politics : conflict and cooperation between the public instances and NGOS », Vienne, communication au colloque Santé en Europe (Health in Europe).

Delor François, 1997, *Séropositifs : trajectoires identitaires et rencontres du risque*, Paris, L'Harmattan.

Delphy Christine, 1970, « L'Ennemi principal », in *Partisans*, n° spécial, *Libération des femmes, année zéro*, juillet-août 1970, n° 54-55, pp. 57-172. Réédité en 1998, in *L'Ennemi principal, t. 1 : Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, pp. 31-56.

Delphy Christine, 1991, « Penser le genre », in Hurtig Marie-Claude, Kail Michèle, Rouch Héléne, *Sexe et genre, de la hiérarchie entre les sexes*, Paris, éd. CNRS, pp. 89-107.

Devreux Anne-Marie, 1985, in Atelier Production/Reproduction, *Production/Reproduction et rapports sociaux de sexe*, Cahier n° 3, Paris, CNRS.

Dulac Germain, 2000, « Les Récits de vie masculins sont-ils crédibles ? », in Welzer-Lang (dir.), *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 263-289.

Dulac Germain, 2001, *Aider les hommes... aussi*, Montréal, VLB.

Ehrenberg Alain, 1991, *Le Culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy.

Ehrenberg Alain, 1998, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob.

Falconnet Georges, Lefaucheur Nadine, 1975, *La Fabrication des mâles*, Paris, Seuil, coll. « Combats ».

Faludi Susan, 1993, *Backlash, La guerre froide contre les femmes*, Paris, éd. des femmes, (prem. éd. US, 1991).

Ferrand Michèle, 2004, « De la paternité, de la maternité, du féminisme », in *Mouvements, les hommes en crise ? Le masculin en question*, Paris, La Découverte, pp. 45-55.

Foucault Michel, 1976, *Histoire de la sexualité. Tome 1, La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard.

Godelier Maurice, 1982, *La Production des Grands Hommes*, Paris, Fayard, réédition en 1996.

Guillaumin Colette, 1978, « Pratique de pouvoir et idée de nature : 1- L'appropriation des femmes ; 2- Le discours de la nature », in *Questions Féministes*, n° 2-3, février-mai 1978.

- Haicault Monique, 1984, « La Gestion ordinaire de la vie à deux », in *Sociologie du Travail*, n° 3, pp. 268-275.
- Junter-Loiseau Annie, 1998, « La Démocratie locale à l'épreuve des femmes : le cas des femmes élues à Rennes », in *La Parité. Enjeux et mise en œuvre*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Kaufmann Jean-Claude, 1992, *La Trame conjugale. Analyse du couple par son linge*, Paris, Nathan.
- Kupers Thierry, 2000, « Le Mouvement des hommes aux Etats-Unis », in Welzer-Lang (dir.), *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 221-235
- Lahire Bernard, 1998, *L'Homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.
- Le Quentrec Yannick, Rieu Annie, 2003, *Femmes : engagements publics et vie privée*, Paris, Syllepse, coll. « Le Présent Avenir ».
- Marier Réjean, 1986, « Les Maladies refuges : le suicide des hommes », in Collectif, *Intervention auprès des hommes*, Université de Montréal, compte-rendu de colloque, pp. 89-94.
- Marquet Jacques, 2004, « Sexualité consentie, fidélité et performance », in Marquet Jacques (dir.), *Normes et conduites sexuelles. Approches sociologiques et ouvertures pluridisciplinaires*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, pp. 35-60.
- Mathieu Nicole-Claude, 1971, « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », in *Epistémologie sociologique*, Paris, n° 1, pp. 19-39 ; réédité Mathieu N-C, 1991, *L'Anatomie politique, catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes, pp. 17-41.
- Mathieu Nicole-Claude, 1985, « Quand céder n'est pas consentir, des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », in *L'Arraînement des Femmes, essais en anthropologie des sexes*, Paris, EHESS, pp. 169-245.
- McNeil Martin, Chabrassol David J, 1984, « Paternal Involvement in the Program of HearinImpaired Children : An Exploratory Study », *Family Relations*, vol. 33, n° 1, pp. 119-125.
- Menesson Christine, 2000, *Des femmes au monde des hommes*, Thèse de sociologie, Université Paris V.
- Molinier Pascale, Welzer-Lang Daniel, 2000, « Féminité, Masculinité, Virilité », in *Le Dictionnaire de la sexualité*, Paris, PUF, pp. 71-76.
- Molinier Pascale, 2003, *L'Enigme de la femme active : égoïsme, sexe et compassion*, Paris, Payot.
- Pichault François, Nizet Jean, 2000, *Les Pratiques de gestion des ressources humaines*, Paris, Seuil.

Rantalaiho Liisa, 2/1993, « The Gender contract », in Hannele Varsa (ed.), *Shaping structural change in Finland. The role of women*, Helsinki, Ministry of Social Affairs and Health, Equality publications, pp. 1-9.

Sauvageot Anne, 2003, *L'Épreuve des sens, de l'action sociale à la réalité virtuelle*, Paris, PUF.

Singly (de) François, 1987, *Fortune et infortune de la femme mariée*, Paris, PUF.

Singly (de) François, 1993, « Les Habits neufs de la domination masculine », in *Esprit*, n° 11, pp. 54-64.

Singly (de) François, 1996, *Le Soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan, coll. « Essais et Recherche ».

Singly (de) François, 2000, *Libres ensemble, l'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan.

Singly (de) François, 2002, « La Sociologie, forme particulière de conscience », in Lahire Bernard, *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte.

Singly (de) François, décembre 2003, « Entretien », *Le Minotaure*, n° 11.

Terresac (de) Gilbert, Thoemmes Jens, Flautre Anne, 2002, « La Règle de “bonne distance” entre les hommes et les femmes. Un travail de différenciation », communication au colloque *Les Recherches féministes francophones : ruptures, résistance et utopie*, Université d'été, Université Toulouse-Le Mirail.

Welzer-Lang Daniel, 1985, *Le Masculinisme en naissance*, DHEPS, Université Lumière Lyon 2.

Welzer-Lang Daniel, 1991, *Les Hommes violents*, Paris, Lierre et Coudrier. Réédition en 1996 par les éditions Côté-femmes, Paris.

Welzer-Lang Daniel, 1992, *Arrête, tu me fais mal... la violence domestique 60 questions, 59 réponses*, Montréal, Paris, Le Jour, VLB.

Welzer-Lang Daniel, 1994, « L'Homophobie, la face cachée du masculin », in Welzer-Lang Daniel, Dutey P-J, Dorais Michel, *La Peur de l'autre en soi, du sexisme à l'homophobie*, Montréal, VLB, pp. 13-92.

Welzer-Lang Daniel, 1997, « Les Hommes : une longue marche vers l'autonomie », in *Les Temps Modernes*, n° 593, avril-mai 1997, pp. 199-218.

Welzer-Lang Daniel (dir.), 1998, *Entre commerce du sexe et utopies : l'échangisme*, Actes du premier séminaire européen sur l'échangisme, Toulouse, mars 1998, Université Toulouse-Le Mirail, département de Sociologie (Université de Barcelone), département d'Anthropologie sociale et Philosophie, Universitat Rovira i Virgili (Tarragone).

Welzer-Lang Daniel, 2000, « Pour une approche proféministe non homophobe des hommes et du masculin », in Welzer-Lang (dir.), *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « féminin & masculin », pp. 109-138.

Welzer-Lang Daniel (dir.), 2000, *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « féminin & masculin ».

Welzer-Lang Daniel, 2001, « L'Echangisme : une multiseexualité commerciale à forte domination masculine », in Bozon Michel (dir.), *Sociétés contemporaines*, n°41-42, pp. 111-131.

Welzer-Lang Daniel, 2001, *Déviriliser la/le politique*, Toulouse, Motivé-e-s.

Welzer-Lang Daniel, 2004, *Les Hommes aussi changent*, Paris, Payot.

Welzer-Lang Daniel, Filiod Jean-Paul, 1993, *Les Hommes à la conquête de l'espace domestique. Du propre et du rangé*, Montréal, Paris, VLB.

Welzer-Lang Daniel, Wittner Laurette, 1994, « Le Logement étudiant en banlieue : repaires sans repères », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 62-63, pp. 244-251.

Des mêmes auteur-e-s

De Daniel Welzer-Lang

- 1988 : *Le Viol au Masculin*, Paris, l'Harmattan.
- 1991 : *Les Hommes violents*, Paris, Lierre et Coudrier. Réédition en 1996 par les éditions Côté femmes, Paris.
- 1992 : *Arrête, tu me fais mal...*, Montréal, Paris, Le Jour, VLB.
- 1993 : *Les Hommes à la conquête de l'espace domestique*, Montréal, Paris, Le Jour, VLB (avec Jean-Paul Filiod).
- 1994 : *Prostitution, les uns, les unes et les autres*, Paris, Anne-Marie Métaillé (avec Lilian Mathieu et Odette Barbosa).
- 1996 : *Sexualités et Violences en prison, ces abus qu'on dit sexuels en milieu carcéral*, Observatoire International des Prisons, Lyon, éditions Aléas (avec Lilian Mathieu et Michaël Faure).
- 1998 : *Violence et masculinité*, Montpellier, éditions Scrupules (avec David Jackson).
- 2000 : *Un mouvement gai dans la lutte contre le sida : les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, Paris, l'Harmattan, coll. « logiques sociales » (avec Jean-Yves Le Talec et Sylvie Tomolillo).
- 2004 : *Les Hommes aussi changent*, Paris, Payot.
- 2005 : *Echangisme : le rapport*, Paris, Payot (à paraître).

Ouvrages dirigés

- 1992 : *Des Hommes et du Masculin* (avec Jean-Paul Filiod), Aix en Provence - Université de Provence - CREA, Université Lumière Lyon 2, CEFUP, Presses Universitaires de Lyon, (Bulletin d'informations et d'études féminines, n.s.).
- 1994 : *La Peur de l'autre en soi, du sexisme à l'homophobie* (ouvrage collectif coordonné avec Pierre Dutey et Michel Dorais), Montréal, VLB.
- 1996 : *Les Faits du logis : épistémologie et socio-analyse de la condition de l'opérateur* (avec Laurette Wittner), Lyon, éditions Aléas.
- 1998 : *Entre commerce du sexe et utopies : l'échangisme, Actes du premier séminaire européen sur l'échangisme, Toulouse, Mars 1998*, Université Toulouse-Le Mirail, Département de Sociologie (Université de Barcelone), Département d'Anthropologie Sociale et Philosophie, Universitat Rovira i Virgili (Tarragone).

- 1999 : *Prostitution et santé communautaire, essai critique sur la parité*, Lyon, éd. Le Dragon Lune, (avec Martine Schutz Sanson).
- 2000 : *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « féminin & masculin »
- 2003 : *Genre et sexualité*, Paris, L'Harmattan (avec Gérard Ignasse).

De Yannick Le Quentrec

- 1998 : *Les Employés de bureau et le syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales ».
- 2003 : *Femmes : engagements publics et vie privée*, Paris, Editions Syllepse, coll. « Le Présent Avenir », (avec Annie Rieu).

De Martine Corbière

- 2003, *Le Bizutage dans les écoles d'ingénieurs*, Paris, l'Harmattan.

